Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale", n. 15 del 16 gennaio 1978

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Lunedì, 16 gennaio 1978 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 9 dicembre 1977, n. **1003.**

Adesione al protocollo per l'ulteriore proroga della convenzione sul commercio del grano ed al protocollo per l'ulteriore proroga della convenzione per l'aiuto alimentare, aperti alla firma a Washington il 25 marzo 1975, e loro esecuzione.

LEGGE 9 dicembre 1977, n. **1004.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale sul cacao 1975, adottato a Ginevra il 20 ottobre 1975.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 9 dicembre 1977, n. **1003.**

Adesione al protocollo per l'ulteriore proroga della convenzione sul commercio del grano ed al protocollo per l'ulteriore proroga della convenzione per l'aiuto alimentare, aperti alla firma a Washington il 25 marzo 1975, e loro esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire al protocollo per l'ulteriore proroga della convenzione sul commercio del grano ed al protocollo per l'ulteriore proroga della convenzione per l'aiuto alimentare, aperti alla firma a Washington il 25 marzo 1975.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai protocolli di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo 9 del primo ed all'articolo 11 del secondo protocollo.

Art. 3.

In attuazione del programma di aiuti alimentari della Comunità economica europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme emanate dalla stessa Comunità, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana.

Le relative spese, valutate in lire 12.000 milioni, sono imputate alla gestione finanziaria dell'AIMA, di cui alla legge 31 marzo 1971, n. 144.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 dicembre 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — MORLINO — STAMMATI — MARCORA

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

PROTOCOLES PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLE' ET DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE CONSTITUANT L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLE' DE 1971

PRÉAMBULE

La Conférence chargée d'établir les textes des Protocoles portant nouvelle prorogation des Conventions constituant l'Accord international sur le blé de 1971,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1949 a été révisé, renouvelé ou proroge en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971 et 1974,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1971, composé de deux instruments juridiques distincts, la Convention sur le commerce du blé de 1971, d'une part, et la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, d'autre part, qui ont été toutes deux prorogées par protocole en 1974, prend fin le 30 juin 1975,

A établi les textes des Protocoles portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant nouvelle prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971.

PROTOCOLE PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLÉ DE 1971

Les Gouvernements parties au présent Protocole,

Considerant que la Convention sur le commerce du blé de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogé par protocole en 1974, vient à expiration le 30 juin 1975,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

(*Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention*).

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties au présent Pro-

tocole jusqu'au 30 juin 1976 étant entendu toutefois que, si un nouvel accord international en matière de blé entre en vigueur avant le 30 juin 1976, ledit Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE 2.

(*Dispositions de la Convention rendues inopérantes*).

Les dispositions suivantes de la Convention sont considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1975:

a) le paragraphe 4 de l'article 19;

b) les articles 22 à 26 inclus;

c) le paragraphe 1 de l'article 27;

d) les articles 29 à 31 inclus.

ARTICLE 3.

(*Définition*).

Toute mention, dans le present Protocole, du « Gouvernement » ou des « Gouvernements » est réputée valoir aussi pour la Communauté economique européenne (ci-après dénommée « la Communauté »). En conséquence, toute mention, dans le présent Protocole, de « la signature » ou du « dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application provisoire » par un Gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procedure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international.

ARTICLE 4.

(*Dispositions financières*).

La cotisation initiale de tout membre exportateur ou de tout membre importateur qui adhère au présent Protocole conformément aux dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 7 dudit Protocole est fixée par le Conseil en fonction du nombre des voix qui lui seront attribuées et de la période restant à courir dans l'année agricole; toutefois, les cotisations fixées pour les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

ARTICLE 5.

(*Signature*).

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 25 mars 1975 au 14 avril 1975 inclus, à la signature des Gouvernements des pays parties à la Convention prorogée par protocole, ou provisoirement considérés comme étant parties à celle-ci, au 25 mars 1975, ou qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sont énumérés à l'annexe *A* ou a l'annexe *B* de la Convention.

ARTICLE 6.

(*Ratification, acceptation, approbation ou conclusion*).

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, a l'approbation ou à la conclusion de chacun des Gouvernements signataires conformément à ses procédures constitutionnelles ou institutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 18 juin 1975, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

ARTICLE 7.

(*Adhésion*).

1) Le présent Protocole sera ouvert:

a) jusqu'au 18 juin 1975, à l'adhésion du Gouvernement de tout pays membre énuméré à cette date aux annexes *A* ou *B* de la Convention, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement n'ayant pas déposé son instrument à la date en question, et

b) après le 18 juin 1975, à l'adhésion du Gouvernement de tout pays membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux conditions que le Conseil jugera appropriees à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres importateurs.

2) L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

3) Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la Convention et du présent Protocole, des membres énumérés aux an-

nexes *A* ou *B* de la Convention, tout membre dont le Gouvernement a adhéré à la Convention dans les conditions prescrites par le Conseil ou au présent Protocole conformément à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article sera réputé énuméré dans l'annexe appropriée.

ARTICLE 8.

(*Application provisoire*).

Tout Gouvernement signataire peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole. Tout autre Gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer le présent Protocole ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire. Tout Gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE 9.

(*Entrée en vigueur*).

1) Le présent Protocole entrera en vigueur, entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, conformément aux articles 6, 7 et 8 du présent Protocole avant le 18 juin 1975, dans les conditions suivantes:

a) le 19 juin 1975, pour toutes les dispositions de la Convention autres que les articles 3 à 9 compris et 21, et

b) le 1er juillet 1975, pour les articles 3 à 9 compris et 21 de la Convention,

pourvu que ces instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou ces déclarations d'application provisoire, aient été déposés au plus tard le 18 juin 1975 au nom des Gouvernements représentant les membres exportateurs qui détiennent au moins 60 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe *A* et représentant les membres importateurs qui détiennent au moins 50 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe *B*, ou qui détiendraient ces pourcentages de voix respectifs s'ils étaient parties à la Convention à cette date.

2) Le présent Protocole entre en vigueur, pour tout Gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après le 19 juin 1975 conformément aux dispositions pertinentes du présent Protocole, à la date dudit dépôt, étant entendu qu'aucune des parties dudit Protocole n'entrera en vigueur pour ce Gouvernement avant qu'elle n'entre en vigueur pour d'autres Gouvernements en vertu des paragraphes 1 ou 3 du présent article.

3) Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire.

ARTICLE 10.

(*Notification par le Gouvernement dépositaire*).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à tous les Gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, conclusion, application provisoire du présent Protocole et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout preavis reçus conformément aux dispositions de l'article 27 de la Convention et toute déclaration et notification reçues conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention.

ARTICLE 11.

(*Copie certifiée conforme du Protocole*).

Le plus tôt possible, après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire genéral de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des des Nations Unies.

ARTICLE 12.

(*Rapports entre le Préambule et le Protocole*).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles portant nouvelle prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignes, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signe le présent Protocole a la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposes auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en adressera copie certifiée conforme à chaque Gouvernement signataire ou adhérent ainsi qu'au Secrétaire exécutif du Conseil.

I plenipotenziari, rappresentanti dei sottoelencati Stati, hanno sottoscritto il Protocollo alla data accanto a ciascun Paese indicata:

Afrique du Sud	10 avril 1975
Algérie	10 avril 1975
Argentine	14 avril 1975
Australie	11 avril 1975
Autriche	10 avril 1975
Brésil	31 mars 1975
Canada	14 avril 1975
Cuba	14 avril 1975
Egipte	10 avril 1975
Equateur	14 avril 1975
Etat de la Cité du Vatican	14 avril 1975
Etats-Unis d'Amérique	10 avril 1975
Finlande	11 avril 1975
Guatemala	10 avril 1975
Inde	14 avril 1975
Irak	14 avril 1975
Israël	14 avril 1975
Japon	14 avril 1975
Maroc	11 avril 1975
Maurice	25 mars 1975
Norvège	14 avril 1975
Pakistan	4 avril 1975
Portugal	14 avril 1975
République Arabe Libyenne	14 avril 1975
République de Corée	3 avril 1975
République Dominicaine	14 avril 1975
Suède	14 avril 1975
Suisse	14 avril 1975
Trinité-et-Tobago	14 avril 1975
Union des Républiques socialistes soviétiques . . .	8 avril 1975
Venezuela	14 avril 1975

PROTOCOLE PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1971

Les parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative a l'aide alimentaire de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogé par protocole en 1974, vient à expiration le 30 juin 1975,

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I.

(*Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention*).

Sous réserve des dispositions de l'article II du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties audit Protocole jusqu'au 30 juin 1976, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord en matière d'aide alimentaire entre en vigueur avant le 30 juin 1976, le présent Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE II.

(*Dispositions de la Convention rendues inopérantes*).

Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article II, du paragraphe 1 de l'article III et des articles VI à XIV inclus de la Convention sont considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1975.

ARTICLE III.

(*Aide alimentaire internationale*).

1) Le parties au présent Protocole sont convenues de fournir, à titre d'aide alimentaire aux pays en voie de développement, du blé, des céréales secondaires ou leurs produits dérivés, propres à la consommation humaine et d'un type et d'une qualité acceptables, ou l'équivalent en espèces pour les montants annuels minimaux spécifiés au paragraphe 2 ci-après.

2) La contribution annuelle minimale de chaque partie au présent Protocole est fixée comme suit:

	Tonnes métriques —
Argentine .	23.000
Australie . .	225.000
Canada . .	495.000
Etats-Unis d'Amérique	1.890.000
Finlande . . .	14.000
Japon	225.000
Suède	35.000
Suisse	32.000

3) Aux fins de l'application du présent Protocole, toute partie qui aura signé ledit Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article V ou qui y aura adhéré conformément aux dispositions appropriées de l'article VII sera réputée énumérée au paragraphe 2 de l'article III, avec la contribution minimale qui lui sera assignée conformément aux dispositions pertinentes de l'article V ou de l'article VII de ce Protocole.

ARTICLE IV.

(*Comité de l'aide alimentaire*).

Il sera institué un Comité de l'aide alimentaire qui sera compose des parties énumérées au paragraphe 2 de l'article III du présent Protocole et des autres qui deviendront parties audit Protocole. Le Comité désignera un président et un vice-président.

ARTICLE V.

(*Signature*).

1) Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 25 mars 1975 au 14 avril 1975 inclus, à la signature des Gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, du Japon, de la Suède et de la Suisse, sous réserve qu'ils signent aussi bien le présent Protocole que le Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971.

2) Le présent Protocole sera également ouvert, dans les mêmes conditions, à la signature des parties à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 prorogée par protocole, et de celles considérées provisoirement comme étant parties à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 prorogée par protocole qui ne sont pas énumérées au paragraphe 1 du présent article, pourvu que leur contribution soit au moins égale a celle qu'elles avaient souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou, par la suite, dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 prorogée par protocole.

ARTICLE VI.

(*Ratification, acceptation, approbation ou conclusion*)

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacune des parties signataires conformément a leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles, sous réserve que chacune d'elles ratifie, accepte, approuve ou conclue également le Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 18 juin 1975, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion a cette date.

ARTICLE VII.

(*Adhésion*).

1) Le présent Protocole est ouvert a l'adhésion de toute partie visée à l'article V dudit Protocole, sous réserve que chacune d'elle adhère également au Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et sous réserve aussi, dans le cas des parties visées au paragraphe 2 de l'article V, que leur contribution soit au moins égale à celle qu'elles avaient souscrite dans la Convention relative a l'aide alimentaire de 1967 ou, par la suite, dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 prorogée par protocole. Les instruments d'adhésion prévus au présent paragraphe seront déposés au plus tard le 18 juin 1975, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à toute partie qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2) Le Comité de l'aide alimentaire peut approuver l'adhésion au présent Protocole, en tant que donateur, du Gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux con-

ditions que le Comité de l'aide alimentaire jugera appropriées, sous réserve que ce Gouvernement adhère aussi en même temps au Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, s'il n'est pas déjà partie à ce Protocole.

3) L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE VIII.

(*Application provisoire*).

Toute partie visée à l'article V du présent Protocole peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole, sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Toute autre partie dont la demande d'adhésion est approuvée peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, à moins qu'elle ne soit déjà partie audit Protocole ou qu'elle n'ait déjà déposé une déclaration d'application provisoire dudit Protocole. Toute partie déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et est considérée provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE IX.

(*Entrée en vigueur*).

1) Le présent Protocole entre en vigueur, pour les parties qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion:

a) le 19 juin 1975 pour toutes les dispositions autres que l'article II de la Convention et l'article III du Protocole,

et

b) le 1er juillet 1975 pour l'article II de la Convention et l'article III du Protocole,

sous réserve que tous les autres Gouvernements nommés au paragraphe 1 de l'article V du présent Protocole aient déposé de tels instruments ou une déclaration d'application provisoire au 18 juin 1975 et que le Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur. Le présent Protocole entre en vigueur, pour toute autre partie qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du Protocole, à la date dudit dépôt.

2) Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les parties qui, au 19 juin 1975, auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les parties qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, a condition que le Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur, ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraitra exiger.

ARTICLE X.

(*Notification par le Gouvernement dépositaire*).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à toutes les parties signataires et adhérentes toute signature, toute ratification, toute acceptation, toute approbation, toute conclusion, toute application provisoire du présent Protocole et toute adhésion audit Protocole.

ARTICLE XI.

(*Copie certifiée conforme du Protocole*).

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire genéral de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au present Protocole sera pareillement communique au Secrétaire genéral de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE XII.

(*Rapports entre le Préambule et le Protocole*).

Le present Protocole comprend le Préambule des Protocoles portant nouvelle prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI les soussignes, dûment autorisés a cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signe le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à toutes les parties signataires et adhérentes.

I plenipotenziari, rappresentanti dei sottoelencati Stati, hanno sottoscritto il Protocollo alla data accanto a ciascun Paese indicata:

Argentine	14 avril 1975
Australie	11 avril 1975
Canada	14 avril 1975
Etats-Unis d'Amérique	10 avril 1975
Finlande	11 avril 1975
Suède	14 avril 1975
Suisse	14 avril 1975

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nei protocolli, fra cui il testo in lingua francese.

PROTOCOLLI PER L'ULTERIORE PROROGA DELLA CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO E DELLA CONVENZIONE RELATIVA ALL'AIUTO ALIMENTARE CHE COSTITUISCONO L'ACCORDO INTERNAZIONALE SUL GRANO DEL 1971

PREAMBOLO

La Conferenza incaricata di preparare i testi dei Protocolli sulla nuova proroga delle Convenzioni che costituiscono l'Accordo internazionale sul grano del 1971,

Considerato che l'Accordo internazionale sul grano del 1949 è stato riveduto, rinnovato o prorogato negli anni 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971 et 1974,

Considerato che l'Accordo internazionale sul grano del 1971, costituito da due strumenti giuridici distinti, la Convenzione sul commercio del grano del 1971, e la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971, prorogate l'una e l'altra con protocollo nel 1974, scade il 30 giugno 1975,

Ha deliberato i testi dei Protocolli sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 e sulla nuova proroga della Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971.

PROTOCOLLO SULLA NUOVA PROROGA DELLA CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO DEL 1971

I Governi parti al presente Protocollo,

Considerato che la Convenzione sul commercio del grano del 1971 (denominata più avanti « la Convenzione ») dell'Accordo internazionale sul grano del 1971, prorogato con protocollo nel 1974, scade il 30 giugno 1975,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

(*Proroga, scadenza e risoluzione della Convenzione*).

Con riserva delle disposizioni dell'articolo 2 del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le parti al presente Protocollo

fino al 30 giugno 1976, essendo tuttavia inteso che, se un nuovo accordo internazionale in materia di grano entra in vigore prima del 30 giugno 1976, il suddetto Protocollo rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO 2.

(Disposizioni della Convenzione rese inoperanti).

Le seguenti disposizioni delle Convenzioni sono considerate inoperanti a datare dal 1° luglio 1975:

a) il paragrafo 4 dell'articolo 19;

b) gli articoli 22 a 26 incluso;

c) il paragrafo 1 dell'articolo 27;

d) gli articoli 29 a 31 incluso.

ARTICOLO 3.

(Definizione).

Qualsiasi menzione, nel presente Protocollo, del « Governo » oppure dei « Governi » è ritenuta valida anche per la Comunità economica europea (denominata più avanti « la Comunità »). Ne risulta che qualsiasi menzione, nel presente Protocollo della « firma » o del « deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione » o di uno « strumento di adesione » o di una « dichiarazione di applicazione provvisoria » da parte di un Governo, è, nel caso della Comunità, ritenuta valida anche per la firma o per la dichiarazione di applicazione provvisoria nel nome della Comunità da parte della sua autorità competente, nonché per il deposito dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale della Comunità per la conclusione di un accordo internazionale.

ARTICOLO 4.

(Disposizioni finanziarie).

La quota iniziale di ogni membro esportatore o di ogni membro importatore che aderisce al presente Protocollo in conformità delle disposizioni del capoverso *b)* del paragrafo 1 dell'articolo 7 del suddetto Protocollo, viene fissata dal Consiglio in proporzione al numero dei voti che gli saranno attribuiti e del periodo rimasto dell'anno agricolo; tuttavia, le quote fissate per gli altri membri esportatori e per gli altri membri importatori sotto il titolo dell'anno agricolo in corso non vengono modificate.

ARTICOLO 5.

(*Firma*).

Il presente Protocollo sarà aperto, a Washington, dal 25 marzo 1975 al 14 aprile 1975 incluso, alla firma dei Governi dei paesi partecipanti alla Convenzione prorogata con protocollo, oppure provvisoriamente considerati come parti di quest'ultima, alla data del 25 marzo 1975, oppure membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, e sono elencati all'allegato *A* od all'allegato *B* della Convenzione.

ARTICOLO 6.

(*Ratifica, accettazione, approvazione o conclusione*).

Il presente Protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione od alla conclusione di ciascuno dei Governi firmatari in conformità delle procedure costituzionali od istituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America, al più tardi il 18 giugno 1975, rimanendo tuttavia inteso che il Consiglio può concedere una o più proroghe del termine a qualsiasi Governo firmatario che a tale data non avrà depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione.

ARTICOLO 7.

(*Adesione*).

1) Il presente Protocollo rimarrà aperto:

a) fino al 18 giugno 1975, all'adesione del Governo di qualsiasi paese membro indicato a tale data agli allegati *A* o *B* della Convenzione, rimanendo tuttavia inteso che il Consiglio può concedere una o più proroghe del termine a qualsiasi Governo che non avrà depositato il proprio strumento alla data indicata, e

b) dopo il 18 giugno 1975, all'adesione del Governo di qualsiasi paese membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica a quelle condizioni che il Consiglio riterrà appropriate, alla maggioranza dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri esportatori e dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri importatori.

2) L'adesione ha luogo con il deposito di uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

3) Quando viene fatto menzione, ai fini dell'applicazione della Convenzione e del presente Protocollo, dei membri enumerati negli al-

legati *A* o *B* della Convenzione, ogni membro il cui Governo ha aderito alla Convenzione nelle condizioni prescritte dal Consiglio od al presente Protocollo, in conformità del capoverso *b*) del paragrafo 1 del presente articolo, sarà ritenuto enumerato all'allegato appropriato.

ARTICOLO 8.

(*Applicazione provvisoria*).

Ogni Governo firmatario può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo. Qualsiasi altro Governo che soddisfi le condizioni necessarie alla firma del presente Protocollo o la cui domanda di adesione sia stata approvata dal Consiglio, può anch'egli depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria. Il Governo che deposita una dichiarazione del genere applica provvisoriamente il presente Protocollo e viene considerato provvisoriamente come ne fosse parte.

ARTICOLO 9.

(*Entrata in vigore*).

1) Il presente Protocollo entrerà in vigore, tra i Governi che avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, in conformità degli articoli 6, 7 ed 8 del presente Protocollo prima del 18 giugno 1975, alle seguenti condizioni:

a) il 19 giugno 1975, per tutte le disposizioni della Convenzione che non siano quelle previste dagli articoli da 3 a 9 incluso e 21, e

b) il 1° luglio 1975, per gli articoli da 3 a 9 compreso e 21 della Convenzione,

a condizione che tali strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, o tali dichiarazioni di applicazione provvisoria, siano stati depositati il 18 giugno 1975 al più tardi, in nome dei Governi che rappresentano i membri esportatori in possesso di almeno 60 per cento dei voti enumerati all'allegato *A* e che rappresentano i membri importatori in possesso di almeno 50 per cento dei voti enumerati all'allegato *B*, oppure che sarebbero in possesso delle suddette percentuali se aderissero, a tale data, alla Convenzione.

2) Il presente Protocollo entra in vigore, per ogni Governo che deposita uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione dopo il 19 giugno 1975, in conformità delle disposizioni pertinenti del presente Protocollo, alla data del suddetto deposito, essendo inteso che nessuna delle parti del suddetto Protocollo entrerà in vigore per tale Governo prima di entrare in vigore per altri Governi, in conformità dei paragrafi 1 o 3 del presente articolo.

3) Se il presente Protocollo non entra in vigore in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i Governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, potranno, di comune accordo, decidere che esso entrerà in vigore tra i Governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria.

ARTICOLO 10.

(Notifica da parte del Governo depositario).

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di Governo depositario, notificherà a tutti i Governi firmatari e aderenti ogni firma, ratifica, accettazione, approvazione, conclusione, applicazione provvisoria del presente Protocollo, ed ogni adesione, nonché qualsiasi notifica e qualsiasi preavviso ricevuti in conformità delle disposizioni dell'articolo 27 della Convenzione ed ogni dichiarazione e notifica ricevuti in conformità delle disposizioni dell'articolo 28 della Convenzione.

ARTICOLO 11.

(Copia conforme del Protocollo).

Non appena possibile, dopo l'entrata in vigore definitiva del presente Protocollo, il Governo depositario indirizzerà una copia certificata conforme del suddetto Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa, alla Segreteria generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per essere registrata in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni emendamento al presente Protocollo sarà comunicato nello stesso modo alla Segreteria generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 12.

(Rapporti tra il Preambolo ed il Protocollo).

Il presente Protocollo comprende il Preambolo dei Protocolli sulla nuova proroga dell'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo fine dai loro Governi od autorità rispettivi, hanno firmato il presente Protocollo alla data indicata a fronte della loro firma.

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. I testi originali saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America il quale ne indirizzerà copia certificata conforme ad ogni Governo firmatario od aderente, nonché alla Segreteria esecutiva del Consiglio.

PROTOCOLLO SULLA NUOVA PROROGA DELLA CONVENZIONE RELATIVA ALL'AIUTO ALIMENTARE DEL 1971

Le parti al presente Protocollo,

Considerato che la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971 (denominata più avanti « la Convenzione ») dell'Accordo internazionale sul grano del 1971, prorogato con protocollo nel 1974, scade il 30 giugno 1975,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

(*Proroga, scadenza e risoluzione della Convenzione*).

Con riserva delle disposizioni dell'articolo II del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le parti al presente Protocollo fino al 30 giugno 1976, essendo tuttavia inteso che, se un nuovo accordo in materia di aiuto alimentare entra in vigore prima del 30 giugno 1976, il presente Protocollo rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO II.

(*Disposizioni della Convenzione rese inoperanti*).

Le disposizioni dei paragrafi 1, 2 e 3 dell'articolo II, del paragrafo 1 dell'articolo III e degli articoli da VI a XIV incluso della Convenzione sono considerate inoperanti a datare dal 1° luglio 1975.

ARTICOLO III.

(*Aiuto alimentare internazionale*).

1) Le parti al presente Protocollo hanno convenuto di fornire, a titolo di aiuto alimentare ai paesi in via di sviluppo, grano, cereali secondari o i loro prodotti derivati, propri al consumo umano e di un tipo e qualità accettabili, oppure l'equivalente in contanti per gli ammontare annui minimi specificati al paragrafo 2 seguente.

2) Il contributo annuo minimo di ciascuna delle parti al presente Protocollo è fissato come segue:

	Tonnellate metriche —
Argentina .	23.000
Australia .	225.000
Canada	495.000
Stati Uniti d'America	1.890.000
Finlandia .	14.000
Giappone	225.000
Svezia	35.000
Svizzera .	32.000

3) Ai fini dell'applicazione del presente Protocollo, ogni parte che avrà firmato il suddetto Protocollo in conformità delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo V, oppure che vi avrà aderito in conformità delle disposizioni vigenti dell'articolo VII, sarà ritenuta enumerata al paragrafo 2 dell'articolo III, con il contributo minimo che le sarà assegnato in conformità delle disposizioni pertinenti dell'articolo V o dell'articolo VII di tale Protocollo.

Articolo IV.

(Comitato per l'aiuto alimentare).

Sarà istituito un Comitato per l'aiuto alimentare che sarà formato dalle parti indicate al paragrafo 2 dell'articolo III del presente Protocollo, nonché da quelle che diventeranno parti di tale Protocollo. Il Comitato designerà un presidente ed un vice-presidente.

Articolo V.

(Firma).

1) Il presente Protocollo verrà aperto, a Washington, dal 25 marzo 1975 al 14 aprile 1975 incluso, alla firma dei Governi dell'Argentina, dell'Australia, degli Stati Uniti d'America, del Canada, della Finlandia, del Giappone, della Svezia e della Svizzera, con la riserva che essi firmino tanto il presente Protocollo quanto il Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971.

2) Il presente Protocollo sarà anche aperto, alle stesse condizioni, alla firma delle parti alla Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1967, od alla Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971 prorogata con protocollo, e di quelle provvisoriamente considerate quali parti alla Convenzione sull'aiuto alimentare del 1971 prorogata con Protocollo, non indicate al paragrafo 1 del presente articolo, a condizione che il loro contributo sia almeno uguale a quello da esse sottoscritto nella Convenzione sull'aiuto alimentare del 1967 o, in seguito, nella Convenzione sull'aiuto alimentare del 1971 prorogata con protocollo.

ARTICOLO VI.

(*Ratifica, accettazione, approvazione o conclusione*).

Il presente Protocollo viene sottoposto alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione od alla conclusione di ciascuna delle parti firmatarie, in conformità delle loro procedure costituzionali od istituzionali, con la riserva che ciascuna di esse ratifichi, accetti, approvi o concluda anche il Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione relativa al commercio del grano del 1971. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America il 18 giugno 1975 al più tardi, essendo inteso che il Comitato per l'aiuto alimentare può concedere una o più proroghe ad ogni firmatario che non avrà a tale data depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione.

ARTICOLO VII.

(*Adesione*).

1) Il presente Protocollo è aperto all'adesione di tutte le parti contemplate all'articolo V di detto Protocollo, con la riserva che ciascuna di esse aderisca ugualmente al Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, e con la riserva anche, nel caso delle parti contemplate al paragrafo 2 dell'articolo V, che il loro contributo sia almeno uguale a quello da esse sottoscritto nella Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1967, oppure, in seguito, nella Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971 prorogata con protocollo. Gli strumenti di adesione previsti al presente paragrafo saranno depositati al più tardi il 18 giugno 1975, rimanendo inteso che il Comitato per l'aiuto alimentare può concedere una o più proroghe a qualsiasi parte che, a tale data, non avrà depositato il proprio strumento di adesione.

2) Il Comitato per l'aiuto alimentare può approvare l'adesione al presente Protocollo, in qualità di donatore, del Governo di qualsiasi membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, alle condizioni ritenute appropriate dal Comitato per l'aiuto alimentare, con

la riserva che tale Governo aderisca nel medesimo tempo al Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, se non ha aderito già a tale Protocollo.

3) L'adesione consiste nel depositare uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

ARTICOLO VIII.

(*Applicazione provvisoria*).

Ogni parte contemplata all'articolo V del presente Protocollo può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo, con la riserva di depositare anche una dichiarazione di applicazione provvisoria del Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano di 1971. Qualsiasi altra parte la cui domanda di adesione sia approvata, può depositare anch'essa presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria, con la riserva di depositare anche una dichiarazione di applicazione provvisoria del Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano di 1971, a meno che non abbia gia firmato detto Protocollo, o non abbia depositato una dichiarazione di applicazione provvisoria del suddetto. Ogni parte che deposita una tale dichiarazione applica provvisoriamente il presente Protocollo ed e considerata provvisoriamente parte ad esso.

ARTICOLO IX.

(*Entrata in vigore*).

1) Il presente Protocollo entra in vigore, per le parti che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione:

a) il 19 giugno 1975 per tutte le disposizioni diverse dall'articolo II della Convenzione ed articolo III del Protocollo, e

b) il 1° luglio 1975 per l'articolo II della Convenzione e l'articolo III del Protocollo,

con la seguente riserva: tutti gli altri Governi indicati al paragrafo 1 dell'articolo V del presente Protocollo dovranno avere depositato tali strumenti oppure una dichiarazione di applicazione provvisoria in data 18 giugno 1975, ed il Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione relativa al commercio del grano del 1971 dovrà essere entrato in vigore. Il presente Protocollo entra in vigore, per tutte le altre parti che depositano uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione dopo l'entrata in vigore del Protocollo, alla data del suddetto deposito.

2) Se il presente Protocollo non entra in vigore in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, le parti che,

al 19 giugno 1975, avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, potranno, di comune accordo, decidere che esso entri in vigore tra le parti che hanno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, a condizione che il Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 sia in vigore, oppure potranno adottare qualsiasi altra misura che sembrerà loro necessaria in seguito alla situazione.

ARTICOLO X.

(Notifica da parte del Governo depositario).

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di Governo depositario, notificherà a tutte le parti firmatarie e aderenti qualsiasi firma, ratifica, accettazione, approvazione, conclusione, applicazione provvisoria del presente Protocollo e qualsiasi adesione al suddetto.

ARTICOLO XI.

(Copia conforme del Protocollo).

Non appena possibile dopo l'entrata in vigore definitiva del presente Protocollo, il Governo depositario invierà una copia certificata conforme del suddetto Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa alla Segreteria generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per essere registrata in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Qualsiasi emendamento al presente Protocollo sarà comunicato nello stesso modo alla Segreteria generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO XII.

(Rapporti tra il Preambolo ed il Protocollo).

Il presente Protocollo comprende il Preambolo dei Protocolli sulla nuova proroga dell'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo fine dai loro Governi od autorità rispettivi, hanno firmato il presente Protocollo alla data indicata a fronte della propria firma.

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. I testi originali saranno depositati presso gli archivi del Governo degli Stati Uniti d'America, il quale ne trasmetterà copie certificate conformi a tutte le parti firmatarie ed aderenti.

LEGGE 9 dicembre 1977, n. **1004.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale sul cacao 1975, adottato a Ginevra il 20 ottobre 1975.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo internazionale sul cacao 1975, adottato a Ginevra il 20 ottobre 1975.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 69 dell'accordo stesso.

Art. 3.

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge nell'anno 1977, valutato in L. 17.500.000 si provvede con lo stanziamento inscritto al capitolo 3133 dello stato di previsione della spesa del Ministero degli affari esteri per l'anno medesimo.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 dicembre 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — MORLINO — STAMMATI — DONAT-CATTIN — OSSOLA

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

ACCORD INTERNATIONAL DE 1975 SUR LE CACAO

TABLE DES MATIERES

ANNEXES

CHAPITRE PREMIER - OBJECTIFS

ARTICLE PREMIER

Objectifs.

Les objectifs du présent Accord tiennent compte des recommandations énoncées dans l'Acte final de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et sont les suivants:

a) Atténuer les graves difficultés économiques qui persisteraient si l'équilibre entre la production et la consommation de cacao ne pouvait être assure uniquement par le jeu normal des forces du marché aussi rapidement que les circonstances l'exigent;

b) Empêcher les fluctuations excessives du prix du cacao qui nuisent aux intérêts a long terme des producteurs comme des consommateurs:

c) Aider, par les dispositions voulues, à maintenir et à accroître les recettes que les pays membres producteurs tirent de l'exportation du cacao, contribuant ainsi a donner les encouragements nécessaires à un accroissement dynamique de la production et à procurer des ressources à ces pays en vue d'une croissance economique et d'un développement social accélérés, tout en tenant compte des intérêts des consommateurs dans les pays membres importateurs, en particulier de la nécessité d'augmenter la consommation;

d) Assurer un approvisionnement suffisant a des prix raisonnables, equitables pour les producteurs et pour les consommateurs; et

e) Faciliter l'accroissement de la consommation et, au besoin, dans toute la mesure possible, l'ajustement de la production, de facon à assurer un équilibre a long terme entre l'offre et la demande.

CHAPITRE II - DEFINITIONS

ARTICLE 2.

Definitions.

Aux fins du present Accord:

a) Par cacao, il faut entendre le cacao en fèves et les produits dérivés du cacao;

b) Par produits dérivés du cacao, il faut entendre les produits fabriqués exclusivement a partir de cacao en fèves, tels que pâte de cacao, beurre de cacao, poudre de cacao sans addition de sucre, tourteaux de cacao et amandes décortiquées, ainsi que tous autres produits que le Conseil peut désigner au besoin;

c) Par cacao fin (« fine » ou « flavour »), il faut entendre le cacao produit dans les pays figurant dans l'annexe C, dans les proportions qui y sont indiquées;

d) Par tonne, il faut entendre la tonne métrique de 1 000 kilogrammes, soit 2 204,6 livres avoirdupois, et, par livre, il faut entedre la livre avoirdupois, soit 453,597 grammes;

e) L'expression campagne de récolte, désigne la période de douze mois allant du ler octobre au 30 septembre inclus;

f) L'expression année contingentaire désigne la période de douze mois allant du ler octobre au 30 septembre inclus;

g) L'expression contingent de base désigne le contingent fixé conformément a l'article 30;

h) L'expression contingent annuel d'exportation désigne le contingent de chaque membre exportateur tel qu'il est fixé conformément a l'article 31;

i) L'expression contingent d'exportation en vigueur désigne le contingent de chaque membre exportateur, a un moment donné, tel qu'il est fixé conformément a l'article 31, ou ajusté conformément a l'article 34, ou réduit conformément aux paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 35, ou tel qu'il peut être modifié du fait de l'application des dispositions de l'article 36;

j) L'expression exportation de cacao désigne tout cacao qui quitte le territoire douanier d'un pays quelconque, et l'expression importation de cacao désigne tout cacao qui entre dans le territoire douanier d'un pays quelconque, etant entendu qu'aux fins de ces définitions le territoire douanier, dans le cas d'un membre qui comprend plus d'un territoire douanier, est reputé désigner l'ensemble des territoires douaniers de ce membre;

k) Le terme Organisation désigne l'Organisation internationale du cacao mentionnée a l'article 5;

l) Le terme Conseil désigne le Conseil international du cacao mentionné à l'article 6;

m) Le terme membre désigne une Partie contractante au présent Accord, y compris une Partie contractante visée au paragraphe 2 de l'article 3, ou un territoire ou un groupe de territoires au sujet duquel une notification a été faite conformément au paragraphe 2 de l'article 71 ou une organisation intergouvernementale visée a l'article 4;

n) L'expression pays exportateur ou membre exportateur désigne respectivement un pays ou un membre dont les exportations de cacao converties en équivalent de cacao en fèves dépassen les importations;

o) L'expression pays importateur ou membre importateur désigne respectivement un pays ou un membre dont les exportations de cacao converties en equivalent de cacao en fèves dépassent les exportations;

p) L'expression pays producteur ou membre producteur désigne respectivement un pays ou un membre qui produit du cacao en quantités importantes du point de vue commercial;

q) Par majorité répartie simple, il faut entendre la majorité des suffrages exprimes par les membres exportateurs et la majorité des suffrages exprimes par les membres importateurs, comptés séparement;

r) Un vote special signifie les deux tiers des suffrages exprimés par les membres exportateurs et les deux tiers des suffrages exprimés par les membres importateurs, comptés separement, à condition que le nombre de suffrages ainsi exprimes represente la moitié au moins des membres presents et votants;

s) Par entrée en vigueur, il faut entendre, sauf precision contraire, la date a laquelle le present Accord entre en vigueur, que ce soit a titre provisoire ou a titre définitif.

CHAPITRE III - MEMBRES

ARTICLE 3.

Membres de l'Organisation.

1. Chaque Partie contractante constitue un seul membre de l'Organisation, sous reserve des dispositions du paragraphe 2.

2. Si une Partie contractante, y compris les territoires dont elle assure actuellement en dernier ressort les relations internationales et auxquels le present Accord est rendu applicable en vertu du paragraphe 1 de l'article 71, se compose d'un ou de plusieurs éléments qui, pris separément, constitueraient un membre exportateur, et d'un ou de plusieurs eléments qui, pris séparément, constitueraient un membre importateur, la Partie contractante et ces territoires peuvent être membres a titre conjoint, ou bien, si la Partie contractante a fait une notification a cet effet en vertu du paragraphe 2 de l'article 71, les territoires qui, pris séparément, constitueraient un membre exportateur, peuvent alors devenir membres à titre individuel, soit isolément, soit tous en-

semble, soit par groupes, et les territoires qui, pris séparément, constitueraient un membre importateur, peuvent devenir membres à titre individuel, soit isolément, soit tous ensemble, soit par groupes.

3. Un membre peut changer de catégorie aux conditions que le Conseil peut établir.

ARTICLE 4.

Participation d'organisations intergouvernementales.

1. Toute mention, dans le present Accord, d'un « gouvernement » est reputée valoir pour toute organisation intergouvernementale ayant des responsabilités en ce qui concerne la negociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base. En conséquence, toute mention, dans le present Accord, de la signature, ou du dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou de la notification de l'application de l'Accord a titre provisoire, ou de l'adhésion, par un gouvernement, est, dans le cas de telles organisations intergouvernementales, réputée valoir aussi pour la signature, ou pour le dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou pour la notification de l'application de l'Accord a titre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organisations intergouvernementales.

2. Lesdites organisations intergouvernementales n'ont pas elles-mêmes de voix, mais. en cas de vote sur les questions relevant de leur competence, elles sont autorisées à disposer des voix de leurs Etats membre, et elles les expriment en bloc. Dans ce cas, les Etats membres des organisations intergouvernementales en question ne sont pas autorisés a exercer individuellement leurs droits de vote.

3. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 15 ne sont pas applicables auxdites organisations intergouvernementales; toutefois, ces organisations peuvent participer aux discussions du Comité exécutif sur les questions relevant de leur compétence. En cas de vote sur les questions relevant de leur competence, En cas de vote sur les questions relevant de leur competence, les voix dont leurs Etats membres sont autorisés à disposer au Comité executif sont utilisées en bloc par l'un quelconque de ces Etats membres.

CHAPITRE IV - ORGANISATION ET ADMINISTRATION

ARTICLE 5.

Création, siège et structure de l'Organisation internationale du cacao.

1. L'Organisation internationale du cacao créée par l'Accord international de 1972 sur le cacao continue a assurer le mise en oeuvre des disposition du presént Accord et à en controler l'application.

2. L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire:

a) du Conseil international du cacao et du Comité exécutif;

b) du Directeur exécutif et du personnel.

3. Le siège de l'Organisation est a Londres, a moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial.

ARTICLE 6.

Composition du Conseil international du cacao.

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international du cacao, qui se compose de tous les membres de l'Organisation.

2. Chaque membre est representé au Conseil par un representant et, s'il le désire, par un ou plusieurs suppléants. Chaque membre peut en outre adjoindre a son representant ou a ses suppléants un ou plusieurs conseillers.

ARTICLE 7.

Pouvoirs et fonctions du Conseil.

1. Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille a l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'exécution des dispositions expresses du present Accord.

2. Le Conseil adopte, par un vote special, les regolaments qui sont nécessaires a l'application des dispositions du présent Accord et qui sont compatibles avec celles-ci, le reglement du personnel de l'Organisation, ainsi que les règles relatives a l'administration et au fonctionnement du stock régulateur. Le Conseil peut prevoir, dans son reglement intérieur, une procédure lui permettant de prendre, sans se reunir, des décisions sur des questions spécifiques.

3. Le Conseil tient à jour la documentation dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le present Accord lui confère et toute autre documentation qu'il juge appropriee.

4. Le Conseil publie un rapport annuel. Ce rapport comporte l'examen annuel prevu a l'article 59. Le Conseil pubblie également tous autres renseignements qu'il juge appropriés.

ARTICLE 8.

Président et Vice-Présidents du Conseil.

1. Le Conseil elit, pour chaque annee contingentaire, un Président ainsi qu'un premier et un deuxième Vice-Président, qui ne sont pas rémunérés par l'Organisation.

2. Le Président et le premier Vice-Président sont tous deux élus parmi les représentants des membres exportateurs, ou parmi les re-

présentants des membres importateurs, et le deuxième Vice-Président parmi les représentants de l'autre catégorie. Il y a alternance, par année contingentaire, entre les deux catégories de membres.

3. En cas d'absence temporaire simultanée du Président et des deux Vice-Présidents, ou en cas d'absence permanente d'un ou plusieurs d'entre eux, le Conseil peut élire parmi les représentants des membres exportateurs ou parmi les représentants des membres importateurs, selon qu'il convient, de nouveaux titulaires de ces fonctions, temporaires ou permanents suivant le cas.

4. Ni le Président ni aucun autre membre du bureau qui préside une réunion du Conseil ne prend part au vote. Son suppléant peut exercer les droits de vote du membre qu'il représente.

ARTICLE 9.

Session du Conseil.

1. En règle genérale, le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par semestre de l'année contingentaire.

2. Outre les réunions qu'il tient dans les autres circonstances prévues expressément dans le présent Accord, le Conseil se réunit en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou s'il en est requis:

a) soit par cinq membres;

b) soit par un membre ou plusieurs membres détenant au moins 200 voix;

c) soit par le Comité exécutif.

3. Les sessions du Conseil sont annoncées au moins 30 jours d'avance, sauf en cas d'urgence ou quand les dispositions du présent Accord exigent un autre délai.

4. Les sessions se tiennent au siège de l'Organisation, a moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial. Si, sur l'invitation d'un membre, le Conseil se réunit ailleurs qu'au siege de l'Organisation, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent.

ARTICLE 10.

Voix.

1. Les membres exportateurs détiennent ensemble 1 000 voix et les membres importateurs détiennent ensemble 1 000 voix; ces voix sont réparties à l'intérieur de chaque catégorie de membres, c'est-à-dire celle des membres exportateurs et celle des membres importateurs, conformément aux paragraphes suivants du présent article.

2. Les voix des membres exportateurs réparties comme suit: 100 voix sont réparties de manière égale entre tous les membres exportateurs, au nombre entier de voix les plus proche pour chaque membre; les voix restantes sont réparties au prorata de leurs contingents de base.

3. Les voix des membres importateurs sont reparties comme suit: 100 voix sont réparties de manière égale entre tous les membres importateurs, au nombre entier de voix le plus proche pour chaque membre; les voix restantes sont réparties au prorata de leurs importations telles qu'elles sont indiquées dans l'annexe D.

4. Aucun membre ne détient plus de 300 voix. Les voix en sus de ce chiffre qui resultent des calculs indiqués aux paragraphes 2 et 3 sont redistribuées entre les autres membres selon les dispositions desdits paragraphes 2 ou 3, selon le cas.

5. Quand la particpation a l'Organisation change ou que les droits de vote d'un membre sont suspendus ou retablis en application d'une disposition du present Accord, le Conseil procéde a la redistribution des voix conformément au présent article.

6. Il ne peut y avoir de fractionnement de voix.

ARTICLE 11.

Procédure de vote du Conseil

1. Chaque membre dispose pour le vote du nombre de voix qu'il détient; aucun membre ne peut diviser ses voix. Un membre n'est-toutefois pas tenu d'exprimer dans le même sens que ses propres voix celles qu'il est autorisé a utiliser en vertu du paragraphe 2.

2. Par notification écrite adressée au Président du Conseil, tout membre exportateur peut autoriser tout autre membre exportateur, et tout membre importateur peut autoriser tout autre membre importateur, à représenter ses intérêts et a utiliser ses voix a toute réunion du Conseil. Dans ce cas, la limitation prévue au paragraphe 4 de l'article 10 n'est pas applicable.

3. Les membres exportateurs qui produisent uniquement du cacao fin (« fine » ou « flavour ») ne prennent pas part au vote sur les questions relatives à la fixation et a l'ajustement des contingents ni sur celles qui ont trait à l'administration et au fonctionnement du stock régulateur.

ARTICLE 12.

Décisions du Conseil.

1. Le Conseil prend toutes ses décisions et fait toutes ses recommandations par un vote à la majorité repartie simple, a moins que le présent Accord ne prevoie un vote spécial.

2. Dans le décompte des voix nécessaires pour toute décision ou recommandation du Conseil, les voix des membres qui s'abstiennent ne sont pas prises en considération.

3. La procédure suivante s'applique a toute décision que le Conseil doit, aux termes du present Accord, prendre par un vote special:

a) Si la proposition n'obtient pas la majorité requise en raison du vote négatif d'un, deux ou trois membres exportateurs ou d'un,

deux ou trois membres importateurs, elle est, si le Conseil en décide ainsi par un vote a la majorité repartie simple, remise aux voix dans les 48 heures.

b) Si, à ce deuxième scrutin, la proposition n'obtient pas encore la majorité requise en raison du vote négatif d'un ou deux membres exportateurs ou d'un ou deux membres importateurs, elle est, si le Conseil, en décide ainsi par un vote à la majorité répartie simple, remise aux voix dans les 24 heures.

c) Si, à ce troisième scrutin, la proposition n'obtient toujours pas la majorité requise en raison du vote négatif émis par un membre exportateur ou par un membre importateur, elle est réputée adoptée.

d) Si le Conseil ne remet pas une proposition aux voix, elle est réputée rejetée.

4. Les membres s'engagent a se considérer comme liés par toutes les décisions que le Conseil prend en application des dispositions du présent Accord.

Article 13.

Coopération avec d'autres organisations.

1. Le Conseil prend toutes dispositions appropriees pour proceder a des consultations ou coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agricolture et les autres institutions spécialisées des Nations Unies et organisations intergouvernementales appropriees.

2. Le Conseil, eu egard au rôle particulier dévolu à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans le commerce international des produits de base tient cette organisation, d'une manière appropriée, au courant de ses actvités et de ses programmes de travail.

3. Le Conseil peut aussi prendre toutes dispositions appropriées pour entretenir des contacts effectifs avec les organisations internationales de producteurs, de négociants et de fabricants de cacao.

Article 14.

Admission d'observateurs.

1. Le Conseil peut inviter tout non-membre qui est Membre de l'Organisation des Nations Unies, membre de ses institutions spécialisées ou membre de l'Agence internátionale de l'énergie atomique, à assister à l'une quelconque de ses réunions en qualité d'observateur.

2. Le Conseil peut aussi inviter l'une quelconque des organisations visées à l'article 13 à assister à l'une quelconque de ses réunions en qualité d'observateur.

ARTICLE 15.

Composition du Comité exécutif.

1. Le Comité executif se compose de huit membres exportateurs et de huit membres importateurs, sous réserve que, si le nombre des membres exportateurs ou le nombre des membres importateurs de l'Organisation est égal ou inférieur à dix, le Conseil peut, tout en maintenant la parité entre les deux catégories de membres, décider par un vote spécial du nombre total des membres du Comité exécutif. Les membres du Comité exécutif sont élus pour chaque année contingentaire conformément a l'article 16 et sont rééligibles.

2. Chaque membre élu est representé au Comité executif par un représentant et, s'il le désire, par un ou plusieurs suppléants. Il peut en outre adjoindre à son représentant ou a ses suppléants un ou plusieurs conseillers.

3. Le Président et le Vice-Président du Comité exécutif, élus pour chaque année contingentaire par le Conseil, sont tous deux choisis soit parmi les délégations des membres exportateurs soit parmi les délégations des membres importateurs. Il y a alternance, par année contingentaire, entre les deux catégories de membres. En cas d'absence temporaire ou permanent du Président et du Vice-Président, le Comité exécutif peut élire parmi les representants des membres exportateurs ou parmi les représentants des membres importateurs, selon qu'il convient, de nouveaux titulaires de ces fonctions, temporaires ou permanents suivant le cas. Ni le Président ni aucun autre membre du bureau qui préside une réunion du Comité exécutif ne peut prendre part au vote. Son suppléant peut exercer les droits de vote du membre qu'il représente.

4. Le Comité exécutif se réunit au siège de l'Organisation, a moins qu'il n'en décide autrement par un vote spécial, Si, sur l'invitation d'un membre, le Comité exécutif se réunit ailleurs qu'au siège de l'Organisation, ce membre prend a sa charge les frais supplémentaires qui en résultent.

ARTICLE 16.

Election du Comité exécutif.

1. Les membres exportateurs et les membres importateurs de l'Organisation élisent respectivement, au sein du Conseil, les membres exportateurs et les membres importateurs du Comité exécutif. L'élection dans chaque catégorie a lieu selon les dispositions des paragraphes suivants du présent article.

2. Chaque membre porte sur un seul candidat toutes les voix dont il dispose en vertu de l'article 10. Un membre peut porter sur un autre candidat les voix qu'il est autorisé à utiliser en vertu du paragraphe 2 de l'article 11.

3. Les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix sont élus.

ARTICLE 17.

Compétence du Comité exésutif.

1. Le Comité exésutif est responsable devant le Conseil et exerce ses fonctions sous la direction générale du Conseil.

2. Le Comité exesutif suit constamment l'évolution du marché et recommande au Conseil les mesures qu'il estime opportunes.

3. Sans prejudice du droit du Conseil d'exercer l'un quelconque de ses pouvoirs, le Conseil peut, par un vote à la majorité répartie simple ou par un vote spécial, selon que la décision du Conseil en la matière exige un vote à la majorité repartie simple ou un vote spécial, déléguer au Comité executif l'un quelconque de ses pouvoirs, a l'exception des suivants:

a) Redistribution des voix conformément a l'article 10;

b) Approbation du budget administratif et fixation des contributions conformément à l'article 23;

c) Révision du prix minimum et du prix maximum conformément au paragraphe 2 ou au paragraphe 3 de l'article 29;

d) Révision de l'annexe *C* conformément au pagraphe 3 de l'article 33;

e) Fixation des contingents annuels d'exportation conformément à l'article 31 et des contingents trimestriels conformément au paragraphe 8 de l'article 35;

f) Suspension ou restriction des achats du stock régulateur conformément a l'alinéa *b*) du paragraphe 10 de l'article 40;

g) Décision relative à l'affectation du cacao à des usages non traditionnels conformément à l'article 46;

h) Dispense d'obligations conformément a l'article 60;

i) Règlement des différends conformément à l'article 62;

j) Suspension de droits conformément au paragraphe 3 de l'article 63;

k) Détermination des conditions d'adhésion conformément à l'article 67;

l) Exclusion d'un membre conformément à l'article 73;

m) Prorogation ou fin du present Accord conformément a l'article 75;

n) Recommandation d'amendement aux membres conformément à l'article 76.

4. Le Conseil peut a tout moment, par un vote à la majorité répartie simple, révoquer toute délégation de pouvoirs au Comité executif.

ARTICLE 18.

Procédure de vote et décisions du Comité exécutif.

1. Chaque membre du Comité exécutif est autorisé à utiliser, pour le vote, le nombre de voix qui lui est attribué aux termes de l'article 16; aucun membre du Comité exécutif ne peut diviser ses voix.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 et par notification écrite adressée au Président, tout membre exportateur ou tout membre importateur qui n'est pas membre du Comité exécutif et qui n'a pas porté ses voix, conformément au paragraphe 2 de l'article 16, sur l'un quelconque des membres élus, peut autoriser tout membre exportateur ou tout membre importateur, selon le cas, du Comité exécutif, à représenter ses intérêts et à utiliser ses voix au Comité exécutif.

3. Au cours d'une année contingentaire quelconque, un membre peut, après consultation avec le membre du Comité executif pour lequel il a voté conformément a l'article 16, retirer ses voix à ce membre. Les voix ainsi retirées peuvent être attribuées a nouveau à un autre membre du Comité exécutif, mais ne peuvent lui être retirées pendant le reste de l'année contingentaire. Le membre du Comité executif auquel les voix ont été retirées conserve néanmoins son siège au Comité executif pendant le reste de l'année contingentaire. Toute mesure prise en application des dispositions du present paragraphe devient effective apres que le Président en a été informé par écrit.

4. Toute décision prise par le Comité executif exige la même majorité que si elle était prise par le Conseil.

5. Tout membre a le droit d'en appeler au Conseil, aux conditions que le Conseil prescrit dans son reglement intérieur, de toute décision du Comité exécutif.

ARTICLE 19.

Quorum aux réunions du Conseil et du Comité exécutif.

1. Le quorum exigé pour la réunion d'ouverture d'une session du Conseil est constitué par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous reserve que les membres de chaque catégorie ainsi présents détiennent au moins les deux tiers du total des voix des membres appartenant à cette catégorie.

2. Si le quorum prévu au paragraphe 1 n'est pas atteint le jour fixé pour la réunion d'ouverture de la session ni le lendemain, le quorum, a partir du troisième jour et pendant le reste de la session, est réputé constitué par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous reserve que les membres de chaque catégorie ainsi presents détiennent la majorité simple du total des voix des membres appartenant a cette catégorie.

3. Le quorum exige pour les réunions qui suivent la réunion d'ouverture d'une session conformément au paragraphe 1 est celui qui est prescrit au paragraphe 2.

4. Tout membre représenté conformément au paragraphe 2 de l'article 11 est considéré comme présent.

5. Le quorum exige pour toute reunion du Comité executif est fixé par le Conseil dans le règlement intérieur du Comité exécutif.

ARTICLE 20.

Le personnel de l'Organisation.

1. Le Conseil, après avoir consulté le Comité executif, nomme le Directeur exécutif par un vote special. Il fixe les conditions d'engagement du Directeur executif en tenant compte de celles des fonctionnaires homologues d'organisations intergouvernementales similaires.

2. Le Directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil de l'administration et du fonctionnement du present Accord conformément aux décisions du Conseil.

3. Le Conseil, apres avoir consulté le Comité exécutif, nomme le Directeur du stock regulateur par un vote special. Les conditions d'engagement du Directeur du stock regulateur sont arrêtées par le Conseil.

4. Le Directeur du stock regulateur est responsable devant le Conseil de l'accomplissement des fonctions que le present Accord lui confère ainsi que de toutes autres fonctions que le Conseil peut déterminer. La responsabilité qui lui incombe dans l'accomplissement de ces fonctions est exercee en consultation avec le Directeur executif.

5. Sans prejudice des dispositions du paragraphe 4, le personnel de l'Organisation est responsable devant le Directeur executif, lequel, de son côté, est responsable devant le Conseil.

6. Le Directeur executif nomme le personnel conformément au règlement arrêté par le Conseil. Pour arreter ce reglement, le Conseil tient compte de ceux qui s'appliquent au personnel d'organisations intergouvernementales similaires. Les fonctionnaires sont, dans la mesure possible, choisis parmi les ressortissants des membres exportateurs et des membres importateurs.

7. Ni le Directeur executif ni le Directeur du stock régulateur ni les autres membres du personnel ne doivent avoir d'intérêt financier dans l'industrie, le commerce, le transport ou la pubblicité du cacao.

8. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur exécutif, le Directeur du stock regulateur et les autres membres du personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre, ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux responsables seulement envers l'Organisation. Chaque membre s'engage a respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur executif, du Directeur du stock regulateur et du personnel, et à ne pas chercher a les influencer dans l'exercice de leurs fonctions.

CHAPITRE V - PRIVILEGES ET IMMUNITES

ARTICLE 21.

Privilèges et immunités.

1. L'Organisation a la personnalité juridique. Elle peut en particulier conclure des contrats, acquérir et céder des biens meubles et immeubles et ester en justice.

2. Le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, de son Directeur executif, de son personnel et de ses experts, ainsi que des représentants des membres qui se trouvent sur le territoire du Royuame-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord (dénommé ci-après « le Gouvernement hôte ») pour exercer leurs fonctions, continuent d'être régis par l'Accord relatif au siège conclu a Londres, le 26 mars 1975, entre le Gouvernement du Royume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Organisation internationale du cacao.

3. L'Accord relatif au siège mentionné au paragraphe 2 est indépendant du présent Accord. Il prend cependant fin:

a) par voie d'accord entre le Gouvernement hôte et l'Organisation, ou

b) dans le cas ou le siège de l'Organisation n'est plus situé sur le territoire du Gouvernement hôte, ou

c) dans le cas où l'Organisation cesse d'exister.

4. L'Organisation peut conclure avec un ou plusieurs autres membres des accords, qui doivent être approuvés par le Conseil, touchant les privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 22.

Dispositions financières.

1. Il est tenu deux comptes - le compte administratif et le compte du stock régulateur - aux fins de l'administration et du fonctionnement du présent Accord.

2. Les dépenses requises pour l'administration et le fonctionnement du présent Accord, a l'exclusion de celles qui découlent du fonctionnement et de la conservation du stock régulateur conformément à l'arti-

cle 37, sont imputées au compte administratif et sont couvertes par les contributions annuelles des membres fixées comme il est indiqué à l'article 23. Toutefois, si un membre demande des services particuliers, le Conseil peut lui en réclamer le paiement.

3. Toute dépense qui découle du fonctionnement et de la conservation du stock régulateur aux termes du paragraphe 6 de l'article 37 est imputée au compte du stock régulateur. Le Conseil décide si une dépense autre que celles qui sont spécifiées au paragraphe 6 de l'article 37 est imputable au compte du stock régulateur.

4. L'exercice budgétaire de l'Organisation coïncide avec l'année contingentaire.

5. Les dépenses des délégations au Conseil, au Comité exécutif et a tout autre comité du Conseil ou du Comité exécutif sont à la charge des membres intéressés.

ARTICLE 23.

Adoption du budget administratif et fixation des contributions.

1. Au cours du deuxième semestre de chaque exercice budgétaire, le Conseil adopte le budget administratif de l'Organisation pour l'exercice suivant et fixe la contribution de chaque membre à ce budget.

2. Pour chaque exercice, la contribution de chaque membre est proportionnelle au rapport qui existe, au moment de l'adoption du budget administratif de cet exercice, entre le nombre de voix de ce membre et le nombre de voix de tous les membres réunis. Pour fixer les contributions, les voix de chaque membre sont comptées sans qu'il soit tenu compte de la suspension éventuelle des droits de vote d'un membre ni de la redistribution des voix qui peut en résulter.

3. Le Conseil fixe la contribution initiale de tout membre qui entre dans l'Organisation après l'entrée en vigueur du présent Accord sur la base du nombre des voix qui sont attribuées à ce membre et de la fraction non écoulée de l'exercice en cours; toutefois, les contributions assignées aux autres membres pour l'exercice en cours restent inchangées.

ARTICLE 24.

Versement des contributions au budget administratif.

1. Les contributions au budget administratif de chaque exercice budgétaire sont payables en monnaies librement convertibles, ne sont pas assujetties à des restrictions en matière de change et sont exigibles dès le premier jour de l'exercice.

2. Si un membre ne verse pas intégralement sa contribution au budget administratif dans un délai de cinq mois a compter du début de l'exercice, le Directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si le membre en question ne paie pas sa contribution a l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la

date de la demande du Directeur exécutif, les droits de vote de ce membre au Conseil et au Comité exécutif sont suspendus jusqu'au versement intégral de sa contribution.

3. A moins que le Conseil n'en décide ainsi par un vote special, un membre dont les droits de vote ont été suspendus conformément au paragraphe 2 ne peut être privé d'aucun autre de ses droits ni dispensé d'aucune des obligations que le présent Accord lui impose. Il reste tenu de verser sa contribution et de faire face à toutes les autres obligations financières découlant du présent Accord.

Article 25.

Vérification et pubblication des comptes.

1. Aussitôt que possible, mais pas plus de six mois après la clôture de chaque exercice budgétaire, le relevé des comptes de l'Organisation pour cet exercice et le bilan à la clôture dudit exercice, au titre de chacun des comptes mentionnés au paragraphe 1 de l'article 22, sont vérifiés. La vérification est faite par un vérificateur indépendant de compétence reconnue, en collaboration avec deux vérificateurs qualifiés des gouvernements membres, dont l'un represente les membres exportateurs et l'autre les membres importateurs et qui sont elus par le Conseil pour chaque exercice. Les verificateurs des gouvernements membres ne sont pas rémunéres par l'Organisation.

2. Les conditions d'engagement du vérificateur indépendant de compétence reconnue, ainsi que les intentions et les buts de la vérification, sont énoncés dans le règlement financier de l'Organisation. Le relevé des comptes et le bilan vérifiés de l'Organisation sont soumis au Conseil pour approbation à sa session ordinaire suivante.

3. Il est publié un sommaire des comptes et du bilan ainsi vérifiés.

CHAPITRE VII - PRIX, CONTINGENTS, STOCK REGULATEUR ET AFFECTATION A DES USAGES NON TRADITIONNELS

Article 26.

Fonctionnement du présent Accord.

1. Aux fins du present Accord, les membres adoptent des mesures pour maintenir le prix du cacao en fèves dans les limites des prix fixés d'un commun accord. A cet effet, sous le contrôle du Conseil, un système de contingents d'exportation est etabli, un stock régulateur est istitué et des dispositions sont prises en vue de l'affectation à des usages non traditionnels, dans des conditions strictement réglementées, des excédents de cacao par rapport aux contingents et des excedents de cacao en fèves par rapport au stock régulateur.

2. Les membres mènent leur politique commerciale de manière que les objectifs due présent Accord puissent être atteints.

ARTICLE 27.

Consultation et coopération avec l'industrie du cacao.

1. Le Conseil encourage les membres à prendre l'avis d'experts des questions relatives au cacao.

2. Dans l'exécution des obligations que le présent Accord leur impose, les membres mènent leurs activités de manière à respecter les circuits commerciaux habituels et tiennent dûment compte des intérêts légitimes de l'industrie du cacao.

3. Les membres n'interviennent pas dans l'arbitrage des différends commerciaux entre acheteurs et vendeurs de cacao si des contrats ne peuvent être exécutés en raison de règlements établis aux fins de l'application du present Accord, et ils n'opposent pas d'entraves à la conclusion des procédures arbitrales. Le fait que les membres sont tenus de se conformer aux dispositions du présent Accord n'est pas accepté, en pareils cas, comme motif de non-exécution d'un contrat ou comme défense.

ARTICLE 28.

Cours du jour et prix indicatif.

1. Aux fins du présent Accord, le prix du cacao en fèves est déterminé par rapport à un cours du jour et à un prix indicatif.

2. Le cours du jour est, sous réserve des dispositions du paragraphe 4, la moyenne calculée quotidiennement des cours du cacao en fèves des trois mois actifs à terme les plus rapprochés à la Bourse du cacao de New York à midi et au Marché à terme du cacao de Londres à la clôture. Les cours de Londres sont convertis en cents des Etats-Unis d'Amérique la livre au moyen du taux de change journalier à six mois de terme établi a Londres à la clôture. Le Conseil décide du mode de calcul à utiliser quand seuls les cours sur l'un de ces deux marchés du cacao sont disponibles ou que le marché des changes de Londres est fermé. Le passage a la période de trois mois suivante s'effectue le quinze du mois qui precède immédiatement le mois actif le plus rapproché où les contrats viennent à échéance.

3. Le prix indicatif est la moyenne des cours du jour établie sur une période de 15 jours marchands consécutifs, ou, aux fins de l'alinéa *c*) du paragraphe 2 de l'article 34, sur une période de 22 jours marchands consécutifs. Quand il est question dans le présent Accord du prix indicatif égal, inférieur ou supérieur à un chiffre quelconque, il faut entendre que la moyenne des cours du jour pour la période requise de jours marchands consecutifs a été égale, inférieure ou supérieure à ce chiffre. Le Conseil adopte des règles pour l'application des dispositions du présent paragraphe.

4. Le Conseil peut, par un vote spécial, décider d'utiliser, pour déterminer le cours du jour et le prix indicatif, tous autres modes de calcul qu'il estime plus satisfaisants que ceux qui sont indiqués aux paragraphes 2 et 3.

ARTICLE 29.

Prix.

1. Aux fins du présent Accord, il est fixé pour le cacao en fèves un prix minimum de 39 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre et un prix maximum de 55 cents des Etats-Unis d'Amerique la livre.

2. Avant la fin de la première année contingentaire, puis, s'il est décidé de proroger le présent Accord pour une nouvelle période de deux ans en application de l'article 75, avant la fin de la troisième année contingentaire, le Conseil revoit le prix minimum et le prix maximum, et il peut, par un vote spécial, les réviser.

3. Dans des circonstances exceptionnelles découlant de bouleversements dans la situation économique ou monetaire internationale, le Conseil revoit le prix minimum et le prix maximum, et il peut, par un vote spécial, les réviser.

4. En revoyant les prix conformément aux paragraphes 2 et 3, le Conseil prend en considération la tendance des prix du cacao, de la consommation, de la production et des stocks de cacao, l'influence de l'évolution de la situation économique mondiale ou du système monétaire mondial sur les cours du cacao, ainsi que tous autres facteurs qui pourraient se répercuter sur la réalisation des objectifs définis dans le présent Accord. Le Directeur exécutif fournit les données nécessaires à l'examen approprié des éléments ci-dessus.

5. Les dispositions de l'article 76 ne sont pas appplicables à la la révision de prix operée conformément au présent article.

ARTICLE 30.

Contingents de base.

1. Pour chaque annee contingentaire, le contingent de base attribué à chaque membre exportateur figurant dans l'annexe A est le pourcentage que la moyenne de sa production annuelle au cours des cinq campagnes de récolte antérieures pour lesquelles l'Organisation dispose de chiffres définitifs représente par rapport au total des moyennes pour les membres exportateurs figurant dans l'annexe A.

2. Il n'y a pas de contingents de base pour les membres exportateurs figurant dans l'annexe B qui produisent moins de 10 000 tonnes de cacao ordinaire.

3. Le Conseil revise les listes des annexes A et B si l'évolution de la production d'un membre exportateur l'exige.

ARTICLE 31.

Contingents annuels d'exportation.

1. Quarante jours au moins avant le début de chaque année contingentaire, le Conseil adopte une prévision de la demande mondiale nette d'importation de cacao. A cette fin, le Conseil tient compte de tous les facteurs pertinents influant sur la demande et l'offre de cacao qui comprennent notamment l'evolution antèrieure des broyages, les variations prévisibles des stocks et les tendances courantes et escomptées des prix. Eu égard à cette prèvision, et compte tenu du volume escompté des exportations hors contingent, ainsi que des importations en provenance de non-membres, le Conseil fixe immédiatement les contingents annuels d'exportation, par un vote spécial, au niveau qui serait nécessaire pour maintenir les prix à l'intérieur de la marge spécifiée à l'article 29.

2. Si, 35 jours au moins avant le début de l'annèe contingentaire, le Conseil ne peut arriver à un accord sur les contingents annuels d'exportation, le Directeur executif présente au Conseil ses propres propositions quant au total des contingents annuels d'exportations. Le Conseil prend immediatement une décision par un vote special sur ces propositions. En tout état de cause, le Conseil fixe les contingents annuels d'exportation 30 jours au moins avant le début de l'année contingentaire.

3. La prévision adoptée conformément au paragraphe 1 et les contingents annuels d'exportation fixés sur cette base sont revus et, au besoin, révisés par le Conseil par un vote special a sa session ordinaire de la première moitié de l'année contingentaire considérée, au vu des données statistiques a jour qu'il peut avoir rassemblées en application de l'article 57.

4. Le contingent annuel d'exportation pour chaque membre exportateur est proportionnel au contingent de base fixé conformément à l'article 30.

5. Sur présentation des preuves qu'il juge satisfaisantes, le Conseil autorise tout membre exportateur qui produit moins de 10 000 tonnes au cours d'une année contingentaire quelconque à exporter pendant ladite année une quantité ne dépassant pas la production effective dont il dispose pour l'exportation.

ARTICLE 32.

Champ des contingents d'exportation.

1. Les contingents annuels d'exportation comprennent:

a) les exportations de cacao provenant des membres exportateurs, et

b) le cacao de la campagne de récolte en cours, enregistré pour être exporté dans les limites du contingent d'exportation en vigueur à la fin de l'année contingentaire, mais expedié après l'année contingentaire, étant entendu que l'exportation sera faite avant la fin du premier trimestre de l'année contingentaire suivante et sera assujettie aux conditions que le Conseil fixera.

2. Aux fins de déterminer l'équivalent en fèves des exportations de produits dérivés du cacao provenant de membres exportateurs et de non-membres exportateurs, les coefficients de conversion sont les suivants: beurre de cacao: 1,33; tourteaux de cacao et poudre de cacao: 1,18; pâte da cacao et amandes décortiquées: 1,25. Le Conseil peut décider, s'il y a lieu, que d'autres produits contenant du cacao sont des produits dérivés du cacao. Les coefficients de conversion applicables aux produits dérivés du cacao autres que ceux pour lesquels des coefficients de conversion sont indiqués dans le présent paragraphe sont fixés par le Conseil.

3. Le Conseil, sur la base de tout document visé à l'article 49, suit de façon continue les exportations de produits dérivés du cacao effectuées par les membres exportateurs et les importations de produits dérivés du cacao en provenance de non-membres exportateurs. Si le Conseil constate que, pendant une annee contingentaire, l'écart entre les exportations de tourteaux de cacao et/ou de poudre de cacao effectuées par un pays exportateur et ses exportations de beurre de cacao s'est considérablement accentué au détriment des tourteaux et/ou de la poudre de cacao en raison, par exemple, d'un recours accru au procédé de transformation par extraction, les coefficients de conversion à appliquer pour déterminer l'équivalent en fèves des exportations de produits dérivés du cacao effectuées par le pays en question pendant l'année contingentaire considérée et/ou, si le Conseil en décide ainsi, pendant une année contingentaire ultérieure, sont les suivants: beurre de cacao: 2,15; pâte de cacao et amandes décortiquées: 1,25; tourteaux et poudre de cacao: 0,30, la contribution qui reste à percevoir conformément à l'article 39 étant ajustée en conséquence. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable si la diminution des exportations de produits autres que le beurre de cacao est due à une augmentation de la consommation interieure humaine ou a d'autres raisons, que le pays exportateur doit fournire et que le Conseil juge probantes et acceptables.

4. Les livraisons faites au Directeur du stock régulateur par les membres exportateurs aux termes du paragraphe 2 de l'article 40 et du paragraphe 1 de l'article 46, ainsi que les quantités affectées à des usages non traditionnels aux termes du paragraphe 2 de l'article 46, ne sont pas imputées sur les contingents d'exportation de ces membres.

5. Si le Conseil acquiert la conviction que du cacao a été exporté par des membres exportateurs a des fins humanitaires ou à d'autres fins non commerciales, ce cacao n'est pas imputé sur les contingents d'exportation de ces membres.

ARTICLE 33.

Cacao fin (« fine » ou « flavour »).

1. Nonobstant les articles 31 et 39, les dispositions du présent Accord en matière de contingents d'exportation et de contributions destinées au financement du stock régulateur ne s'appliquent pas au cacao fin (« fine » ou « flavour ») de tout membre exportateur figurant au paragraphe 1 de l'annexe *C* dont la production consiste exclusivement en cacao fin (« fine » ou « flavour »).

2. Le paragraphe 1 s'applique également dans le cas de tout membre exportateur figurant au paragraphe 2 de l'annexe *C* dont une partie de la production consiste en cacao fin (« fine » ou « flavour ») à concurrence du pourcentage de la production indiqué au paragraphe 2 de l'annexe *C*. Les dispositions du présent Accord relatives aux contingents d'exportation et aux contributions destinées à financer le stock régulateur et les autres limitations prévues dans le présent Accord s'appliquent au porcentage restant.

3. Le Conseil peut, par un vote spécial, réviser l'annexe *C*.

4. Si le Conseil constate que la production ou les exportations des pays figurant dans l'annexe *C* ont fortement augmenté, il prend les mesures voulues pour faire en sorte que les dispositions du présent Accord ne soient pas appliquées abusivement ou sciemment meconnues.

5. Chaque membre exportateur figurant a l'annexe *C* s'engage a exiger la presentation d'un document de contrôle agréé par le Conseil avant d'autoriser l'exportation de cacao fin (« fine » ou « flavour ») de son territoire. Chaque membre importateur s'engage à exiger la présentation d'un document de contrôle agréé par le Conseil avant d'autoriser l'importation de cacao fin (« fine » ou « flavour ») sur son territoire.

Article 34.

Fonctionnement et ajustement des contingents annuels d'exportation.

1. Le Conseil suit l'évolution du marché et se reunit chaque fois que la situation l'exige.

2. A moins que le Conseil, par un vote special, ne décide de les augmenter ou de les reduire, les contingents en vigueur sont les suivants:

a) Quand le prix indicatif est superieur aux prix minimum + 6 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre et égal ou inférieur au prix minimum + 8 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre, les contingents d'exportation en vigueur représentent 100% des contingents annuels d'exportation initiaux.

b) Quand le prix indicatif est superieur au prix minimum + 3 cents des Etats-Unis d'Amerique la livre et égal ou inférieur au prix minimum + 6 cents des Etats-Unis d'Amerique la livre, les contingents d'exportation en vigueur representent 97% des contingents annuels d'exportation initiaux.

c) Quand le prix indicatif est supérieur au prix minimum + 8 cents des Etats-Unis d'Amerique la livre, les contingents d'exportation en vigueur sont suspendus.

3. Quand le prix indicatif est supérieur au prix minimum et égal ou inférieur au prix minimum + 3 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre, le Directeur du stock régulateur achète du cacao en fèves jusqu'à concurrence de 4% des contingents annuels d'exportation initiaux, dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 6 de l'article 40.

4. Quand le prix indicatif est inférieur au prix minimum, le Directeur du stock régulateur achète du cacao en fèves dans les conditions prévues aux paragraphes 4 et 6 de l'article 40.

5. Quand le prix indicatif est supérieur au prix minimum + 14 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre et égal ou inférieur au prix maximum, les ventes du stock régulateur ont lieu jusqu'à concurrence de 7% des contingents annuels d'exportation initiaux dans les conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 41.

6. Quand le prix indicatif est supérieur au prix maximum, les ventes du stock régulateur ont lieu dans les conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 41.

ARTICLE 35.

Respect des contingents d'exportation.

1. Les membres prennent les mesures voulues pour assurer le respect absolu des obligations qu'ils ont souscrites dans le présent Accord et qui ont trait aux contingents d'exportation. Le Conseil peut demander aux membres de prendre des mesures complémentaires, s'il y a lieu, pour appliquer le système de contingents d'exportation de façon effective, y compris l'adoption, par les membres exportateurs, de règlements prescrivant l'enregistrement de tout le cacao qu'ils ont à exporter dans les limites du contingent d'exportation en vigueur.

2. Les membres exportateurs s'engagent à organiser leurs ventes de manière que la commercialisation se fasse en bon ordre et pour être a même de respecter a tout moment leur contingent d'exportation en vigueur. En tout état de cause, aucun membre exportateur n'exporte plus de 85% au cours des deux premiers trimestres, ou plus de 90% au cours des trois premiers trimestres, de son contingent annuel d'exportation fixé conformément à l'article 31.

3. Chaque membre exportateur s'engage à ce que le volume de ses exportations de cacao ne dépasse pas son contingent d'exportation en vigueur.

4. Si un membre exportateur dépasse son contingent d'exportation en vigueur de moins de 1% de son contingent annuel d'exportation, ce dépassement n'est pas considéré comme une infraction au paragraphe 3. Toutefois, la différence est déduite du contingent d'exportation en vigueur du membre intéressé pour l'année contingentaire suivante.

5. Si un membre exportateur dépasse une première fois son contingent d'exportation en vigueur d'une quantité supérieure à la marge de tolérance prévue au paragraphe 4, ce membre vend au stock régulateur, à moins que le Conseil n'en décide autrement, une quantité égale à la différence, dans les trois mois qui suivent la date à laquelle le Conseil a constaté le dépassement. Cette quantité est déduite automatiquement de son contingent d'exportation en vigueur pour l'année contingentaire qui suit immédiatement celle ou l'infraction a eu lieu. Les ventes faites au stock regulateur en vertu du présent paragraphe sont effectuées conformément aux dispositions des paragraphes 6 et 7 de l'article 40.

6. Si un membre exportateur dépasse une deuxième fois ou plusieurs fois son contingent d'exportation en vigueur d'une quantité supérieure à la marge de tolérance prévue au paragraphe 4, ce membre vend au stock régulateur, à moins que le Conseil n'en décide autrement, une quantité égale à deux fois la différence, dans les trois mois qui suivent la date à laquelle le Conseil a constaté le dépassement. Cette quantité est déduite automatiquement de son contingent d'exportation en vigueur pour l'année contingentaire qui suit immédiatement celle où l'infraction a eu lieu. Les ventes faites au stock régulateur en vertu du présent paragraphe sont effectuées conformément aux dispositions des paragraphes 6 et 7 de l'article 40.

7. Les mesures prises en application des paragraphes 5 et 6 ne portent pas atteinte aux dispositions du chapitre XV.

8. Le Conseil, quand il fixe les contingents annuels d'exportation en vertu de l'article 31, peut, par un vote spécial, décider de fixer des contingents trimetriels d'exportation. Il établit en même temps les règles qui régissent l'application et la suppression de ces contingents trimestriels d'exportation. En etablissant ces règles, le Conseil tient compte des caractéristiques de la production de chaque membre exportateur.

9. Dans le cas où l'institution ou la réduction de contingents d'exportation ne peut être pleinement opérée pendant l'année contingentaire en cours, à cause de l'existence de contrats bona fide conclus quand les contingents d'exportation etaient suspendus ou dans les limites des contingents d'exportation en vigueur au moment où les contrats ont été passés, l'ajustement est effectué dans les contingents d'exportation en vigueur pour l'année contingentaire suivante. Le Conseil peut exiger des preuves de l'existence de ces contrats.

10. Les membres s'engagent à communiquer immédiatement au Conseil tout renseignement qu'ils pourraient recueillir sur toute infraction au présent Accord ou à toutes règles ou tout règlement établis par le Conseil.

Article 36.

Redistribution des déficits.

1. Aussitôt que possible et, en tout cas, avant la fin du mois de mai de chaque année contingentaire, chaque membre exportateur notifie au Conseil dans quelle mesure et pour quelles raisons il s'attend soit à ne pas utiliser la totalité de son contingent en vigueur, soit à avoir un excédent par rapport à ce contingent. Au vu de ces notifications et explications, le Directeur executif, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement compte tenu de l'état du marché, redistribue le montant des déficits entre les membres exportateurs conformément aux règles que le Conseil établit quant aux conditions, au moment et aux modalités de cette redistribution. Ces règles comprennent des dispositions régissant la manière dont sont faites les réductions opérées en application des paragraphes 5 et 6 de l'article 35.

2. Pour les membres exportateurs qui, à cause de la date de la récolte de leur principale culture, ne sont pas en mesure de notifier au Conseil avant la fin du mois de mai les exédents ou les déficits

auxquels ils s'attendent, le délai de notification de ces excédents ou de ces déficits est proroge jusqu'à la mi-juillet. La liste des pays exportateurs admis à bénéficier de cette prorogation figure dans l'annexe *E*.

ARTICLE 37.

Institution et financement du stock régulateur.

1. Un stock régulateur est institué.

2. Le stock régulateur achète et détient uniquement du cacao en fèves et sa capacité maximum est de 250 000 tonnes.

3. Le Directeur du stock régulateur, suivant les règles adoptées par le Conseil, est responsable du fonctionnement du stock régulateur et de l'achat de cacao en fèves, de la vente et de la conservation en bon état des stocks de cacao en fèves et, en évitant les risques du marché, du renouvellement des lots de cacao en fèves conformément aux dispositions pertinentes du présent Accord. Le Conseil examine s'il est possible et souhaitable que du cacao en fèves acheté par le stock regulateur soit transformé en produits dérivés du cacao et, eu égard à cet examen, peut formuler des recommandations dont il sera tenu compte dans la renégociation du présent Accord conformément a l'article 75.

4. Pour financer ses opérations, le stock régulateur reçoit, dès le début de la première année contingentaire qui suit l'entrée en vigueur du présent Accord, un revenu ordinaire sous forme de contributions perçues sur le cacao conformément aux dispositions de l'article 39. Si toutefois le Conseil a d'éautres sources de financement, il peut décider de mettre la contribution en recouvrement à une autre date.

5. Si, à un moment donné, le revenu du stock régulateur constitué par les contributions semble ne pas devoir suffire à en financer les operations, le Conseil peut par un vote spécial, en s'adressant à des sources appropriées, y compris aux gouvernements des pays membres, emprunter des fonds en monnaie librement convertible. Les emprunts ainsi contractés sont remboursés sur le produit des contributions, de la vente de cacao en fèves du stock régulateur et, éventuellement, de revenus divers du stock régulateur. Les membres ne sont pas individuellement responsables du remboursement de ces emprunts.

6. Les dépenses de fonctionnement et de conservation du stock régulateur, y compris

a) la remunération du Directeur du stock régulateur et des membres du personnel qui gèrent et assurent la conservation du stock régulateur, les dépenses que l'Organisation fait pour administrer et contrôler le recouvrement des contributions et les intérêts ou le remboursement des sommes empruntées par le Conseil, et

b) les autres dépenses, telles que les frais de transport et d'assurance à partire du point de livraison f.o.b. jusqu'au lieu d'entreposagé du stock régulateur, l'entreposage, y compris la fumigation, les frais de manutention, d'assurance, de gestion et d'inspection et toutes

dépenses engagées pour le renouvellement des lots de cacao en fèves afin d'en assurer la conservation et d'en maintenir la valeur,

sont couvertes par la source ordinaire de revenu provenant des contributions ou d'emprunts contractés aux termes du paragraphe 5 ou par le produit de reventes effectuées conformément au paragraphe 6 de l'article 40.

ARTICLE 38.

Placement des fonds en excédent du stock régulateur.

1. Une partie des fonds du stock régulateur qui sont temporairement en excédent du montant requis pour en financer les opérations peut être déposée de manière appropriée dans des pays membres importateurs et exportateurs, conformément aux règles que le Conseil établit.

2. Ces règles tiennent compte notamment de la liquidité nécessaire au fonctionnement intégral du stock régulateur et de l'intérêt qu'il y a à préserver la valeur réelle des fonds.

ARTICLE 39.

Contributions au financement du stock régulateur.

1. La contribution perçue sur le cacao, soit lors de sa première exportation par un membre, soit lors de sa première importation par un membre, est de un cent des Etats-Unis d'Amérique par livre de cacao en fèves, et elle est fixée proportionnellement pour les produits dérivés du cacao conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 32. En tout état de cause, la contribution n'est perçue qu'une fois. A cette fin, les importations de cacao effectuées par un membre en provenance d'un non-membre sont réputées originaires de ce non-membre, à moins qu'il ne soit établi de manière probante que ce cacao était originaire d'un membre. Le Conseil réexamine chaque année la contribution au stock régulateur et, nonobstant les dispositions de la première phrase du présent paragraphe, peut, par un vote spécial, déterminer un taux inférieur de contribution ou décider de suspendre la contribution, compte tenu des ressources et engagements financiers de l'Organisation concernant le stock régulateur.

2. Les certificats de contribution sont délivrés par le Conseil conformément aux règles qu'il a fixées. Ces règles tiennent compte des intérêts du commerce du cacao et régissent notamment l'utilisation éventuelle d'agents, la délivrance de documents contre versement des contributions, et le versement des contributions dans un délai donné.

3. Les contributions perçues conformément aux dispositions du présent article sont payables en monnaies librement convertibles et ne sont pas assujetties au contrôle des changes.

4. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte au droit de tout acheteur et de tout vendeur de fixer d'un commun accord les conditions de paiement des livraisons de cacao.

ARTICLE 40.

Achats du stock regulateur.

1. Aux fins du présent article, la capacité maximum du stock régulateur est divisée en parts individuelles qui sont réparties entre les membres exportateurs dans la même proportion que les contingents de base fixés conformément a l'article 30.

2. Si les contingents annuels d'exportation sont réduits conformément à l'article 34. chaque membre exportateur fait immédiatement une offre de vente au Directeur du stock régulateur, lequel, dans les 10 jours qui suivent la réduction des contingents, passe avec lui un contract d'achat pour une quantité de cacao en fèves égale à celle dont le contingent de ce membre exportateur a été réduit.

3. Quand le Directeur du stock régulateur effectue des achats conformément au paragraphe 3 de l'article 34, il continue d'acheter du cacao en fèves jusqu'à concurrence de 4% des contingents annuels d'exportation initiaux, ou jusq'à ce que le prix indicatif dépasse le prix minimum + 3 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre, si cette derniere limite est atteinte avant.

4. Quand le Directeur du stock régulateur effectue des achats conformément au paragraphe 4 de l'article 34, il continue d'acheter du cacao en fèves jusqu'à ce que le prix indicatif dépasse le prix minimum ou que le stock régulateur soit a sa capacité maximum, si cette limite est atteinte avant.

5. Le Directeur du stock regulateur achète uniquement du cacao en fèves de qualités commerciales courantes reconnues et en quantités d'au moins 100 tonnes; ce cacao en fèves est la propriété de l'Organisation et il est sous son contrôle.

6. Quand il achète du cacao en fèves conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 34 et au paragraphe 2 du présent article, le Directeur du stock régulateur fait

a) un versament aux prix courants du marché conformément aux règles que le Conseil établit: ou,

b) à la demande du membre exportateur intéressé,

i) un versament initial de 25 cents des Etats-Unis d'Amérique par livre f.o.b. a la livraison du cacao en fèves, étant entendu que le Conseil, à tout moment après la fin de la premiere annee contingentaire, peut, sur la recommandation du Directeur dù stock régulateur, décider par un vote spécial, eu egard a la situation financière présente et escomptée du stock, de majorer le versement initial;

ii) un versament complémentaire a valoir sur la vente de cacao en fèves par le stock regulateur, représentant le produit de la vente moins le versement vise à l'alinéa i) et les frais de transport et d'assurance a partire du point de livraison f.o.b. jusqu'au lieu d'entrepo-

sage du stock régulateur, les frais d'entreposage et de manutention, et les dépenses, s'il y en a, engagées pour le renouvellement des lots de cacao en fèves, ainsi qu'il est nécessaire pour en assurer la conservation et en maintenir la valeur.

7. Quand un membre a déjà vendu au Directeur du stock régulateur une quantité de cacao en fèves équivalente à sa part individuelle, telle qu'elle est définie au paragraphe 1, le Directeur du stock régulateur ne paie pour les achats suivants, au moment de la livraison, que le prix qui serait tiré de l'écoulement du cacao en fèves pour des usages non traditionnels. Si le cacao en fèves acheté aux termes du présent paragraphe est revendu par la suite conformément aux dispositions de l'article 41, le Directeur du stock régulateur fait au membre exportateur intéresse un versement complémentaire représentant le produit de la revente moins le versement déjà fait aux termes du présent paragraphe et les frais de transport et d'assurance à partir du point de livraison f.o.b. jusqu'au lieu d'entreposage du stock régulateur, les frais d'entreposage et de manutention, et les dépenses, s'il y en a, engagées pour le renouvellement des lots de cacao en fèves, ainsi qu'il est nécessaire pour en assurer la conservation et en maintenir la valeur.

8. Quand du cacao en fèves est vendu au Directeur du stock régulateur conformément au paragraphe 2, le contrat renferme une clause autorisant le membre exportateur à annuler le contrat en totalité ou en partie avant la livraison du cacao en fèves:

a) si, par la suite, dans le courant de la même année contingentaire, le contingent dont la réduction a donné lieu à la vente est rétabli selon les dispositions de l'article 34, ou

b) dans la mesure où, après la conclusion de la vente, la production pendant la même année contingentaire se révèle insuffisante pour que le membre puisse utiliser son contingent d'exportation en vigueur.

9. Les contrats d'achat conclus conformément au présent article prévoient que le livraison se fera dans un délai stipulé dans le contrat, mais au plus tard dans les deux mois qui suivent la fin de l'année contingentaire.

10. *a*) Le Directeur du stock régulateur tient le Conseil au courant de la situation financière du stock régulateur. S'il juge que les fonds ne suffiront pas à payer le cacao en fèves qui, selon ses prévisions, lui sera offert pendant l'année contingentaire en cours, il demande au Directeur exécutif di convoquer une session extraordinaire du Conseil.

b) Si le Conseil est dans l'impossibilité de trouver une autre solution valable, il peut, par un vote spécial, suspendre ou restreindre les achats effectués aux termes des paragraphes 2, 3, 4 et 7 jusqu'au moment où il est en mesure de régler la situation financière.

1. Le Directeur du stock régulateur tient les registres propres à lui permettre de s'acquitter des fonctions que le présent Accord lui confère.

ARTICLE 41.

Ventes du stock régulateur visant à défendre le prix maximum.

1. Le Directeur du stock régulateur procède à des ventes du stock régulateur en application des paragraphes 5 et 6 de l'article 34 conformément aux dispositions du présent article:

a) Les ventes se font aux prix courants du marché.

b) Une fois que les ventes du stock régulateur ont commencé en application du paragraphe 5 de l'article 34, le Directeur du stock régulateur continue de mettre en vente du cacao en fèves:

i) jusqu'à ce que le prix indicatif tombe au prix minumum + 14 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre; ou sinon

ii) jusqu'à avoir épuisé tous les approvisionnements de cacao en fèves dont il dispose; ou, sinon

iii) jusqu'à ce qu'il ait effectué des ventes à concurrence de 7% des contingents d'exportation initiaux.

c) Quand le prix indicatif est égal ou supérieur au prix maximum, le Directeur du stock régulateur continue de mettre en vente du cacao en fèves jusqu'à ce que le prix indicatif revienne au prix maximum ou, sinon, jusqu'à épuisement de tous les approvisionnements de cacao en fèves dont il dispose.

2. Quand il procède à des ventes en application du paragraphe 1, le Directeur du stock régulateur, conformément aux règles approuvées par le Conseil, vend suivant les voies normales aux entreprises et organisations situées dans des pays membres, mais surtout dans des pays membres importateurs, qui se livrent au commerce ou assurent la transformation du cacao aux fins de transformation ultérieure.

3. Quand il procède à des ventes conformément au paragraphe 1, le Directeur du stock régulateur, sous réserve que le prix proposé soit acceptable, donne un droit de préemption aux acheteurs de pays membres avant d'agréer les offres d'acheteurs de pays non membres.

4. Le stock régulateur est entreposé en des endroits choisis pour faciliter la livraison immédiate de cacao en entrepôt aux acheteurs visés au paragraphe 2.

ARTICLE 42.

Retrait de cacao en fèves du stock régulateur.

1. Nonobstant les dispositions de l'article 41, un membre exportateur qui, par suite d'une récolte insuffisante, n'est pas en mesure d'utiliser tout son contingent au cours d'une année contingentaire, peut demander au Conseil d'approuver le retrait de tout ou partie du cacao en fèves que le Directeur du stock régulateur lui avait acheté pendant l'année contingentaire précédente et qui se trouve encore en stock sans avoir été vendu, jusqu'à concurrence du montant dont son contingent

d'exportation en vigueur dépasse sa production pendant l'année contingentaire. Le membre exportateur intéressé rembourse au Directeur du stock régulateur, lors du déblocage du cacao en fèves, les frais occasionnés par ce cacao, comprenant le versement initial, les frais de transport et d'assurance à partir du point de livraison f.o.b. jusqu'au lieu d'entreposage du stock régulateur et les frais d'entreposage et de manutention.

2. Le Conseil établit les règles devant régir le retrait de cacao en fèves du stock régulateur conformément au paragraphe 1.

ARTICLE 43.

Modification des taux de change des monnaies.

1. Le Directeur exécutif convoque une session extraordinaire du Conseil soit de sa propre initiative, soit à la demande de membres conformément au paragraphe 2 de l'article 9. si les conditions sur les marchés des changes sont de nature à avoir des incidences importantes sur les dispositions du présent Accord relatives aux prix. Les sessions extraordinaires due Conseil convoquées en application du présent paragraphe se tiennent dans un délai de quatre jours ouvrables au plus.

2. Après avoir convoqué cette session extraordinaire et en attendant ses conclusions, le Directeur exécutif et le Directeur du stock régulateur peuvent prendre le minimum de mesures provisoires qu'ils jugent nécessaires pour éviter que le bon fonctionnement de l'Accord ne soit gravement désorganisé par suite des conditions sur les marchés des changes. Ils peuvent, en particulier, après consultation avec le Président du Conseil, limiter temporairement ou suspendre les opérations du stock régulateur.

3. Après avoir examiné la situation, en particulier les mesures provisoires que le Directeur exécutif et le Directeur du stock régulateur auraient prises, ainsi que les conséquences que les conditions susmentionnées sur les marchés des changes peuvent entraîner pour l'application effective du présent Accord, le Conseil peut, par un vote spécial, prendre toutes mesures correctives nécessaires.

ARTICLE 44.

Liquidation du stock régulateur.

1. Si le présent Accord doit être remplacé par un nouvel accord comportant des dispositions relatives au stock régulateur, le Conseil prend les mesures qu'il juge appropriées pour que le stock régulateur continue de fonctionner.

2. Si le présent Accord prend fin sans avoir été remplacé par un nouvel accord comportant des dispositions relatives au stock régulateur, les dispositions suivantes sont applicables:

a) Il n'est pas conclu d'autres contrats pour l'achat de cacao en fèves destiné au stock régulateur. Le Directeur du stock régulateur, eu

égard aux conditions présentes du marché, écoule le stock régulateur conformément aux règles que le Conseil a etablies, par un vote special, lors de l'entrée en vigueur du présent Accord, à moins que, avant la fin du présent Accord, le Conseil ne revise ces regles par un vote spécial. Le Directeur du stock régulateur conserve le droit de vendre du cacao en fèves à tout moment de la liquidation pour en regler les frais.

b) Le produit de la vente et les sommes inscrites au compte du stock régulateur servent à regler, dans l'ordre:

i) les frais de liquidation;

ii) tout montant restant dû, majoré des intérêts, au titre de tout emprunt contracté par l'Organisation ou en son nom a l'intention du stock régulateur;

iii) tout versement complementaire restant à faire en application de l'article 40.

c) Quand les paiements visés à l'alinéa *b*) ont eté effectués, le solde éventuel est verse aux membres exportateurs intéressés, au prorata des exportations de chacun d'eux sur lesquelles la contribution a été perçue.

ARTICLE 45.

Assurance d'approvisionnement.

1. Les membres exportateurs s'engagent a suivre, conformément aux dispositions du présent Accord, des politiques de vente et d'exportation qui n'aient pas pour effet de restreindre artificiellement l'offre à la vente du cacao dont ils disposent et qui assurent l'approvisionnement régulier en cacao des importateurs dans les pays membres importateurs.

2. Quand ils mettent du cacao en vente à un moment où le prix indicatif est supérieur au prix maximum, les membres exportateurs donnet la preférence aux importateurs de pays membres importateurs sur les importateurs de pays non membres. Quand le prix indicatif est superieur au prix maximum, les membres exportateurs s'efforcent, si possible, de fixer une limite à leurs exportations a destination de pays non membres.

ARTICLE 46.

Affectation à des usages non traditionnels.

1 Si la quantité de cacao en fèves détenue par le Directeur du stock regulateur conformément à l'article 40 dépasse la capacité maximum du stock regulateur, le Directeur du stock régulateur, selon les conditions et modalités fixées par le Conseil, écoule ces excedents de cacao en fèves pour affectation à des usages non traditionnels. Ces conditions et modalités doivent notamment être conçues pour que le

cacao ne fasse pas retour sur le marché normal du cacao. Chaque membre coopère à cet egard avec le Conseil dans toute la mesure possible.

2. Au lieu de vendre du cacao en fèves au Directeur du stock régulateur quand ce stock a atteint sa capacité maximum, un membre exportateur peut, sous le contrôle du Conseil, affecter sur le plan intérieur son excedent de cacao à des usages non traditionnels.

3. Chaque fois qu'un cas d'affectation à des usages non traditionnels incompatible avec les dispositions du présent Accord est porté à l'attention du Conseil, y compris s'il y a retour sur le marché de cacao affecté à des usages non traditionnels, le Conseil décide au plus tôt des mesures à prendre pour remedier à la situation.

CHAPITRE VIII - AVIS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS, ENREGISTREMENT DES OPERATIONS AU TITRE DES CONTINGENTS ET MESURES DE CONTROLE

ARTICLE 47.

Avis d'exportations et enregistrement des opérations au titre des contingents.

1. Conformément aux régles que le Conseil établit, le Directeur exécutif tient un registre du contingent annuel d'exportation et des ajustements de ce contingent pour chaque membre exportateur. Il impute sur le contingent les exportations qui sont effectuées par ce membre au titre du contingent, de façon que la situation du contingent de chaque membre exportateur soit tenue à jour.

2. A cette fin, chaque membre exportateur avise le Directeur exécutif, à des intervalles que le Conseil peut fixer, du volume total des exportations enregistrees, en y joignant tous autres renseignements que le Conseil peut demander. Ces renseignements sont publiés à la fin de chaque mois.

3. Les exportations non imputables sur les contingents sont enregistrées séparément.

ARTICLE 48.

Avis d'importations et d'exportations.

1. Conformément aux règles que le Conseil établit, le Directeur exécutif tient un registre des importations des membres et des exportations en provenance des membres importateurs.

2. A cette fin, chaque membre avise le Directeur exécutif du volume total de ses importations et chaque membre importateur avise le Directeur exécutif, à des intervalles que le Conseil peut fixer, du volume

total de ses exportations, en y joignant tous autres renseignements que le Conseil peut demander. Ces renseignements sont publiés à la fin de chaque mois.

3. Les importations qui, en conformité avec le présent Accord, ne sont pas imputables sur les contingents d'exportation, sont enregistrées séparement.

ARTICLE 49.

Mesures de contrôle.

1. Chaque membre qui exporte du cacao exige la présentation d'un certificat de contribution valide, ou d'un autre document de contrôle agréé par le Conseil, avant d'autoriser l'expédition de cacao de son territoire douanier. Chaque membre qui importe du cacao exige la présentation d'un certificat de contribution valide, ou d'un autre document de contrôle agréé par le Conseil, avant d'autoriser toute importation de cacao sur son territoire douanier, en provenance d'un membre ou d'un non-membre.

2. Il n'est pas exige de certificat de contribution pour le cacao exporté conformément aux dispositions des paragraphes 4 et 5 de l'article 32. Le Conseil fait le necessaire pour délivrer les documents de contrôle appropries relatifs a ces expeditions.

3. Il n'est pas délivré de certificat de contribution ni d'autre document de contrôle agréé par le Conseil pour les expeditions, au cours d'une periode quelconque, de cacao en sus des exportations autorisées pour cette période.

4. Le Conseil adopte, par un vote spécial, les règles qu'il juge nécessaires en ce qui concerne les certificats de contribution et autres documents de contrôle agréés par lui.

5. Pour le cacao fin (« fine » ou « flavour »), le Conseil fixe les règles qu'il juge nécessaires en ce qui concerne la simplification de la procedure relative aux documents de contrôle agréés par le Conseil, en tenant compte de toutes les données pertinentes.

CHAPITRE IX - PRODUCTION ET STOCKS

ARTICLE 50.

Production et stocks.

1. Les membres reconnaissent la nécessité d'assurer un équilibre raisonnable entre la production et la consommation et cooperent avec le Conseil pour atteindre cet objectif.

2. Chaque membre producteur établir un plan d'ajustement de sa production de manière que l'objectif énoncé au paragraphe 1 puisse être atteint. Chaque membre producteur intéressé est responsable de la politique et des méthodes qu'il applique pour atteindre cet objectif.

3. Le Conseil examine chaque année le niveau des stocks détenus dans le monde et fait les recommandations qui s'imposent à la suite de cet examen.

4. A sa première session, le Conseil prend des dispositions en vue d'élaborer un programme visant a réunir les informations nécessaires pour déterminer, selon des critères scientifiques, la capacité mondiale de production actuelle et potentielle, ainsi que la consommation mondiale actuelle et potentielle. Les membres doivent faciliter l'exécution de ce programme.

CHAPITRE X - ACCROISSEMENT DE LA CONSOMMATION

ARTICLE 51.

Obstacles a l'accroissement de la consommation.

1. Les membres reconnaissent qu'il importe de développer le plus possible l'économie du cacao par rapport à la production, afin d'assurer le meilleur équilibre à long terme entre l'offre et la demande et, à cet égard, reconnaissent aussi qu'il importe d'amener la suppression progressive de tous les obstacles qui peuvent gêner cet accroissement.

2. Le Conseil définit les problèmes particuliers que posent les obstacles a l'accroissement du commerce et de la consommation de cacao visés au paragraphe 1 et recherche les mesures mutuellement acceptables qui pourraient être prises dans la pratique pour supprimer progressivement ces obstacles.

3. Compte tenu des objectifs mentionnées ci-dessus et des dispositions du paragraphe 2, les membres s'efforcent de mettre en oeuvre des mesures pour abaisser progressivement les obstacles à l'accroissement de la consommation et, dans la mesure possible, les eliminer ou pour en diminuer notablement les effets.

4. Aux fins du présent article, le Conseil peut adresser des recommandations aux membres et il examine périodiquement, à partir de sa première session ordinaire de la deuxième annee contingentaire, les resultats obtenus.

5. Les membres informent le Conseil de toutes mesures adoptées en vue d'appliquer les dispositions du présent article.

ARTICLE 52.

Promotion de la consommation.

1. Le Conseil peut instituer un comité ayant pour objectif de stimuler la consommation de cacao à la fois dans les pays exportateurs et dans les pays importateurs. Le Conseil passe périodiquement en revue les travaux du comité.

2. Les frais entraînés par le programme de promotion sont couverts par des cotisations des membres exportateurs. Le membres importateurs peuvent aussi contribuer financièrement au programme. La composition du comité est limitée aux membres qui contribuent au programme de promotion.

3. Avant d'entreprendre une campagne de promotion sur le territoire d'un membre, le comité demande l'agrément de ce membre.

ARTICLE 53.

Produits de remplacement du cacao.

1. Les membres reconnaissent que l'usage de produits de remplacement peut nuire a l'accroissement de la consommation de cacao. A cet egard, ils conviennent d'établir une reglementation relative aux produits dérivés du cacao et au chocolat ou d'adapter, au besoin. la reglementation existante, de manière que ladite réglementation empêche que des matières ne provenant pas du cacao ne soient utilisées à la place du cacao pour induire le consommateur en erreur.

2. Lors de l'établissement ou de la révision de toute réglementation fondée sur les principes énonces au paragraphe 1, les membres tiennent pleinement compte des recommandations et décisions des organismes internationaux compétents tels que le Conseil et le Comité du Codex sur les produits cacaotés et le chocolat.

3. Le Conseil peut recommander a un membre de prendre les mesures que le Conseil juge opportunes pour assurer le respect des dispositions du présent article.

4. Le Directeur exécutif présente au Conseil un rapport annuel sur la manière dont les dispositions du présent article sont respectées.

CHAPITRE XI - CACAO TRANSFORME

ARTICLE 54.

Cacao transformé.

1. Il est reconnu que les pays en développement ont besoin d'élargir les bases de leur économie, notamment par l'industrialisation et l'exportation d'articles manufacturés, y compris la transformation du

cacao et l'exportation de produits dérivés du cacao et de chocolat. A ce propos, il est egalement reconnu qu'il importe de veiller a ne pas porter de préjudice grave a la position du cacao dans l'economie des membres exportateurs et des membres importateurs.

2. Si un membre estime qu'il risque d'être porté préjudice a ses intérêts dans l'un quelconque de ces domaines, il peut engager des consultations avec l'autre membre intéressé, en vue d'arriver a une entente satisfaisante pour les parties en cause, faute de quoi le membre peut en référer au Conseil, qui prête ses bons offices en la matière en vue de realiser cette entente.

CHAPITRE XII - RELATIONS ENTRE MEMBRES ET NON-MEMBRES

ARTICLE 55.

Limitation des importations en provenance de non-membres.

1. Chaque membre limite ses importations annuelles de cacao produit dans des pays non membres, à l'exception des importations de cacao fin (« fine » ou « flavour ») provenant de pays exportateurs figurant a l'annexe *C*, conformément aux dispositions du present article.

2. Chaque membre s'engage pendant chaque annee contingentaire:

a) a ne pas autoriser l'importation d'une quantité totale de cacao produit dans des pays non membres pris collectivement qui dépasse la quantité moyenne qu'il a importée de ces pays non membres pris collectivement pendant les trois annees civiles 1970, 1971 et 1972;

b) a réduire de moitié la quantité spécifiée a l'alinéa *a*) quand le prix indicatif tombe au-dessous du prix minimum et a maintenir cette reduction jusqu'à ce que le niveau des contingents en vigueur atteigne celui qui est prévu a l'alinéa *a*) du paragraphe 2 de l'article 34.

3. Le Conseil peut, par un vote special, suspendre en totalité ou en partie les limitations visees au paragrapne 2. En tout état de cause, les limitations prevues a l'alinéa *a*) du paragraphe 2 ne sont pas applicables quand le prix indicatif du cacao est supérieur au prix maximum.

4. Les limitations prevues a l'alinéa *a*) du pragraphe 2 ne visent pas le cacao acheté en vertu de contrats bona fide conclus quand le prix indicatif était supérieur au prix maximum, ni celles qui sont prevues a l'alineà *b*) du paragraphe 2 le cacao acheté en vertu de contrats bona fide conclus avant que le prix indicatif ne tombe au-dessous du prix minimum. En pareils cas, sous réserve des dispositions

de l'alineà *b*) du paragraphe 2, les réductions sont operées au cours de l'année contingentaire suivante, à moins que le Conseil décide de ne pas les effectuer ou de les appliquer au cours d'une annee contingentaire ultérieure.

5. Les membres informent regulièrement le Conseil des quantités de cacao qu'ils ont importées de non-membres ou qu'ils ont exportées vers des non-membres.

6. A moins que le Conseil n'en décide autrement, toute importation d'un membre en provenance de non-membre en sus de la quantité qu'il est autorisé a importer en vertu du présent article est déduite de la quantité qu'il aurait eté normalement autorisé à importer au cours de l'année contingentaire suivante.

7. Si, a plusieurs reprises, un membre ne se conforme pas aux dispositions du présent article, le Conseil peut, par un vote spécial, suspendre les droits de vote de ce membre au Conseil et son droit de voter ou faire voter en son nom au Comité exécutif.

8. Les obligations enoncées dans le présent article ne portent pas atteinte aux obligations contraires de caractère bilatéral ou multilatéral que les membres auraient contractées a l'égard de non-membres avant l'entrée en vigueur du present Accord, a condition que tout membre qui aurait contracté ces obligations contraires s'en acquitte de maniere a atténuer autant que possible le conflit entre lesdites obligations et celles qui sont énoncees dans le present article, qu'il prenne des mesures aussi rapidement que possible pour concilier lesdites obligations avec les dispositions du present article et qu'il expose au Conseil, en détail, la nature desdites obligations et les mesures qu'il a prises pour atténuer ou supprimer le conflit.

ARTICLE 56.

Opérations commerciales avec des non-membres.

1. Les membres exportateurs s'engagent a ne pas vendre de cacao a des non-membres a des conditions commerciales plus favorables que celle qu'ils sont disposés à offrire au même moment à des membres importateurs, compte tenu des pratiques commerciales normales.

2. Les membres importateurs s'engagent a ne pas acheter de cacao a des non-membres a des conditions commerciales plus favorables que celles qu'ils sont disposés a accepter au même moment de membres exportateurs, compte tenu des pratiques commerciales normales.

3. Le Conseil revoit periodiquement l'application des paragraphes 1 et 2 et peut requérir les membres de communiquer les renseignements appropries conformément a l'article 57.

4. Sans préjudice de l'application des dispositions du paragraphe 8 de l'article 55, tout membre qui a des raisons de croire qu'un autre membre a manqué a l'obligation enoncee au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 peut en informer le Directeur exécutif et demander des consultation en application de l'article 61 ou en référer au Conseil en application de l'article 63.

CHAPITRE XIII - INFORMATION ET ETUDES

ARTICLE 57.

Information.

1. L'Organisation sert de centre de rassemblement, d'échange et de pubblication pour:

a) des renseignements statistiques sur la production, les ventes, les prix, les exportations et les importations, la consommation et les stocks de cacao dans le monde; et,

b) dans le mesure où elle le juge approprie, des renseignements techniques sur la culture, la transformation et l'utilisation du cacao.

2. Outre les renseignements que les membres sont tenus de communiquer en vertu d'autres articles du present Accord, le Conseil peut demander aux membres de lui fournir les données qu'il juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions, notamment des rapports periodiques sur les politiques de production et de consommation, les ventes, les prix, les exportations et les importations, les stocks et les mesures fiscales.

3. Si un membre ne donne pas ou a peine à donner dans un délai rainsonnable les renseignements, statistiques et autres, dont le Conseil a besoin pour le bon fonctionnement de l'Organisation, le Conseil peut exiger du membre en question qu'il en explique les raisons. Si une assistance technique se revèle nécessaire a cet égard, le Conseil peut prendre les mesures qui s'imposent.

4. Le Conseil publie a des dates appropriées, mais pas moins de deux fois par an, des estimations de la production de cacao en fèves et des broyages pour l'année contingentaire en cours.

ARTICLE 58.

Etudes.

Le Conseil encourage, autant qu'il le juge necessaire, des études sur l'économie de la production et de la distribution du cacao, y compris les tendances et les projections, l'incidence des mesures prises par le gouvernement dans les pays exportateurs et dans les pays importateurs sur la production et la consommation de cacao, les possibilités d'accroître la consommation de cacao dans ses usages traditionnels et éventuellement par de nouveaux usages, ainsi que les effets de l'application du présent Accord sur les exportateurs et les importateurs de cacao, notamment en ce qui concerne les termes de l'échange, et il peut adresser des recommandations aux membres sur les sujets a étudier.

Le Conseil peut également décider d'encourager la recherche scientifique sur des aspects spécifiques de la production, de la fabrication et de la consommation. Pour encourager ces études et cette recherche, le Conseil peut cooperer avec des organisations internationales et des instituts de recherche dans les pays membres.

ARTICLE 59.

Examen annuel.

Aussitôt que possible apres la fin de chaque annee contingentaire, le Conseil examine le fonctionnement du présent Accord et la manière dont les membres se conforment aux principes dudit Accord et en servent les objectifs. Il peut alors adresser aux membres des recommandations touchant les moyens d'améliorer le fonctionnement du présent Accord.

CHAPITRE XIV - DISPENSE D'OBLIGATIONS DANS DES CIRCOSTANCES EXCEPTIONNELLES

ARTICLE 60.

Dispense d'obligations dans des circostances exceptionnelles.

1. Le Conseil peut. par un vote special, dispenser un membre d'une obligation en raison de circostances exceptionnelles ou critiques, d'un cas de force majeure, ou d'obligations internationales prevues par la Charte des Nations Unies a l'égard des territoires administrés sous le regime de tutelle.

2. Quand il accorde une dispense a un membre en vertu du paragraphe 1, le Conseil precise explicitement selon quelles modalités, à quelles conditions et pour combien de temps le membres est dispensé de ladite obligation.

3. Nonobstant les dispositions precedentes du present article, le Conseil n'accorde pas de dispense a un membre en ce qui concerne:

a) L'obligation faite audit membre a l'article 24 de verser sa contribution ou les conséquences qu'entraîne le défaut de versement;

b) Un contingent d'exportation ou une autre limitation imposée aux exportations, si ce contingent ou cette limitation ont déjà été dépassés;

c) L'obligation d'exiger le paiement de toute contribution perçue au titre de l'article 39.

CHAPITRE XV - CONSULTATIONS, DIFFERENDS ET PLAINTES

ARTICLE 61.

Consultation.

Chaque membre accueille favorablement les representations qu'un autre membre peut lui faire au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord, et il lui donne des possibilités adéquates de consultations. Au cours de ces consultations, à la demande de l'une des parties et avec l'assentiment de l'autre, le Directeur executif fixe une procedure appropriee de conciliation. Les frais de ladite procédure ne sont pas imputables sur le budget de l'Organisation. Si cette procedure aboutit à une solution, il en est rendu compte au Directeur exécutif. Si aucune solution n'intervient, la question peut, à la demande de l'une des parties, être déférée au Conseil conformément à l'article 62.

ARTICLE 62.

Différends.

1. Tout différend relatif a l'interprétation ou à l'application du présent Accord qui n'est pas regle par les parties au différend est, à la demande de l'une des parties au différend, déféré au Conseil pour décision.

2. Quand un différend est déféré au Conseil en vertu du paragraphe 1 et a fait l'objet d'un débat, la majorité des membres, ou plusieurs membres détenant ensemble un tiers au moins du total des voix, peuvent demander au Conseil de prendre, avant de rendre sa décision, l'opinion, sur les questions en litige, d'un groupe consultatif spécial constitué ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3.

3. *a*) A moins que le Conseil n'en décide autrement a l'unanimité, le groupe consultatif special est composé de:

i) deux personnes, désignées par les membres exportateurs, dont l'une possede une grande experience des questions du genre de celles qui sont en litige, et dont l'autre est un juriste qualifié et expérimenté;

ii) deux personnes de qualifications analogues, désignées par les membres importateurs;

iii) un president choisi a l'unanimité par les quatre personnes désignées en vertu des alinéas i) et ii), ou, en cas de désaccord entre elles, par le Président du Conseil.

b) Il n'y a pas d'empêchement à ce que des ressortissants de membres siègent au groupe consultatif special.

c) Les membres du groupe consultatif spécial siegent a titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement.

d) Les dépenses du groupe consultatif spécial sont a la charge de l'Organisation.

4. L'opinion motivée du groupe consultatif special est soumise au Conseil, qui règle les différends après avoir pris en considération toutes les données pertinentes.

ARTICLE 63.

Action du Conseil en cas de plainte.

1. Toute plainte pour manquement, par un membre, aux obligations que lui impose le présent Accord est, a la demande du membre auteur de la plainte, déférée au Conseil, qui l'examine et statue.

2. La décision par laquelle le Conseil conclut qu'un membre est en infraction avec les obligations que lui impose le présent Accord est prise à la majorité repartie simple et doit specifier la nature de l'infraction.

3. Toutes les fois qu'il conclut, que ce soit ou non à la suite d'une plainte, qu'un membre est en infraction avec les obligations que lui impose le present Accord, le Conseil peut, par un vote spécial, sans préjudice des autres mesures prevues expressement dans d'autres articles du présent Accord, y compris l'article 73:

a) suspendre les droits de vote de ce membre au Conseil et au Comité exécutif, et

b) s'il le juge necessaire, suspendre d'autres droits de ce membre, notamment son eligibilité a une fonction au Conseil ou a l'un quelconque des comités de celui-ci, ou son droit d'exercer une telle fonction, jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ses obligations.

4. Un membre dont les droits de vote ont été suspendus conformément au paragraphe 3 demeure tenu de s'acquitter de ses obligations financières et autres obligations prévues par le présent Accord.

CHAPITRE XVI - NORMES DE TRAVAIL EQUITABLES

ARTICLE 64.

Normes de travail équitables.

Les membres déclarent qu'afin d'élever le niveau de vie des populations et d'instaurer le plein emploi, ils s'efforceront de maintenir, pour la main-d'oeuvre, des normes et conditions de travail équitables dans les diverses branches de la production de cacao des pays intéressés, en conformité avec leur niveau de développement, en ce qui concerne aussi bien les travailleurs agricoles que les travailleurs industriels qui y sont employés.

CHAPITRE XVII - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 65.

Signature.

Le présent Accord sera ouvert, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, a partir du 10 novembre 1975 jusqu'au 31 août 1976 inclus, à la signature des parties a l'Accord international de 1972 sur le cacao et des gouvernements invités a la Conférence des Nations Unies sur le cacao, 1975.

ARTICLE 66.

Ratification, acceptation, approbation

1. Le présent Accord est sujet à ratification, acceptation ou approbation par les gouvernements signataires conformément a leur procédure constitutionnelle.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au plus tard le 30 septembre 1976; toutefois, le Conseil pourra accorder des délais aux gouvernements signataires qui n auront pu déposer leur instrument à cette date.

3. Chaque gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation indique, au moment du dépôt, s'il est membre exportateur ou membre importateur.

ARTICLE 67.

Adhésion.

1. Les gouvernements de tous les Etats (1) peuvent adhérer au present Accord aux conditions que le Conseil détermine.

---

(1) A sa septième séance plénière, le 20 octobre 1975, la Conférence des Nations Unies sur le cacao, 1975, a adopté, sur recommandation de son Comité administratif et juridique, l'entente ci-apres:

« Aux termes de ses dispositions, le présent Accord sera ouvert à l'adhésion des gouvernements de tous les Etats et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera fonction de dépositaire. Il est entendu par la Conférence que le Secrétaire général, dans l'exercice de ses fonctions de dépositaire d'un accord qui renferme la clause "tous les Etats", suivra la pratique de l'Assemblée générale des Nations Unies dans l'application de cette clause et que, chaque fois que cela sera opportun, il sollicitera l'avis de l'Assemblée générale avant de recevoir un instrument d'adhésion ».

2. Le Conseil institué aux termes de l'Accord international de 1972 sur le cacao peut, en attendant l'entrée en vigueur du présent Accord, déterminer les conditions visee au paragraphe 1, sous reserve de confirmation par le Conseil institué aux termes du présent Accord et par le gouvernement intéressé.

3. Si ce guovernement est le gouvernement d'un pays exportateur qui ne figure ni dans l'annex *A* ni dans l'annex *C*, le Conseil, conformément à l'article 30, fixe, ainsi qu'il y a lieu, un contingent de base pour ce pays qui est alors réputé figurer dans l'annexe *A*.

4. L'adhésion s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion aupres du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 68.

Notification d'application à titre provisoire.

1. Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, accepter ou approuver le présent Accord ou un gouvernement pour lequel le Conseil a fixé des conditions d'adhésion, mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument, peut, a tout moment, notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 69, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée. Chaque gouvernement qui fait cette notification déclare, au moment où il la fait, s'il sera membre exportateur ou membre importateur.

2. Un gouvernement qui a notifié conformément au paragraphe 1 qu'il appliquera le présent Accord soit quand celui-ci entrera en vigueur, soit à une date spécifiée, est dès lors membre à titre provisoire. Il reste membre à titre provisoire jusqu'à la date de dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 69.

Entrée en vigueur.

1. Le présent Accord entrera en vigueur a titre définitif le 1er octobre 1976 si, à cette date, des gouvernements qui representent au mois cinq pays exportateurs groupant 80% au moins des contingents de base, tels qu'ils sont indiqués dans l'annexe *F*, et des gouvernements qui représentent des pays importateurs groupant 70% au moins des importations totales, telles qu'elles sont indiquées dans l'annexe *D*, ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur à titre définitif conformément à la phrase qui précède, il entrera en vigueur à titre définitif dès que les pourcentages requis seront atteints par suite du dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur a titre définitif le 1er octobre 1976 conformément au paragraphe 1, il entrera en vigueur a titre provisoire le 1er octobre 1976 si, a cette date, des gouvernements qui representent au moins cinq pays exportateurs groupant 80 % au moins des contingents de base, tels qu'ils sont indiqués dans l'annexe F, et des gouvernements qui representent des pays importateurs groupant 70 % au moins des importations totales, telles qu'elles sont indiquées dans l'annexe D, ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou ont notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'ils appliqueront le present Accord à titre provisoire quand il entrera en vigueur.

3. Si les conditions d'entrée en vigueur prevues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 ne sont pas encore remplies le 1er octobre 1976, le Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies invitera, aussitôt qu'il le jugera possible après cette date, les gouvernements qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui lui ont notifié qu'ils appliqueront le présent Accord a titre provisoire, a se reunir pour décider s'ils vont mettre le present Accord en vigueur entre eux, a titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie. Si aucune décision n'est prise a cette reunion, le Secrétaire general pourra convoquer ultérieurement d'autres réunions semblables s'il le juge approprié.

4. Pendant toute période où le present Accord sera en vigueur a titre provisoire conformément au paragraphe 2 ou au paragraphe 3, les gouvernements qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, de même que les gouvernements qui ont notifié au Secretaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'ils appliqueront le présent Accord a titre provisoire, seront membres a titre provisoire.

5. Pendant que le present Accord sera en vigueur a titre provisoire, les gouvernements participants prendront les dispositions nécessaires pour reconsidérer la situation et décider si le present Accord entrera en vigueur entre eux a titre définitif, restera en vigueur a titre provisoire ou cessera d'être en vigueur.

ARTICLE 70.

Réserves.

Aucune des dispositions du present Accord ne peut faire l'objet de réserves.

ARTICLE 71.

Application territoriale.

1. Tout gouvernement peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies, que le présent Accord est rendu applicable a tel ou tel des territoires dont

il assure actuellement en dernier ressort les relations internationales, et le present Accord s'applique aux territoires mentionnés dans ladite notification a compter de la date de celle-ci, ou de la date a laquelle le present Accord entre en vigueur pour ce gouvernement, si elle est postérieure a la notification.

2. Toute Partie contractante qui souhaite exercer, à l'égard de tel ou tel des territoires dont elle assure actuellement en dernier ressort les relations internationales, les droits que lui donne l'article 3, peut le faire en adressant au Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies une notification en ce sens, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit a tout moment par la suite. Si le territoire qui devient membre à titre individuel est un membre exportateur et ne figure ni dans l'annexe *A* ni dans l'annexe *C*, le Conseil assigne, ainsi qu'il y a lieu, un contingent de base pour ce territoire qui est alors reputé figurer dans l'annexe *A*.

3. Toute Partie contractante qui a fait une déclaration en application du paragraphe 1 peut, a tout moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire géneral de l'Organisation des Nations Unies, que le present Accord cesse de s'appliquer au territoire désigné dans la notification, et le present Accord cesse de s'appliquer audit territoire a compter de la date de cette notification.

4. Quand un territoire auquel le present Accord a eté rendu applicable conformément au paragraphe 1 devient ultérieurement indépendant, le gouvernement de ce territoire peut, dans les 90 jours qui suivent l'accession à l'indépendance, déclarer, par notification adressée au Secretaire general de l'Organisation des Nations Unies, qu'il a assumé les droits et les obligations d'une Partie contractante au present Accord. Il est Partie contractante au present Accord à compter de la date de cette notification. Si ladite Partie est un membre exportateur et ne figure ni dans l'annexe *A* ni dans l'annexe *C*, le Conseil assigne, ainsi qu'il y a lieu, un contingent de base pour cette Partie contractante qui est alors reputée figurer dans l'annexe *A*.

5. Le gouvernement d'un nouvel Etat qui a l'intention de faire une notification conformément au paragraphe 4, mais qui n'a pas encore eu la possibilité de mener a bien les procédures lui permettant de le faire, peut notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'il appliquera le present Accord a titre provisoire. Ce gouvernement est membre à titre provisoire jusqu'à ce qu'il fasse sa notification conformément au paragraphe 4 ou jusqu'à la date d'expiration du délai de 90 jours qui y est prévu, si elle est antérieure.

Article 72.

Retrait volontaire.

A tout moment apres l'entrée en vigueur du present Accord, tout membre peut se retirer du present Accord en notifiant son retrait par ecrit au Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies. Le retrait prend effet 90 jours après reception de la notification par le Secretaire general de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 73.

Exclusion.

Si le Conseil conclut, suivant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 63, qu'un membre est en infraction avec les obligations que le present Accord lui impose et s'il décide en outre que ladite infraction entrave serieusement le fonctionnement du present Accord, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre de l'Organisation internationale du cacao. Le Conseil notifie immédiatement cette exclusion au Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies. Quatre-vingt-dix jours après la date de la décision du Conseil, ledit membre cesse d'être membre de l'Organisation internationale du cacao et, s'il est Partie contractante, d'être partie au present Accord.

ARTICLE 74.

Liquidation des comptes en cas de retrait ou d'exclusion.

1. En cas de retrait ou d'exclusion d'un membre, le Conseil procede à la liquidation des comptes de ce membre. L'organisation conserve les sommes déjà versées par ce membre, qui est, d'autre part, tenu de lui regler toute somme qu'il lui doit a la date effective du retrait ou de l'exclusion; toutefois, s'il s'agit d'une Partie contractante qui ne peut accepter un amendement et qui, de ce fait, cesse de participer au present Accord en vertu du paragraphe 2 de l'article 76, le Conseil peut liquider le compte de la maniere qui lui semble équitable.

2. Un membre qui s'est retiré du present Accord, qui en a été exclu ou qui a cesse de toute autre maniere d'y participer, n'a droit a aucune part du produit de la liquidation ni des autres avoirs de l'Organisation; il ne peut lui être imputé non plus aucune partie du déficit eventuel de l'Organisation quand le present Accord prend fin.

ARTICLE 75.

Durée et fin.

1. Le présent Accord restera en vigueur jusqu'à la fin de la troisieme annee contingentaire complète qui suivra son entrée en vigueur, a moins qu'il ne soit proroge en application des paragraphes 2, 4 ou 5 ou qu'il n'y soit mis fin auparavant en application du paragraphe 6.

2. Avant la fin de la troisième année contingentaire mentionnée au paragraphe 1, le Conseil pourra, par un vote special, décider que le present Accord fera l'objet de nouvelles negociations ou sera proroge pour deux autres annees contigentaires.

3. Si, conformément aux dispositions du paragraphe 2, le présent Accord a été prorogé pour deux autres années contingentaires, le Conseil pourra, avant la fin de la cinquième annee contingentaire, décider par un vote special que le présent Accord fera l'objet de nouvelles négociations.

4. Si, avant la fin de la troisième année contingentaire mentionnee au paragraphe 1, les negociations en vue d'un nouvel accord destiné a remplacer le présent Accord n'ont pas encore abouti, le Conseil pourra, par un vote spécial, proroger le present Accord pour une nouvelle période ne dépassant pas deux annees contingentaires. Le Conseil notifiera cette prorogation au Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies.

5. Si, avant la fin de la troisième année contingentaire mentionnée au paragraphe 1, un nouvel accord destiné a remplacer le present Accord a été negocié et a été signé par un nombre de gouvernements suffisants pour qu'il entre en vigueur apres ratification, acceptation ou approbation, mais que ce nouvel accord ne soit pas entré en vigueur à titre provisoire ou définitif. la durée d'application du présent Accord sera prorogee jusqu'à l'entrée en vigueur, a titre provisoire ou définitif, du nouvel accord, étant entendu que la prorogation ne dépassera pas deux années contingentaires. Le Conseil notifiera cette prorogation au Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies.

6. Le Conseil peut a tout moment, par un vote special, décider de mettre fin au présent Accord. L'Accord prend alors fin a la date fixée par le Conseil, etant entendu que les obligations assumées par les membres en vertu de l'article 39 subsistent jusqu'à ce que les engagements financiers relatifs au stock regulateur aient eté remplis, ou, si elle est antérieure, jusqu'à la fin de la troisième année contingentaire suivant l'entrée en vigueur du present Accord. Le Conseil notifie cette décision au Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies.

7. Nonobstant la fin du présent Accord, le Conseil continue d'exister aussi longtemps qu'il le faut pour liquider l'Organisation, en apurer les comptes et en repartir les avoirs; il a, pendant cette période, les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires a ces effets.

ARTICLE 76.

Amendements.

1. Le Conseil peut, par un vote special, recommander aux Parties contractantes un amendement au present Accord. Le Conseil peut fixer une date a partir de laquelle chaque Partie contractante notifie au Secretaire general de l'Organisation des Nations Unies qu'elle accepte l'amendement. L'amendement prend effet 100 jours après que le Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies a reçu des notifications d'acceptation de Parties contractantes qui representent 75 % au moins des membres exportateurs groupant 85 % au moins des voix des membres exportateurs, et de Parties contractantes qui représentent 75 % au moins des membres importateurs groupant 85 % au moins des voix des membres importateurs, ou a une date ultérieure que le Conseil peut avoir fixée par un vote special. Le Conseil peut fixer un délai avant l'expiration duquel chaque Partie contractante doit notifier au Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies qu'elle accepte l'amendement et, si l'amendement n'est pas entré en vigueur a l'expiration de ce délai, il est considéré comme retiré. Le Conseil donne au Secrétaire general les renseignements necessaires pour déterminer si le nombre des notifications d'acceptation reçues est suffisant pour que l'amendement prenne effet.

2. Tout membre au nom duquel il n'a pas été fait de notification d'acceptation d'un amendement à la date ou celui-ci entre en vigueur cesse a cette date de participer au present Accord, à moins que ledit membre ne prouve au Conseil, lors de la première réunion que celui-ci tient après la date d'entrée en vigueur de l'amendement, qu'il n'a pu faire accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener a terme sa procédure constitutionnelle, et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation jusqu'à ce que ces difficultés aient eté surmontées. Ce membre n'est pas lié per l'amendement jusqu'à ce qu'il ait notifié son acceptation dudit amendement.

ARTICLE 77.

Dispositions supplémentaires et transitoires.

1. Le présent Accord sera considéré comme une continuation de l'Accord international de 1972 sur le cacao.

2. Afin de faciliter l'application ininterrompue de l'Accord international de 1972 sur le cacao :

a) Toutes les dispositions prises en vertu de l'Accord international de 1972 sur le cacao, soit per l'Organisation ou par l'un de ses organes, soit en leur nom, qui seront en vigueur au 30 septembre 1976 et dont il n'est pas specifié que l'effet expire a cette date, resteront en vigueur, à moins qu'elles ne soient modifiées par les dispositions du present Accord.

b) Toutes les décisions que le Conseil institué aux termes de l'Accord international de 1972 sur le cacao devra prendre au cours de l'année contingentaire 1975/1976, en vue de leur application au cours de l'année contingentaire 1976/1977, seront prises pendant la dernière session ordinaire du Conseil qui se tiendra au cours de l'année contingentaire 1975/1976 et seront appliquées a titre provisoire comme si le present Accord etait déjà entré en vigueur, étant entendu que, si un membre quelconque demande qu'une de ces décisions soit reconsidérée, elle devra être confirmée par le Conseil, par un vote spécial ou à la majorité repartie simple conformément au present Accord, dans les 90 jours qui suivront l'entrée en vigueur du present Accord.

ARTICLE 78.

Textes du présent Accord faisant foi.

Les textes du présent Accord en anglais, en espagnol, en français et en russe font tous egalement foi. Les originaux seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement, ont signé le present Accord a la date qui figure en regard de leur signature.

ANNEXES

ANNEXE *A*

Pays pour lesquels des contingents de base sont fixés conformément au paragraphe 1 *de l'article* 30.

Brésil

Côte d'Ivoire

Ghana

Guinée equatoriale

Mexique

Nigéria

République Dominicaine

République-Unie du Cameroun

Togo

ANNEXE *B*

Pays produisant moins de 10 000 tonnes de cacao ordinaire par an.

PAYS	PRODUCTION EN MILLIERS DE TONNES	
	1972/73	1973/74
Malaisie	7,0	10,0
Sierra Leone	6,6	7,7
Zaïre	5,0	5,0
Gabon	5,0	5,0
Philippines	3,5	4,0
Haïti	3,5	3,5
Libéria	3,0	3,1
Congo	2,1	2,1
Cuba	2,0	2,0
Pérou	2,0	2,0
Bolivie	1,4	1,4
Nouvelles-Hébrides	0,8	0,7
Angola	0,6	0,7
Guatemala	0,6	0,7
Nicaragua	0,6	0,6
République-Unie de Tanzanie	0,6	0,6
Ouganda	0,5	0,5
Honduras	0,3	0,3
	45,1	49,9

Source: *Quarterly Bulletin of Cocoa Statistics* (Vol. I, n. 4).

ANNEXE C

Producteurs de cacao fin (« fine » ou « flavour »).

1. *Pays exportateurs produisant exclusivement du cacao fin (« fine » ou « flavour »)* :

Dominique

Equateur

Grenade

Indonésie

Jamaïque

Madagascar

Panama

Sainte-Lucie

Saint-Vincent

Samoa-Occidental

Sri Lanka

Surinam

Trinité-et-Tobago

Venezuela

2. *Pays exportateurs produisant, mais non exclusivement, du cacao fin (« fine » ou « flavour »)* :

	PRODUCTION EN MILLIERS DE TONNES	
	1972/73	1973/74
Costa Rica (25 %)	5,0	6,0
Sao Tamé-et-Principe (50 %)	11,3	10,4
Papouasie-Nouvelle-Guinée (75 %)	23,1	30,0
	39,4	46,4

Source: *Quarterly Bulletin of Cocoa Statistics* (Vol. I, n. 4).

ANNEXE *D*

Importations de cacao calculées aux fins de l'article 10 (a)

PAYS	1972	1973	1974	Moyenne	Pourcentage
			(en milliers de tonnes)		
Etats-Unis d'Amérique	399,8	357,3	315,7	357,6	22,89
Allemagne, République fédérale d'	179,5	188,4	186,6	184,8	11,83
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	161,5	145,4	158,0	155,0	9,92
Royaume des Pays-Bas	151,9	144,9	144,7	147,2	9,42
Union des Républiques socialistes soviétiques	143,7	130,1	162,8	145,5	9,31
France	77,6	78,4	81,9	79,3	5,08
Japon	55,4	59,7	38,3	51,1	3,27
Italie	44,3	47,0	45,0	45,4	2,91
Belgique-Luxembourg	36,8	36,4	37,3	36,8	2,36
Espagne	38,7	35,8	34,9	36,5	2,34
Canada	39,1	34,9	30,0	34,7	2,22
Pologne	32,1	30,6	31,9	31,5	2,02
Suisse	28,8	31,7	27,7	29,4	1,88
Australie	24,7	19,8	28,0	24,2	1,55
République démocratique allemande	24,4	21,1	22,2	22,6	1,45
Tchécoslovaquie	20,8	19,3	21,2	20,4	1,31
Autriche	17,1	16,7	15,0	16,3	1,04

PAYS	1972	1973	1974	Moyenne	Pour-centage
Irlande . .	14,3	16,3	16,0	15,5	0,99
Yougoslavie .	14,5	12,1	19,1	15,2	0,97
Hongrie .	14,2	12,1	14,6	13,6	0,87
Suède	13,8	11.5	11,9	12,4	0,79
Argentine	11,2	11,1	13,3	11.9	0,76
Bulgarie .	11,8	8,4	8,5	9,6	0,61
Afrique du Sud	9,7	8,2	8,5	8.8	0,56
Roumanie	7,8	7,5	8,4	7.9	0,51
Norvège	9,4	7,6	6,8	7,9	0,51
Danemark .	8.7	7.3	6,1	7,4	0,47
Colombie	7,7	6.0	6,2	6,6	0,42
Nouvelle-Zélande	6,2	4,8	7,4	6,1	0,39
Finlande	6,0	5,8	6,5	6,1	0,39
Portugal	3,7	3,7	2,9	3,4	0,22
Philippines	4,9	2.8	2.6	3,4	0,22
Chili	2,9	2,7	2,3	2,6	0,17
Pérou	3,6	2,4	1,3	2.4	0,15
Algérie	1,1	1,1	1,1	1.1	0,07
Inde	0,7	0,7	0,8	0,7	0,05
Tunisie	0.8	0,4	0,7	0,6	0,04
Uruguay	0,6	0,5	0,5	0.5	0,03
Honduras	0,1	0,1	0,1	0,1	0,01
TOTAL	1 629,9	1 530,6	1 526,8	1 562,1	100,0

Source: *Quarterly Bulletin of Cocoa Statistics* (Vol. I, n. 4).

(*a*) Moyenne, pour les trois années 1972-1974, des importations *nettes* de cacao en fèves plus les importations *brutes* de produits dérivés du cacao, converties en equivalent de cacao en fèves au moyen des coefficients de conversion enumérés au paragraphe 2 de l'article 32.

ANNEXE *E*

Pays exportateurs auxquels s'applique le paragraphe 2 de l'article 36

Brésil

Mexique

République Dominicaine

ANNEXE *F*

Contingents de base calculés aux fins des paragraphes 1 et 2 de l'article 69 (a).

PAYS EXPORTATEURS	Production (en milliers de tonnes)	Contingents de base (en pourcentages)
Ghana	409,8	32,5
Nigéria	247,7	19,6
Côte d'Ivoire	196,3	15,5
Brésil	189,7	15,0
République-Unie du Cameroun	112,0	8,9
République Dominicaine	37,1	2,9
Mexique	27,3	2,2
Togo	23,1	1,8
Guinée équatoriale	19,6	1,6
	1 262,6	100,0

Source: *Quarterly Bulletin of Cocoa Statistics* (Vol. I, n. 4) (à l'exception du chiffre concernant la production de la République Dominicaine en 1973/74, qui a été communiqué par la délégation de ce pays a la Conférence des Nations Unies sur le cacao, 1975).

(*a*) Contingents calculés sur la base de la production moyenne des annees 1969/70 a 1973/74.

Pour l'Afghanistan

Pour l'Afrique du Sud

Pour l'Albanie

Pour l'Algérie

Pour l'Allemagne, République fédéral d'

RÜDIGER FREIHERR VON WECHMAR

Pour l'Arabie Saoudite

Pour l'Argentine

Pour l'Australie

RALPH LINDAY HARRY

Pour l'Autriche

PETER JANKOWITSCH

Pour les Bahamas

Pour Bahrein

Pour le Bangladesh

Pour la Barbade

Pour la Belgique

EDOUARD LONGERSTAEY

Pour le Bhoutan

Pour la Birmanie

Pour la Bolivie

Pour le Botswana

Pour le Brésil

SERGIO CORRÊA DA COSTA

Pour la Bulgarie

ALEXANDER YANKOV

Pour le Burundi

Pour le Cambodge

Pour le Canada

GEOFFREY FRANKLIN BRUCE

Pour le Cap-Vert

Pour le Chili

Pour la Chine

Pour Chypre

Pour la Colombie

Pour les Comores

Pour le Congo

Pour le Costa Rica

Pour la Côte d'Ivoire

Pour Cuba

Pour le Dahomey

Pour le Danemark

KNUD-ARNE HJERK ELIASEN

Pour l'Egypte

Pour El Salvador

Pour les Emirats arabes unis

Pour l'Equateur

MARIO ALEMÁN SALVADOR

Pour l'Espagne

JAIME DE PINÉS Y RUBOD

Pour les Etats-Unis d'Amérique

Pour l'Ethiopie

Pour Fidji

Pour la Finlande

AARNO KARHILO

Pour la France

LUIS DE GUIRINGAUD

Pour le Gabon

Pour la Gambie

Pour le Ghana

FRANK EDMUND BOATEN

Pour la Grèce

Pour la Grenade

Pour le Guatemala

JUAN LUIS ORANTES LUNA

Pour la Guinée

Pour la Guinée-Bissau

Pour la Guinée Equatoriale

Pour la Guyane

Pour Haïti

Pour la Haute-Volta

Pour le Honduras

Pour la Hongrie

IMRE HOLLAI

Pour l'Inde

Pour l'Indonésie

Pour l'Irak

Pour l'Iran

Pour l'Irlande

ADAIN MULLOY

Pour l'Islande

Pour Israël

Pour l'Italie

PIERO VINCI

Pour la Jamaïque

DONALD O. MILLIS

Pour le Japon

ISAO ABE

Pour la Jordanie

Pour le Kenya

Pour le Koweït

Pour le Laos

Pour le Lesotho

Pour le Liban

Pour le Libéria

Pour le Liechtenstein

Pour le Luxembourg

EDOUARD LONGERSTAEY

Pour Madagascar

Pour la Malaisie

Pour le Malawi

Pour les Maldives

Pour le Mali

Pour Malte

Pour le Maroc

Pour Maurice

Pour la Mauritanie

Pour le Mexique
ROBERTO DE ROSENZWEIG DIAZ

Pour Monaco

Pour la Mongolie

Pour le Mozambique

Pour Nauru

Pour le Népal

Pour le Nicaragua

Pour le Niger

Pour la Nigéria

Pour la Norvège

OLE ALGARD

Pour la Nouvelle-Zélande

MALCOM JAMES CAMPBELL TEMPLETON

Pour l'Oman

Pour l'Ouganda

Pour le Pakistan

Pour le Panama

JORGE E. ILLUECA

Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée

ALEN OAISA

Pour le Paraguay

Pour les Pays-Bas

P. A. VAN BUUREN

Pour le Pérou

Pour les Philippines

Pour la Pologne

Pour le Portugal

ANTONI LEAL DA COSTA LOBO

Pour le Qatar

Pour la République arabe libyenne

Pour la République arabe syrienne

Pour la République centrafricaine

Pour la République de Corée

Pour la République démocratique allemande
BERNHARD NEUGEBAUER

Pour la République démocratique du Viet-Nam

Pour la République Dominicaine

Pour la République populaire démocratique de Corée

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine

Pour la République du Sud Viet-Nam

Pour la République-Unie du Cameroun
FERDINAN LÉOPOLD OYONO

Pour la République-Unie de Tanzanie

Pour la Roumanie

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
IVOR S. RICHARD

Pour le Rwanda

Pour Saint-Marin

Pour le Saint-Siège

Pour le Samoa-Occidental

Pour Sao Tomé-et-Principe

Pour le Sénégal

Pour la Sierra Leone

Pour Singapour

Pour la Somalie

Pour le Souaziland

Pour le Soudan

Pour Sri Lanka

Pour la Suède
OLOF RYDBECK

Pour la Suisse
JEAN-FRANÇOIS SIGISMOND MARCUARD

Pour le Tchad

Pour la Tchécoslovaquie

Pour la Thaïlande

Pour le Togo

DABRA - TOGBE

Pour les Tonga

Pour la Trinité-et-Tobago

FRANK OWEN ABDULAH

Pour la Tunisie

Pour la Turquie

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques

MIKHAIL AVERKIYEVICH KHARMALOV

Pour l'Uruguay

Pour le Venezuela

MARÍA CLEMENCIA LÓPEZ

Pour le Yémen

Pour le Yémen démocratique

Pour la Yougoslavie

JAKSA PETRIC

Pour le Zaïre

UMBA DI LUTETE

Pour la Zambie

Pour la Communauté économique européenne

P. A. VAN BUUREN

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo, tra cui il testo in lingua francese.

ACCORDO INTERNAZIONALE DEL 1975 SUL CACAO

ELENCO DELLE MATERIE

ALLEGATI

CAPITOLO I - OBIETTIVI

ARTICOLO 1.

Obiettivi.

Gli obiettivi del presente Accordo tengono conto delle raccomandazioni formulate nell'Atto finale della prima sessione della Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e sullo sviluppo, e sono i seguenti:

a) attenuare le gravi difficoltà economiche che persisterebbero qualora l'equilibrio fra la produzione e il consumo di cacao non potesse venire realizzato con il gioco normale delle forze di mercato con la rapidità richiesta dalle circostanze;

b) impedire le eccessive fluttuazioni del prezzo del cacao che danneggiano a lungo termine gli interessi dei produttori e dei consumatori;

c) aiutare, con le disposizioni del caso, a mantenere ed aumentare i proventi che i paesi produttori ricavano dall'esportazione del cacao, contribuendo così ad incoraggiare un dinamico incremento della produzione ed a fornire a questi paesi risorse per un'espansione economica ed uno sviluppo sociale accelerato, pur tenendo conto degli interessi dei consumatori nei paesi membri importatori e in particolare della necessità di aumentare il consumo;

d) garantire un approvvigionamento sufficiente a prezzi ragionevoli, che siano equi per produttori e consumatori;

e) facilitare l'incremento del consumo e, se del caso, per quanto possibile, l'adeguamento della produzione in modo da equilibrare a lungo termine l'offerta e la domanda.

CAPITOLO II - DEFINIZIONI

ARTICOLO 2.

Definizioni.

Ai fini del presente accordo si deve intendere quanto segue:

a) per « *cacao* » il cacao in grani ed i prodotti derivati dal cacao;

b) per « *prodotti derivati dal cacao* » i prodotti fabbricati esclusivamente a base di grani di cacao, quale la pasta di cacao, il burro di cacao, la polvere di cacao senza aggiunta di zucchero, i panelli di cacao pressato e le mandorle decorticate nonché tutti gli altri prodotti che il Consiglio può designare, se necessario;

c) per « *cacao fine* » (« fine » o « flavour ») il cacao prodotto nei paesi di cui all'Allegato C, entro i limiti ivi indicati;

d) per « tonnellata » la tonnellata metrica di 1.000 chilogrammi, cioè 2.204,6 libbre a d p., e per « *libbra* » la libbra a d p., pari a 453,957 grammi;

e) per « campagna di raccolta » il periodo di 12 mesi dal 1° ottobre al 30 settembre inclusi;

f) per « anno contingentale » il periodo di 12 mesi dal 1° ottobre al 30 settembre inclusi;

g) per « contingente di base » il contingente di cui all'articolo 30;

h) per « contingente annuo di esportazione » il contingente di ciascun membro esportatore nella forma determinata in conformità all'articolo 31;

i) per « contingente di esportazione in vigore » il contingente di ciascun membro esportatore in un dato momento, quale è stabilito secondo l'articolo 31 o modificato conformemente all'articolo 34 oppure ridotto in conformità ai paragrafi 4, 5 e 6 dell'articolo 35 o quale può essere modificato in applicazione dell'articolo 36;

j) per « esportazione di cacao » tutto il cacao che esce dal territorio doganale di un qualsiasi paese, e per « importazione di cacao » tutto il cacao che entra nel territorio doganale di un qualsiasi paese; rimane inteso che ai fini di queste definizioni nel caso di un membro che comprende più di un territorio doganale, si intende « territorio doganale » il complesso dei territori doganali di questo stesso membro;

k) per « Organizzazione » l'Organizzazione internazionale del cacao di cui all'articolo 5;

l) per « Consiglio » il Consiglio internazionale del cacao di cui all'articolo 6;

m) per « membro » una Parte contraente al presente Accordo, ivi compresa una Parte contraente di cui al paragrafo 2 dell'articolo 3, oppure un territorio o un gruppo di territori in merito al quale è stata fatta una notifica in conformità al paragrafo 2 dell'articolo 71, oppure un'organizzazione intergovernativa di cui all'articolo 4;

n) per « paese esportatore oppure « membro esportatore » rispettivamente un paese o un membro le cui esportazioni di cacao convertite in equivalente di cacao in grani superano le importazioni;

o) per « paese importatore » oppure « membro importatore » rispettivamente un paese oppure un membro le cui importazioni di cacao convertite in equivalente di cacao in grani superano le esportazioni;

p) per « paese produttore » oppure « membro produttore » rispettivamente un paese oppure un membro che produce il cacao in quantitativi commercialmente rilevanti;

q) per « maggioranza suddivisa semplice » la maggioranza dei suffragi espressi dai membri esportatori e la maggioranza dei suffragi espressi dai membri importatori, calcolati separatamente;

r) per « votazione speciale » i due terzi dei suffragi espressi dai membri esportatori ed i due terzi di quelli degli importatori, calcolati separatamente, purché il numero di suffragi così espressi rappresenti almeno la metà dei membri presenti e votanti;

s) per « entrata in vigore » salvo precisazione contraria, la data in cui entra in vigore il presente accordo, a titolo provvisorio oppure a titolo definitivo.

CAPITOLO III - MEMBRI

ARTICOLO 3.

Membri dell'Organizzazione.

1. Ciascuna Parte contraente rappresenta un solo membro dell'Organizzazione, fatto salvo il paragrafo 2.

2. Se una Parte contraente, ivi compresi i territori delle cui relazioni internazionali essa e attualmente ed ufficialmente responsabile ed ai quali il presente accordo si applica a norma del paragrafo 1 dell'articolo 71, si compone di una o piu unità che, prese separatamente, costituirebbero un membro esportatore, e di una piu unità che, prese separatamente, costituirebbero un membro importatore, detta Parte contraente e questi territori possono essere membri a titolo congiunto oppure, se la Parte ha fatto all'uopo una notifica, a norma del paragrafo 2 dell'articolo 71, i territori che, presi separatamente, costituirebbero un membro esportatore possono allora diventare membri a titolo individuale, isolatamente, tutti insieme, oppure per gruppi, ed i territori che, presi separatamente, costituirebero un membro importatore possono diventare membri a titolo individuale, isolatamente, tutti insieme, oppure per gruppi.

3. Un membro puo cambiare categoria, alle condiizoni stabilite dal Consiglio.

ARTICOLO 4.

Partecipazione di organizzazioni intergovernative.

1. Ogniqualvolta nel presente Accordo si parla di « Governo » l'espressione vale per qualsiasi organizzazione intergovernativa che ha responsabilità in materia di trattative, di conclusione e di applicazione di accordi internazionali, in particolare di accordi riguardanti prodotti d base. Di conseguenza ogniqualvolta nel presente Accordo si parla della firma dell'accordo o del deposito di strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione oppure di una notifica o dell'indicazione dell'intento di applicare l'Accordo a titolo provvisorio, o dell'adesione di un Governo, nel caso di tali organizzazioni intergovernative, l'espressione vale anche per la firma, per il deposito di strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione, o per la notifica dell'applicazione dell'Accordo a titolo provvisorio o per l'adesione di dette organizzazioni intergovernative.

2. Le suddette organizzazioni intergovernative non hanno diritto di voto in quanto tali; in caso però di votazione su argomenti di loro competenza, esse sono autorizzate a disporre dei voti dei loro Stati membri, e li esprimono in blocco. In questo caso, gli Stati membri di dette organizzazioni intergovernative non sono autorizzati ad esercitare individualmente il diritto di voto.

3. Il paragrafo 1 dell'articolo 15 non si applica alle suddette organizzazioni intergovernative; dette organizzazioni possono però prendere parte alle discussioni del Comitato esecutivo sui problemi di loro competenza. In caso di votazione su problemi del genere, i voti di cui i loro Stati membri sono autorizzati a disporre in sede Comitato esecutivo sono utilizzati in blocco da uno qualsiasi di detti Stati membri.

CAPITOLO IV - ORGANIZZAZIONE E AMMINISTRAZIONE

ARTICOLO 5.

Creazione, sede e struttura dell'Organizzazione internazionale del cacao.

1. L'Organizzazione internazionale del cacao, creata dall'Accordo internazionale sul cacao del 1972, continua a garantire l'attuazione delle disposizioni del presente Accordo ed a controllarne l'applicazione.

2. L'Organizzazione esercita le sue funzioni tramite i seguenti organi:

a) il Consiglio internazionale del cacao ed il Comitato esecutivo;

b) il Direttore esecutivo ed il personale.

3. La sede dell'Organizzazione è a Londra, a meno che il Consiglio non decida diversamente con votazione speciale.

ARTICOLO 6.

Composizione del Consiglio internazionale del cacao.

1. La suprema autorità dell'Organizzazione è il Consiglio internazionale del cacao, che si compone di tutti i membri dell'Organizzazione.

2. Ciascun membro è rappresentato all'interno del Consiglio da un rappresentante e, se lo desidera, da uno o vari supplenti. Ogni membro può inoltre far assistere il suo rappresentante o i suoi supplenti da uno o più consiglieri.

ARTICOLO 7.

Poteri e funzioni del Consiglio.

1. Il Consiglio esercita tutti i poteri ed adempie o vigila affinché vengano adempiute tutte le funzioni necessarie per l'esecuzione delle esplicite disposizioni del presente accordo.

2. Il Consiglio emana, con votazione speciale, i regolamenti necessari per l'applicazione del presente Accordo e compatibili con quest'ultimo, con particolare riguardo al regolamento interno del Consiglio e dei suoi comitati, al regolamento finanziario ed al regolamento del personale dell'Organizzazione, nonché alle norme relative alla gestione ed al funzionamento della scorta stabilizzatrice. Nel suo regolamento interno, il Consiglio può definire una procedura che gli consenta di attuare, senza riunirsi, provvedimenti su determinate questioni.

3. Il Consiglio tiene aggiornata la documentazione necessaria per svolgere le funzioni conferitegli dal presente Accordo e qualsiasi altra documentazione esso ritenga appropriata.

4. Il Consiglio pubblica una relazione annuale. Questa relazione comprende l'esame annuale stabilito all'articolo 59. Il Consiglio pubblica anche qualsiasi altra informazione ritenuta appropriata.

ARTICOLO 8.

Presidente e Vicepresidenti del Consiglio.

1. Il Consiglio elegge per ogni anno contingentale un Presidente inoltre un primo ed un secondo Vicepresidente, che non sono retribuiti dall'Organizzazione.

2. Il Presidente ed il primo Vicepresidente vengono eletti entrambi fra i rappresentanti dei membri esportatori o fra quelli dei membri im-

portatori ed il secondo Vicepresidente fra i rappresentanti dell'altra categoria. Ogni anno contingentale queste due categorie di membri si alternano.

3. In caso di assenza temporanea contemporaneamente del Presidente e dei due Vicepresidenti, oppure in caso di assenza permanente di uno o più di essi, il Consiglio può eleggere fra i rappresentanti dei membri esportatori o fra quelli dei membri importatori, se del caso, nuovi titolari di queste funzioni, temporanei o permanenti a seconda dei casi.

4. Né il Presidente né alcun altro membro del Consiglio direttivo che presiede una riunione del Consilio prende parte alla votazione. Il suo supplente può esercitare il diritto di voto del membro che egli rappresenta.

Articolo 9.

Sessioni del Consiglio.

1. Come norma generale, il Consiglio si riunisce in sessione ordinaria una volta ogni semestre dell'anno contingentale.

2. Oltre alle riunioni che tiene nelle altre circostanze stabilite esplicitamente nel presente Accordo, il Consiglio si riunisce in sessione straordinaria per propria decisione o dietro richiesta specificata qui di seguito:

a) di cinque membri;

b) di un membro o più membri che detengono almeno 200 voti, oppure

c) del Comitato esecutivo.

3. Le sessioni del Consiglio vengono annunciate con almeno 30 giorni di anticipo, fatta eccezione per i casi urgenti e quando il presente Accordo richiede un altro termine.

4. A meno che il Consiglio decida diversamente con votazione speciale, le sessioni si svolgono presso la sede dell'Organizzazione. Se, dietro invito di un membro, la Commissione si riunisce in un posto diverso dalla sede dell'Organizzazione. questo membro prende a suo carico le spese supplementari che ne derivano.

Articolo 10.

Voti.

1. I membri esportatori detengono globalmente 1.000 voti, e quelli importatori pure globalmente 1.000 voti; questi voti sono suddivisi all'interno di ogni categoria di membri, e cioè quella dei membri esportatori e quella degli importatori, conformemente ai paragrafi che seguono del presente articolo.

2. I voti dei membri esportatori sono suddivisi nel modo seguente: 100 voti sono ripartiti in modo uguale fra tutti i membri esportatori, arrotondati per eccesso nei confronti di ciascun membro; i voti restanti sono suddivisi proporzionalmente ai contingenti di base.

3. I voti dei membri importatori sono suddivisi nel modo seguente: 100 voti sono ripartiti in modo uguale fra tutti i membri importatori, arrotondati per difetto o per eccesso nei confronti di ciascun membro; i voti restanti sono suddivisi in proporzione alle loro importazioni nella forma indicata all'allegato D.

4. Nessun membro detiene oltre 300 voti. I voti superiori a questa cifra, calcolati nella forma stabilita ai paragrafi 2 e 3, vengano ridistribuiti fra gli altri membri a norma di detti paragrafi 2 o 3 a seconda del caso.

5. Quando la partecipazione all'Organizzazione subisce una modifica oppure quando i diritti di voto di un membro sono sospesi o ristabiliti in applicazione di una disposizione del presente Accordo, il Consiglio procede alla ridistribuzione dei voti a norma del presente articolo.

6. I voti non possono essere frazionati.

ARTICOLO 11.

Procedura di votazione del consiglio.

1. Per la votazione ciascun membro dispone del numero di voti che detiene; esso non puo frazionare i suoi voti, comunque non è tenuto ad esprimere nello stesso senso dei propri, i voti di cui dispone a norma del paragrafo 2.

2. Con notifica scritta al Presidente del Consiglio ogni singolo membro esportatore può autorizzare qualsiasi altro membro esportatore, ed ogni singolo membro importatore può autorizzare qualsiasi altro membro importatore a rappresentare i suoi interessi ed a disporre dei suoi voti nelle riunioni del Consiglio. In questo caso non può essere applicata la limitazione di cui al paragrafo 4 dell'articolo 10.

3. I membri esportatori che producono unicamente cacao fino (« fine » oppure « flavour ») non prendono parte alla votazione sulle questioni riguardanti la fissazione e l'adeguamento dei contingenti, nonché la gestione ed il funzionamento della scorta stabilizzatrice.

ARTICOLO 12.

Decisioni del Consiglio.

1. Il Consiglio prende tutte le sue decisioni e formula tutte le sue raccomandazioni mediante una votazione a maggioranza suddivisa semplice dei suoi membri, a meno che il presente accordo non stabilisca una votazione speciale.

2. Nel computo dei voti necessari per l'approvazione di qualsiasi decisione o raccomandazione del Consiglio, i voti dei membri che si astengono non vengono presi in considerazione.

3. La seguente procedura viene applicata a qualsiasi decisione che il Consiglio deve prendere, a norma del presente accordo, mediante votazione speciale:

a) se la proposta non ottiene la maggioranza richiesta a seguito del voto negativo di uno, due o tre membri esportatori oppure di uno, due o tre membri importatori, qualora il Consiglio decida in questo senso con una votazione a maggioranza suddivisa semplice, la proposta viene rimessa ai voti entro 48 ore;

b) se, nel secondo scrutinio, la proposta non raccoglie ancora la maggioranza richiesta, a seguito del voto negativo di uno o due membri esportatori o di uno o due membri importatori, qualora il Consiglio decida in questo senso con votazione a maggioranza suddivisa semplice, la proposta stessa viene rimessa ai voti entro 24 ore;

c) se nel terzo scrutinio la proposta non raccoglie la maggioranza richiesta a seguito del voto negativo espresso da un membro esportatore o da un membro importatore, essa viene ritenuta approvata;

d) se il Consiglio non rimette ai voti la proposta, essa viene considerata respinta.

4. I membri si impegnano a considerarsi vincolati da qualsiasi decisione che il Consiglio prende in applicazione del presente Accordo.

ARTICOLO 13.

Cooperazione con altre organizzazioni.

1. Il Consiglio emana tutte le disposizioni adeguate per procedere a consultazioni o per cooperare con l'Organizzazione delle Nazioni Unite ed i suoi organi, in particolare con la Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e sullo sviluppo e con l'Organizzazione per l'alimentazione e l'agricoltura, con le altre istituzioni specializzate delle Nazioni Unite e con le organizzazioni intergovernative appropriate.

2. In considerazione del ruolo particolare assegnato alla Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e sullo sviluppo negli scambi internazionali sui prodotti di base, il Consiglio tiene questa organizzazione adeguatamente al corrente sulle sue attività e sui suoi programmi di lavoro.

3. Il Consiglio può attuare tutti i provvedimenti adatti al fine di mantenere proficui contatti con le organizzazioni internazionali dei produttori, dei negozianti e dei fabbricanti di cacao.

ARTICOLO 14.

Ammissione di osservatori.

1. Il Consiglio può invitare qualsiasi non membro che è membro dell'organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate oppure della Agenzia internazionale per l'energia atomica, ad assistere ad una qualsiasi delle sue riunioni in qualità di osservatore.

2. Il Consiglio può anche invitare una qualsiasi delle organizzazioni elencate all'articolo 13 ad assistere, in qualità di osservatore ad una delle sue riunioni.

ARTICOLO 15.

Composizione del Comitato esecutivo.

1. Il Comitato esecutivo si compone di 8 membri esportatori e di 8 membri importatori, salvo restando che se il numero dei membri esportatori o quello dei membri importatori dell'organizzazione è pari o inferiore a 10, il Consiglio può, pur mantenendo la parità fra le due categorie di membri, decidere, mediante votazione speciale, sul numero complessivo dei membri del Comitato esecutivo. I membri del Comitato esecutivo vengono eletti per ogni anno contingentale in conformità all'articolo 16 e sono rieleggibili.

2. Ogni membro eletto è rappresentato presso il Comitato esecutivo da un rappresentante e, se lo desidera, da uno o più supplenti. Egli può inoltre far assistere il suo rappresentante ed i suoi supplenti da uno o più consiglieri.

3. Il presidente ed il vice presidente del Comitato esecutivo vengono eletti per ogni anno contingentale dal Consiglio e sono scelti entrambi sia fra le delegazioni dei membri esportatori che fra quelle dei membri importatori. Ogni anno contingentale le due categorie di membri si alternano. In caso di assenza temporanea o permanente del presidente o del vice presidente, il Comitato esecutivo può eleggere fra i rappresentanti dei membri esportatori o fra quelli dei membri importatori, in base all'opportunità, nuovi titolari di queste funzioni, temporanei o permanenti, a seconda dei casi. Né il presidente né alcun altro membro del Consiglio direttivo che presiede la riunione del Comitato esecutivo prende parte alla votazione. Il suo supplente può esercitare il diritto di voto del membro che egli rappresenta.

4. Il Comitato esecutivo si riunisce presso la sede dell'Organizzazione a meno che venga deciso diversamente mediante votazione speciale. Se, su invito di un membro, il Comitato esecutivo si riunisce in un luogo diverso dalla sede dell'organizzazione, questo membro prende a suo carico le spese supplementari che ne derivano.

ARTICOLO 16.

Elezione del Comitato esecutivo.

1. I membri esportatori ed i membri importatori dell'organizzazione eleggono, rispettivamente, all'interno del Consiglio i membri esportatori ed i membri importatori del Comitato esecutivo. L'elezione in ogni categoria avviene secondo le disposizioni dei seguenti paragrafi del presente articolo.

2. Ogni membro fa convergere su un unico candidato i voti di cui dispone a norma dell'articolo 10. Un membro può passare ad un altro candidato i voti che è autorizzato ad utilizzare a norma del paragrafo 2, articolo 11.

3. I candidati che ottengono il maggior numero di suffragi vengono eletti.

ARTICOLO 17.

Competenza del Comitato esecutivo.

1. Il Comitato esecutivo è responsabile nei confronti del Consiglio ed esercita le sue funzioni sotto la direzione generale di quest'ultimo.

2. Il Comitato esecutivo segue costantemente l'evoluzione del mercato e raccomanda al Consiglio i provvedimenti che ritiene opportuni.

3. Salvo restando il suo diritto di esercitare uno qualsiasi dei suoi poteri, il Consiglio può, mediante votazione a maggioranza suddivisa semplice oppure mediante votazione speciale, a seconda che la decisione del Consiglio stesso in materia richieda una votazione a maggioranza suddivisa semplice o una votazione speciale trasferire al Comitato esecutivo uno qualsiasi dei suoi poteri ad eccezione di quelli qui di seguito elencati:

a) ridistribuzione dei voti in conformità dell'articolo 10;

b) approvazione del bilancio amministrativo e fissazione dei contributi in conformità dell'articolo 23;

c) revisione del prezzo minimo e del prezzo massimo conformemente al paragrafo 2 o al paragrafo 3 dell'articolo 29;

d) revisione dell'allegato C a norma del paragrafo 3 dell'articolo 33;

e) determinazione dei contingenti annui di esportazione in conformità all'articolo 31 e dei contingenti trimestrali in conformità al paragrafo 8 dell'articolo 35;

f) sospensione o restrizione degli acquisti della scorta stabilizzatrice in conformità al comma *b*) del paragrafo 10 dell'articolo 40;

g) decisione riguardante la destinazione del cacao ad impieghi non tradizionali in conformità all'articolo 46;

h) dispensa degli obblighi in conformità all'articolo 60;

i) soluzione delle vertenze, a norma dell'articolo 62;

j) sospensione dei diritti in conformità del paragrafo 3, dell'articolo 63;

k) determinazione delle condizioni di adesione in conformità dell'articolo 67;

l) esclusione di un membro in conformità dell'articolo 73;

m) proroga o scadenza del presente accordo in conformità dell'articolo 75;

n) raccomandazione di modifica ai membri in conformità dell'articolo 76.

4. Con votazione a maggioranza suddivisa semplice, il Consiglio può revocare in ogni momento qualsiasi delega di poteri al Comitato esecutivo.

ARTICOLO 18.

Procedura di votazione e decisioni del Comitato esecutivo.

1. Ogni membro del Comitato esecutivo è autorizzato ad utilizzare per la votazione il numero di voti che gli e assegnato a norma dell'articolo 16; nessun membro del Comitato esecutivo può frazionare i suoi voti.

2. Salvo restando il paragrafo 1 e mediante notifica scritta inviata al Presidente, qualsiasi membro esportatore o importatore che non sia membro del Comitato esecutivo e che non abbia dato i suoi voti, in conformità al paragrafo 2 dell'articolo 16, ad uno qualsiasi dei membri eletti, può autorizzare, secondo i casi, qualsiasi membro esportatore o qualsiasi membro importatore del Comitato esecutivo, a rappresentare i suoi interessi ed a utilizzare i suoi voti all'interno del Comitato esecutivo.

3. Nel corso di un anno contingentale qualsiasi, previa consultazione del membro del Comitato esecutivo per il quale ha votato in conformità dell'articolo 16, un membro può ritirare i voti dati a quest'ultimo. I voti ritirati possono essere dati ad un altro membro del Comitato esecutivo; ma non possono venirgli tolti per il resto dell'anno contingentale. Il membro del comitato esecutivo al quale sono stati ritirati i voti conserva nondimeno il suo seggio presso il Comitato esecutivo per il resto dell'anno contingentale. Qualsiasi provvedimento attuato in applicazione del presente paragrafo diventa effettivo dopo che il Presidente ne è stato informato per iscritto.

4. Qualsiasi decisione presa dal Comitato esecutivo necessita la stessa maggioranza richiesta per le decisioni del Consiglio.

5. Qualsiasi membro ha diritto di adire il Consiglio, alle condizioni stabilite dal regolamento interno di quest'ultimo, di qualsiasi decisione del Comitato esecutivo.

ARTICOLO 19.

Quorum alle riunioni del Consiglio e del Comitato esecutivo.

1. Il *quorum* richiesto per la riunione di apertura di una sessione del Consiglio e costituito dalla presenza della maggioranza dei membri esportatori e della maggioranza dei membri importatori, purché i membri di ciascuna categoria così presenti detengano almeno i due terzi del totale dei voti dei rispettivi membri.

2. Se il *quorum* di cui al paragrafo 1 non viene raggiunto il giorno fissato per la riunione di apertura della sessione né l'indomani, esso si ritiene costituito, con decorrenza dal terzo giorno e per il resto della sessione, dalla presenza della maggioranza dei membri esportatori e dalla maggioranza dei membri importatori, purché i membri di ciascuna categoria così presenti detengano la maggioranza semplice del totale dei voti dei membri rispettivi.

3. Il *quorum* richiesto per le riunioni successive alla riunione di apertura di una sessione in conformità al paragrafo 1 è quello prescritto al paragrafo 2.

4. Ogni membro rappresentato in conformità al paragrafo 2 dell'articolo 11 viene considerato presente.

5. Il *quorum* richiesto per qualsiasi riunione del Comitato esecutivo viene fissato dal Consiglio nel regolamento interno del Comitato esecutivo stesso.

ARTICOLO 20.

Personale dell'Organizzazione.

1. Dopo aver consultato il Comitato esecutivo, il Consiglio nomina il direttore esecutivo mediante votazione speciale. Esso fissa le condizioni di nomina del direttore esecutivo in base a quelle stabilite per gli omologhi funzionari di organizzazioni intergovernative analoghe.

2. Il direttore esecutivo è il più alto funzionario dell'Organizzazione; egli è responsabile nei confronti del Consiglio di amministrazione e del funzionamento del presente Accordo in conformità delle decisioni del Consiglio stesso.

3. Dopo aver consultato il Comitato esecutivo il Consiglio nomina con votazione speciale il direttore della scorta stabilizzatrice. Il Consiglio definisce le condizioni per la nomina del direttore della scorta in questione.

4. Il direttore della scorta stabilizzatrice è responsabile nei confronti del Consiglio per quanto riguarda l'espletamento delle funzioni conferitegli dal presente Accordo nonché di tutte le altre funzioni che il Consiglio può determinare. La responsabilità inerente a dette funzioni viene esercitata di concerto con il direttore esecutivo.

5. Salvo restando il paragrafo 4, il personale dell'Organizzazione è responsabile nei confronti del direttore esecutivo, il quale a sua volta è responsabile nei confronti del Consiglio.

6. Il direttore esecutivo nomina il personale in conformità del regolamento definito dal Consiglio. Per elaborare questo regolamento, il Consiglio si basa sui regolamenti applicati al personale di analoghe organizzazioni intergovernative. Se possibile, i funzionari vengono scelti fra i cittadini dei membri esportatori e dei membri importatori.

7. Né il direttore esecutivo né il direttore della scorta stabilizzatrice, né gli altri membri del personale devono avere interessi finanziari nell'industria, nel commercio, nel trasporto o nella pubblicità del cacao.

8. Per espletare i propri compiti, il direttore esecutivo, il direttore della scorta stabilizzatrice e gli altri membri del personale non sollecitano né accettano istruzioni da parte di membri od autorità esterni all'Organizzazione. Essi si astengono da qualsiasi atto incompatibile con la loro posizione di funzionari internazionali responsabili soltanto nei confronti dell'Organizzazione. Ciascun membro si impegna a rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle funzioni del direttore esecutivo, del direttore della scorta stabilizzatrice e del personale, ed a non cercare di influenzarli nell'esercizio delle loro funzioni.

CAPITOLO V - PRIVILEGI ED IMMUNITÀ

ARTICOLO 21.

Privilegi ed immunità.

1. L'Organizzazione ha personalità giuridica. Essa può, in particolare, concludere contratti, acquistare o cedere beni mobili ed immobili e stare in giudizio.

2. Lo statuto, i privilegi e le immunità dell'Organizzazione, del suo direttore esecutivo, del suo personale e dei suoi esperti, nonché dei rappresentanti dei membri che si trovano sul territorio del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord (qui di seguito chiamato « il governo ospitante ») per esercitare le loro funzioni, continuano ad essere disciplinati dall'Accordo relativo alla sede, concluso a Londra il 26 marzo 1975, fra il governo del Regno Unito di Gran Bretagna e l'Irlanda del Nord e l'Organizzazione internazionale del cacao.

3. L'accordo relativo alla sede di cui al paragrafo 2 è indipendente dal presente Accordo.

Esso prende fine nei seguenti casi:

a) se viene concluso un accordo in questo senso fra il Governo ospitante e l'Organizzazione;

b) quando la sede dell'Organizzazione non si trova più sul territorio del Governo ospitante, oppure;

c) qualora l'Organizzazione cessi di esistere.

4. L'Organizzazione può concludere con uno o più altri Stati membri accordi, che devono essere approvati dal Consiglio, riguardanti i privilegi e le immunità che possono essere necessari per la buona applicazione del presente Accordo.

CAPITOLO VI - DISPOSIZIONI FINANZIARIE

ARTICOLO 22.

Disposizioni finanziarie.

1. Per la gestione ed il funzionamento del presente Accordo, vengono tenuti due conti: quello amministrativo e quello della scorta stabilizzatrice.

2. Le spese necessarie per la gestione e per il funzionamento del presente Accordo, ad eccezione di quelle derivanti dal funzionamento e dalla conservazione della scorta stabilizzatrice istituita in conformità all'articolo 37, vengono imputate sul conto amministrativo e sono coperte dai contributi annui dei membri, come indicato all'articolo 23. Se un membro nondimeno esige servizi particolari, il Consiglio può chiedergliene il pagamento.

3. Qualsiasi spesa derivante dal funzionamento dalla conservazione della scorta stabilizzatrice a norma del paragrafo 6 dell'articolo 37 è imputata sul conto di detta scorta. Il Consiglio decide se una spesa diversa da quella specificata al paragrafo 6 dell'articolo 37 può essere imputata sul conto della scorta stabilizzatrice.

4. L'esercizio finanziario dell'Organizzazione coincide con l'anno contingentale.

5. Le spese per le delegazioni presso il Consiglio, presso il Comitato esecutivo e presso qualsiasi altro comitato del Consiglio o del Comitato esecutivo sono a carico dei membri interessati.

ARTICOLO 23.

Approvazione del bilancio amministrativo e fissazione dei contributi.

1. Durante il secondo semestre di ciascun esercizio finanziario il Consiglio approva il bilancio amministrativo dell'Organizzazione per l'esercizio successivo e fissa il contributo di ciascun membro.

2. Per ogni esercizio, il contributo di ciascun membro viene calcolato in base alla proporzione che all'atto dell'approvazione del bilancio amministrativo di questo esercizio esisteva fra il numero di voti di questo membro ed il numero di voti di tutti i membri riuniti. Per fissare i contributi, i voti di ogni membro vengono calcolati senza tener conto della eventuale sospensione dei diritti di voto di un membro ne della ridistribuzione dei voti che può risultarne.

3. Il Consiglio fissa il contributo iniziale di ogni membro che accede all'Organizzazione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo sulla base del numero dei voti assegnato a questo membro e della frazione di tempo non ancora trascorsa dell'esercizio in corso; i contributi fissati per gli altri membri per l'esercizio in corso rimangono invariati.

ARTICOLO 24.

Versamento dei contributi al bilancio amministrativo.

1. I contributi al bilancio amministrativo di ciascun esercizio finanziario possono essere pagati con valute liberamente convertibili; essi non sono soggetti al controllo dei cambi e sono esigibili sin dal primo giorno dell'esercizio.

2. Se un membro non versa integralmente la sua quota al bilancio amministrativo entro 5 mesi dall'inizio dell'esercizio, il direttore esecutivo gli chiede di effettuare al più presto il pagamento. Se il membro

in questione non versa il suo contributo allo scadere di 2 mesi dalla data della richiesta del direttore esecutivo, i diritti di voto di questo membro presso il Consiglio ed il Comitato esecutivo sono sospesi sino a versamento integrale della sua quota.

3. A meno che il Consiglio decida in questo senso mediante votazione speciale, un membro i cui diritti di voto sono stati sospesi in conformità al paragrafo 2 non può essere privato di alcuno dei suoi diritti ne dispensato dagli obblighi impostigli dal presente Accordo. Egli è tenuto a versare il suo contributo ed a fare fronte a tutti gli altri obblighi finanziari derivanti dal presente Accordo.

Articolo 25.

Verifica e pubblicazione dei conti.

1. Al più presto possibile, ma comunque non oltre sei mesi dopo la chiusura di ciascun esercizio finanziario vengono verificati e l'estratto conto dell'Organizzazione per l'esercizio ed il consuntivo di chiusura di detto esercizio a titolo di ciascuno dei conti di cui al paragrafo 1 dell'articolo 22. La verifica viene effettuata da un revisore dei conti indipendente di riconosciuta competenza, in collaborazione con due revisori qualificati dei Governi membri, di cui uno rappresenta i membri esportatori e l'altro i membri importatori e che sono eletti dal Consiglio per ciascun esercizio. I revisori dei Governi membri non sono retribuiti dall'Organizzazione.

2. Le modalità per la nomina del revisore dei conti indipendente di riconosciuta competenza nonché le intenzioni e gli scopi della verifica vengono definiti nel regolamento finanziario dell'Organizzazione. L'estratto dei conti ed il consuntivo verificati dell'Organizzazione vengono sottoposti al Consiglio per approvazione della sessione ordinaria successiva.

3. Viene pubblicato un sommario dei conti e del bilancio consuntivo così verificati.

CAPITOLO VII - PREZZI, CONTINGENTI, SCORTA STABILIZZATRICE E DESTINAZIONE AD IMPIEGHI NON TRADIZIONALI

Articolo 26.

Funzionamento del presente Accordo.

1. Ai fini del presente Accordo, i membri attuano provvedimenti per mantenere i prezzi del cacao in grani entro i limiti dei prezzi fissati di comune accordo. A questo scopo sotto il controllo del Consiglio viene stabilito un sistema di contingenti di esportazione, viene istituita una scorta stabilizzatrice e si prendono disposizioni per destinare ad

usi non tradizionali, con modalità rigorosamente disciplinate, le eccedenze di cacao rispetto ai contingenti e le eccedenze di cacao in grani rispetto alla scorta stabilizzatrice.

2. I membri conducono la loro politica commerciale in modo da realizzare gli obiettivi del presente Accordo.

ARTICOLO 27.

Consultazione e cooperazione con l'industria del cacao.

1. Il Consiglio incoraggia i membri a consultarsi con gli esperti in materia di cacao.

2. Nell'esecuzione degli obblighi imposti dal presente Accordo, i membri conducono le loro attività in modo da rispettare i normali circuiti commerciali e tengono debitamente conto dei legittimi interessi dell'industria del cacao.

3. I membri non intervengono nel giudizio arbitrale sulle vertenze commerciali tra acquirenti e venditori di cacao, se i contratti non possono venire eseguiti in base ai regolamenti emanati per l'applicazione del presente Accordo, e non frappongono ostacoli alla conclusione di procedure arbitrali. In siffatti casi, il fatto che i membri sono tenuti a conformarsi alle disposizioni del presente Accordo non viene accettato quale motivo di non esecuzione di un contratto o come argomento a difesa.

ARTICOLO 28.

Quotazione giornaliera e prezzo indicativo.

1. Ai fini del presente Accordo, il prezzo del cacao in grani viene determinato in relazione alla quotazione giornaliera e ad un prezzo indicativo.

2. Fatto salvo il paragrafo 4, la quotazione giornaliera rappresenta la media, calcolata quotidianamente, dei corsi del cacao in grani registrati, nei tre mesi attivi a termine più vicini alla Borsa del cacao di New York a mezzogiorno ed alla Borsa del cacao di Londra alla chiusura. I corsi di Londra vengono convertiti in centesimi di dollaro statunitense per libbra, al tasso di cambio giornaliero a 6 mesi stabilito a Londra alla chiusura. Il Consiglio decide sul modo di calcolo da applicare qualora siano disponibili soltanto i corsi su uno dei due mercati del cacao o se la borsa di Londra è chiusa. Il passaggio al successivo periodo di tre mesi viene effettuato il 15 del mese che precede immediatamente il mese di attività più vicino in cui scadono i contratti.

3. Il prezzo indicativo è rappresentato dalla media dei prezzi quotidiani fissati su un periodo di 15 giorni di mercato consecutivi oppure ai fini del comma c) del paragrafo 2 dell'articolo 34, su un periodo di 22 giorni di mercato consecutivi. Quando nel presente Accordo si parla del prezzo indicativo pari, inferiore o superiore ad una cifra qualsiasi, si deve intendere che la media dei prezzi quotidiani per il periodo ri-

chieto di giorni di mercato consecutivi è stato pari, inferiore o superiore a questa cifra. Il Consiglio approva regolamenti per l'applicazione del presente paragrafo.

4. Al fine di determinare il prezzo quotidiano ed il prezzo indicativo il Consiglio può decidere con votazione speciale di applicare qualsiasi altro modo di calcolo da esso ritenuto più soddisfacente di quello stabilito ai paragrafi 2 e 3.

ARTICOLO 29.

Prezzi.

1. Ai fini del presente Accordo, viene fissato per il cacao in grani, un prezzo minimo di 39 ed un prezzo massimo di 55 centesimi di dollaro statunitense per libbra.

2. Entro la fine del primo anno contingentale, ed in seguito qualora venga deciso di prorogare il presente Accordo per un ulteriore periodo di due anni, in applicazione dell'articolo 75, entro la fine del terzo anno contingentale, il Consiglio rivede il prezzo minimo e massimo e può modificarli con votazione speciale.

3. In circostanze eccezionali derivanti da sconvolgimenti della situazione economica o monetaria internazionale, il Consiglio rivede i prezzi minimo e massimo e può modificarli con votazione speciale.

4. Nella revisione dei prezzi effettuata conformemente ai paragrafi 2 e 3, il Consiglio prende in considerazione la tendenza dei prezzi del cacao, del consumo, della produzione e delle scorte di cacao, l'influenza dell'evoluzione della situazione economica mondiale o del sistema monetario mondiale sui corsi del cacao, nonché tutti gli altri fattori che potrebbero ripercuotersi sulla realizzazione degli obiettivi definiti nel presente Accordo. Il direttore esecutivo fornisce i dati necessari per un esame adeguato degli elementi sopra indicati.

5. L'articolo 76 non si applica alla revisione di prezzi effettuata in conformità al presente articolo.

ARTICOLO 30.

Contingenti di base.

1. Per ogni anno contingentale, il contigente di base assegnato ad ogni membro esportatore che figura nell'allegato *A* è costituito dalla percentuale della produzione media durante le cinque campagne di raccolta immediatamente precedenti per le quali l'Organizzazione dispone di dati definitivi sulla produzione rispetto al totale delle medie per tutti i membri esportatori di cui all'allegato *A*.

2. Non vengano assegnati contingenti di base ai membri esportatori che producono meno di 10.000 tonnellate di cacao ordinario e che sono elencati nell'allegato *B*.

3. Se l'evoluzione della produzione di un membro esportatore lo richiede, il Consiglio sottopone a revisione gli elenchi che figurano agli allegati *A* e *B*.

ARTICOLO 31.

Contingenti annui di esportazione.

1. Almeno quaranta giorni prima dell'inizio di ogni anno contingentale, il Consiglio approva una previsione della domanda mondiale netta d'importazione di cacao. A questo scopo, il Consiglio tiene conto di tutti i dati pertinenti che influiscono sulla domanda e sull'offerta di cacao che comprendono in particolare l'evoluzione precedente delle macinature, le prevedibili variazioni delle scorte e le tendenze correnti e previste dei prezzi. Sulla base di queste previsioni e in considerazione del volume previsto delle esportazioni non contingentate, nonché delle importazioni provenienti dai non membri, il Consiglio stabilisce immediatamente, con votazione speciale, il livello dei contingenti annui di esportazione eventualmente necessario per mantenere i prezzi entro il margine indicato all'articolo 29.

2. Se trentacinque giorni almeno prima dell'inizio dell'anno contingentale il Consiglio non può raggiungere un accordo sui contingenti annui di esportazione, il direttore esecutivo presenta al Consiglio le sue proposte in merito al totale dei contingenti annui d'esportazione. Il Consiglio prende immediatamente una decisione su queste proposte con votazione speciale. Il Consiglio fissa in ogni caso i contingenti annui di esportazione trenta giorni almeno prima dell'inizio dell'anno contingentale.

3. La previsione approvata conformemente al paragrafo 1 ed i contingenti annui di esportazione fissati su questa base vengono rivisti e, se del caso, riveduti dal Consiglio con votazione speciale durante la sessione ordinaria della prima metà dell'anno contingentale considerato in base ai dati statistici aggiornati che esso abbia potuto raccogliere in applicazione dell'articolo 57.

4. Il contingente annuo di esportazione per ciascun membro esportatore e proporzionale al contingente di base fissato conformemente all'articolo 30.

5. Su presentazione delle prove che ritiene soddisfacenti, il Consiglio autorizza ogni membro esportatore che produce meno di 10.000 tonnellate in un anno contingentale qualsiasi ad esportare durante detto anno un quantitativo che non superi la produzione effettiva di cui dispone per l'esportazione.

ARTICOLO 32.

Portata dei contingenti di esportazione.

1. I contingenti annui di esportazione comprendono quanto segue:

a) le esportazioni di cacao provenienti dai membri esportatori;

b) il cacao della campagna di raccolta in corso, registrato per essere esportato entro i limiti del contingente di esportazione in vigore alla fine dell'anno contingentale ma spedito dopo detto anno, salvo restando che l'esportazione verrà effettuata prima della fine del primo trimestre dell'anno contingentale seguente e sarà soggetta alle condizioni fissate dal Consiglio.

2. Per determinare l'equivalente in grani delle esportazioni di derivati del cacao provenienti dai membri esportatori e dai non membri esportatori, vengono applicati i seguenti coefficienti di conversione: 1,33 per il burro di cacao; 1,18 per i panelli e per la polvere di cacao, 1,25 per la pasta di cacao e le mandorle decorticate. Se del caso, il Consiglio può decidere che altri prodotti contenenti cacao devono essere considerati derivati del cacao. Il Consiglio definisce i coefficienti di conversione da applicare ai derivati del cacao diversi da quelli per i quali sono indicati i coefficienti di conversione nel presente paragrafo.

3. Sulla base di uno qualsiasi dei documenti di cui all'articolo 49, il Consiglio segue continuamente le esportazioni dei derivati dal cacao effettuate dai membri esportatori e le importazioni dei derivati del cacao provenienti dai non membri esportatori. Se il Consiglio constata che per un anno contingentale il divario fra le esportazioni di panelli di cacao e/o di polvere di cacao effettuate da un paese esportatore e le sue esportazioni di burro di cacao si è accentuato considerevolmente a danno dei panelli e/o dalla polvere di cacao a seguito, ad esempio, di un maggiore ricorso al procedimento di trasformazione mediante estrazione, i coefficienti di conversione da applicare per determinare l'equivalente in grani delle esportazioni dei derivati del cacao effettuate dai paesi in questione durante l'anno contingentale considerato e/o, se il Consiglio decide in questo senso, durante un successivo anno contingentale, sono i seguenti: 2,15 per il burro di cacao; 1,25 per la pasta di cacao e le mandorle decorticate; 0,30 per i panelli e la polvere di cacao; il contributo da riscuotere in conformità dell'articolo 39 viene modificato di conseguenza. Questa disposizione, nondimeno, non si applica se il calo delle esportazioni di prodotti diversi dal burro di cacao è dovuto ad un aumento del consumo interno umano oppure per altre ragioni che il paese esportatore dovrà esporre e che il Consiglio giudicherà probanti e accettabili.

4. Le forniture fatte al direttore della scorta stabilizzatrice dai membri esportatori a norma del paragrafo 2 dell'articolo 40 e del paragrafo 1 dell'articolo 46, nonché i quantitativi destinati ad usi non tradizionali a norma del paragrafo 2 dell'articolo 46, non vengono imputati sui contingenti di esportazione di questi membri.

5. Se il Consiglio raggiunge la certezza che dei membri esportatori hanno esportato cacao per scopi umanitari od altri scopi non commerciali, questo cacao non viene imputato sui contingenti di esportazione dei membri in questione.

ARTICOLO 33.

Cacao fine (« *fine* » *oppure* « *flavour* »).

1. Nonostante gli articoli 31 e 39, le disposizioni dell'Accordo in materia di contingenti di esportazione e di contributi destinati al finanziamento delle scorte stabilizzatrici non si applicano al cacao fine (« fine » oppure « flavour ») di qualsiasi membro esportatore di cui al paragrafo 1 dell'allegato *C* la cui produzione consiste esclusivamente in cacao fine (« fine » oppure « flavour »).

2. Il paragrafo 1 si applica anche nei confronti di qualsiasi membro esportatore che figura al paragrafo 2 dell'allegato *C* la cui produ-

zione consiste parzialmente in cacao fine (« fine » oppure « flavour »), sino a concorrenza della percentuale della sua produzione indicata al paragrafo 2 dell'allegato *C*. Le disposizioni del presente Accordo relative ai contingenti di esportazione ed ai contributi destinati a finanziare la scorta di stabilizzazione e nonché le altre limitazioni si applicano alla percentuale residua.

3. Il Consiglio può sottoporre a revisione l'allegato *C* con votazione speciale.

4. Qualora constati che la produzione oppure le esportazioni dei paesi che figurano nell'allegato C sono aumentate fortemente il Consiglio attua i provvedimenti del caso affinché le disposizioni del presente Accordo non vengano applicate abusivamente oppure ignorate di proposito.

5. Ogni membro esportatore che figura all'allegato *C* si impegna a richiedere la presentazione di un documento di controllo approvato dal Consiglio prima di autorizzare l'esportazione di cacao fine (« fine » oppure « flavour ») dal suo territorio. Ogni membro importatore si impegna a chiedere la presentazione di un documento di controllo approvato dal Consiglio prima di autorizzare l'importazione di cacao fine (« fine » oppure « flavour ») sul suo territorio.

Articolo 34.

Funzionamento ed adeguamento dei contingenti annui di esportazione

1. Il Consiglio segue l'evoluzione del mercato e si riunisce ogni qualvolta la situazione lo richieda.

2. A meno che con votazione speciale il Consiglio decida di aumentarli oppure di ridurli, i contingenti in vigore sono i seguenti:

a) quando il prezzo indicativo e superiore al prezzo minimo + 6 cents USA per libbra e inferiore o pari al prezzo minimo + 8 cents USA per libbra, i contingenti di esportazione in vigore rappresentano il 100% dei contingenti annui d'esportazione iniziali.

b) quando il prezzo indicativo è superiore al prezzo minimo + 3 cents USA per libbra e inferiore o pari al prezzo minimo + 6 cents USA per libbra, i contingenti d'esportazione in vigore rappresentano il 97% dei contingenti annui d'esportazione iniziali.

c) quando il prezzo indicativo e superiore al prezzo minimo + 8 cents USA per libbra, i contingenti d'esportazione in vigore vengono sospesi.

3. Quando il prezzo indicativo è superiore al prezzo minimo e inferiore o pari al prezzo minimo + 3 cents USA per libbra, il direttore della scorta stabilizzatrice acquista cacao in grani fino a concorrenza del 4% dei contingenti annui d'esportazione iniziali, alle condizioni stabilite ai paragrafi 3 e 6 dell'articolo 40.

4. Quando il prezzo indicativo è inferiore al prezzo minimo, il direttore della scorta stabilizzatrice acquista cacao in grani alle condizioni stabilite ai paragrafi 4 e 6 dell'articolo 40.

5. Quando il prezzo indicativo è superiore al prezzo minimo + 14 cents USA per libbra e inferiore o pari al prezzo massimo, le vendite della scorta stabilizzatrice si effettuano fino alla concorrenza del 7% dei contingenti annui d'esportazione iniziali alle condizioni stabilite al paragrafo 1 dell'articolo 41.

6. Quando il prezzo indicativo è superiore al prezzo massimo, le vendite della scorta stabilizzatrice si effettuano alle condizioni stabilite al paragrafo 1 dell'articolo 41.

ARTICOLO 35.

Rispetto dei contingenti di esportazione.

1. I membri prendono tutti i provvedimenti del caso affinché vengano rispettati assolutamente gli obblighi da essi contratti col presente Accordo in merito ai contingenti di esportazione. Il Consiglio può chiedere ai membri di prendere se necessario, provvedimenti supplementari onde applicare in modo effettivo il sistema dei contingenti di esportazione, ivi compresa l'emanazione, da parte dei membri esportatori, di regolamenti che prescrivono la registrazione di tutto il cacao che devono esportare entro i limiti dei contingenti di esportazione in vigore.

2. I membri esportatori si impegnano a organizzare le loro vendite in modo che la commercializzazione avvenga in modo regolare ed essi possano rispettare in qualsiasi momento il loro contingente di esportazione in vigore. In ogni caso, nessun membro esportatore esporta, oltre 85% nel corso dei primi due trimestri o più del 90% durante i primi tre trimestri del suo contingente annuo di esportazione stabilito in conformità dell'articolo 31.

3. Ciascun membro esportatore si impegna affinché il volume delle sue esportazioni di cacao non superi il suo contingente di esportazione in vigore.

4. Se un membro esportatore supera il suo contingente di esportazione di meno dell'1 per cento del suo contingente annuo di esportazione, questo quantitativo in più non viene considerato come un'infrazione al paragrafo 3. Nondimeno la differenza viene dedotta dal contingente di esportazione in vigore del membro interessato per l'anno contingentale seguente.

5. Se un membro esportatore supera una prima volta il suo contingente di esportazione in vigore di un quantitativo superiore al margine di tolleranza di cui al paragrafo 4, questo membro vende alla scorta stabilizzatrice, a meno che il Consiglio non decida diversamente, un quantitativo pari alla differenza, entro i tre mesi successivi alla data alla quale il Consiglio ha constatato la trasgressione. Questo quantitativo viene dedotto automaticamente dal suo contingente di esportazione in vigore per l'anno contingentale immediatamente successivo a quello in cui ha avuto luogo l'infrazione. Le vendite fatte alla scorta di stabilizzazione di cui al presente paragrafo vengano effettuate in conformità ai paragrafi 6 e 7 dell'articolo 40.

6. Se un membro esportatore supera una seconda volta o varie volte il suo contingente di esportazione in vigore di un quantitativo

superiore al margine di tolleranza di cui al paragrafo 4, a meno che il Consiglio non decida diversamente, questo membro vende alla scorta stabilizzatrice un quantitativo pari a due volte la differenza entro i tre mesi successivi la data alla quale il Consiglio ha constatato la trasgressione. Questo quantitativo viene dedotto automaticamente dal suo contingente di esportazione in vigore per l'anno contingentale immediatamente successivo a quello in cui ha avuto luogo l'infrazione. Le vendite fatte alla scorta stabilizzatrice di cui al presente paragrafo vengono effettuate in conformità dei paragrafi 6 e 7 dell'articolo 40.

7. Le misure attuate in applicazione dei paragrafi 5 e 6 del presente articolo non derogano alle disposizioni del capitolo XV.

8. Quando determina i contingenti annui di esportazione a norma dell'articolo 31, il Consiglio può decidere con votazione speciale, di fissare i contingenti trimestrali di esportazione. Contemporaneamente esso definisce le norme che disciplinano l'applicazione e la soppressione dei contingenti trimestrali di esportazione. Nel definire queste norme, il Consiglio tiene conto delle caratteristiche di produzione di ciascun membro esportatore.

9. Qualora l'istituzione oppure la riduzione di contingenti di esportazione non possa essere effettuata completamente durante l'anno contingentale in corso a causa dell'esistenza di contratti *bona fide* conclusi quando i contingenti di esportazione in vigore all'atto della conclusione dei contratti, l'adattamento viene apportato nei contingenti di esportazione in vigore per l'anno contingentale successivo. Il Consiglio può chiedere che gli vengano fornite le prove dell'esistenza di questi contratti.

10. I membri si impegnano a trasmettere immediatamente al Consiglio qualsiasi informazione che essi eventualmente raccolgano su infrazioni al presente Accordo oppure a norme o regolamenti emanati dal Consiglio.

ARTICOLO 36.

Redistribuzione dei disavanzi.

1. In ogni caso e al più presto entro la fine del mese di maggio di ogni anno contingentale, ogni membro esportatore comunica al Consiglio fino a che punto e per quali ragioni esso prevede di non utilizzare tutto il suo contingente in vigore oppure, al contrario, se pensa di superare questo contingente. A meno che con votazione speciale il Consiglio decida diversamente considerando la situazione di mercato, in base a queste notifiche e spiegazioni, il direttore esecutivo ridistribuisce l'importo dei disavanzi fra i membri esportatori in conformità alle norme stabilite dal Consiglio per quanto riguarda le condizioni, il momento, e le modalità di questa ridistribuzione. Queste norme contengono disposizioni che disciplinano il modo in cui vengono effettuate le riduzioni, in applicazione dei paragrafi 5 a 6 dell'articolo 35.

2. Per i membri esportatori i quali, a causa della data del raccolto della loro principale coltura, non sono in grado di notificare al Con-

siglio prima della fine del mese di maggio le eccedenze o i disavanzi da essi previsti, il termine di notifica di queste eccedenze o disavanzi viene prorogato fino a metà luglio. L'elenco dei paesi esportatori che possono beneficiare di questa proroga è riportato nell'allegato *E*.

ARTICOLO 37.

Istituzione e finanziamento della scorta stabilizzatrice.

1. Viene istituita una scorta stabilizzatrice.

2. Per la scorta stabilizzatrice viene acquistato e tenuto unicamente cacao in grani; la sua capacità massima è di 250.000 tonnellate.

3. Secondo le norme emanate dal Consiglio, il direttore della scorta stabilizzatrice è responsabile del suo funzionamento e dell'acquisto di cacao in grani, della vendita e della conservazione in buono stato delle scorte di cacao in grani, e evitando i rischi di mercato, del rinnovo dei lotti di cacao in grani, in conformità alle pertinenti disposizioni del presente Accordo. Il Consiglio prende in esame la possibilità e l'opportunità che il cacao in grani acquistato dalla scorta stabilizzatrice venga trasformato in derivati dal cacao e, in base a questo esame, può formulare raccomandazioni delle quali verrà tenuto conto all'atto del nuovo negoziato del presente Accordo conformemente all'articolo 75.

4. Per finanziare le operazioni dall'inizio del primo anno contingentale successivo all'entrata in vigore del presente Accordo alla scorta stabilizzatrice viene assegnato un reddito ordinario sotto forma di contributi riscossi sul cacao conformemente alle disposizioni dell'articolo 38. Se, però dispone di altre fonti di finanziamento, il Consiglio può decidere di riscuotere i contributi in altra data.

5. Se, da un dato momento, il reddito della scorta stabilizzatrice costituito dai contributi non sembra sufficiente per finanziare le operazioni, il Consiglio può, con votazione speciale, rivolgendosi a fonti appropriate, ivi compresi i governi dei paesi membri, chiedere in prestito fondi in valuta liberamente convertibile. Questi prestiti vengono rimborsati con i proventi derivanti da contributi, dalla vendita di cacao in grani della scorta stabilizzatrice ed, eventualmente dai vari redditi della scorta suddetta. I membri non sono individualmente responsabili del rimborso di questi prestiti.

6. Le spese di funzionamento e di conservazione della scorta stabilizzatrice, ivi comprese le seguenti;

a) retribuzione del direttore della scorta stabilizzatrice e dei membri del personale che gestiscono e conservano la scorta stessa, le spese sostenute dall'Organizzazione per amministrare e controllare la riscossione dei contributi e degli interessi oppure il rimborso delle somme che il Consiglio ha preso in prestito, e

b) altre spese, quali le spese di trasporto e di assicurazione a partire dal luogo di consegna f.o.b. fino al luogo di deposito della scorta

stabilizzatrice, il deposito, ivi compresa la fumigazione, le spese di movimentazione, di assicurazione, di gestione e di ispezione e qualsiasi spesa collegata con il rinnovo dei lotti del cacao in grani onde conservarli e mantenere inalterato il loro valore,
sono coperte dalla fonte ordinaria di reddito proveniente dai contributi e dai prestiti contratti a norma del paragrafo 5 oppure dai proventi delle rivendite effettuate in conformità del paragrafo 6 dell'articolo 40.

ARTICOLO 38.

Impiego dei fondi eccedenti della scorta stabilizzatrice.

1. Una parte dei fondi della scorta stabilizzatrice temporaneamente eccedenti l'importo richiesto per il finanziamento delle operazioni, può essere depositata adeguatamente nei paesi membri importatori ed esportatori, conformemente alle norme stabilite dal Consiglio.

2. Queste norme tengono conto in particolare della liquidità necessaria al funzionamento integrale della scorta stabilizzatrice e dell'interesse di preservare il valore effettivo dei fondi.

ARTICOLO 39.

Contributi al finanziamento della scorta stabilizzatrice.

1. L'aliquota del contributo riscosso sul cacao all'atto della prima esportazione oppure della prima importazione da parte di un membro è di un cent USA per libbra di cacao in grani e viene fissata in proporzione per i derivati dal cacao conformemente ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 32. In ogni caso il contributo viene riscosso una unica volta. A questo scopo le importazioni di cacao effettuate da un membro e, provenienti da un non membro vengono ritenute originarie di quest'ultimo, a meno che non venga provato che il cacao in questione è originario di un membro. Ogni anno il Consiglio riesamina l'aliquota della scorta stabilizzatrice e può, nonostante le disposizioni della prima frase del presente paragrafo, con votazione speciale fissare un'aliquota inferiore di contributo o decidere di sospendere il contributo stesso, tenendo conto delle risorse e degli impegni finanziari dell'organizzazione per quanto riguarda la scorta stabilizzatrice.

2. I certificati di contribuzione vengono rilasciati dal Consiglio in base alle norme da esso fissate. Queste norme tengono conto degli interessi del commercio del cacao e disciplinano in particolare l'eventuale impiego di agenti, il rilascio di documenti contro versamenti dei contributi, ed il versamento di contributi entro un termine stabilito.

3. I contributi riscossi conformemente alle disposizioni del presente articolo devono essere versati in valuta liberamente convertibile e non sono soggetti al controllo dei cambi.

4. Il presente articolo lascia salvo il diritto di qualsiasi acquirente oppure venditore di fissare di comune accordo le condizioni di pagamento delle forniture di cacao.

ARTICOLO 40.

Acquisti per la scorta stabilizzatrice.

1. Ai fini del presente articolo, la capacità massima di 250.000 tonnellate che costituisce la scorta stabilizzatrice viene suddivisa in aliquote individuali, assegnate ai membri esportatori nella stessa proporzione dei contingenti di base stabiliti conformemente all'articolo 30.

2. Se i contingenti annui di esportazione vengono ridotti a norma dell'articolo 34, ciascun membro esportatore presenta immediatamente un'offerta di vendita al direttore della scorta stabilizzatrice, il quale entro i dieci giorni successivi alla riduzione del contingente conclude con il primo un contratto di acquisto per una quantità di cacao in grani pari a quella di cui è stato diminuito il contingente di questo membro esportatore.

3. Quando il direttore della scorta stabilizzatrice effettua acquisti conformemente al paragrafo 3 dell'articolo 34, egli continuerà ad acquistare cacao in grani sino a concorrenza del 4% dei contingenti annui d'esportazione iniziali, oppure, se questo limite viene raggiunto prima, fino a quando il prezzo indicativo supera il prezzo minimo + 3 cents USA per libbra.

4. Quando il direttore della scorta stabilizzatrice effettua acquisti conformemente al paragrafo 4 dell'articolo 34, egli continuerà ad acquistare cacao in grani fino a quando il prezzo indicativo supera il prezzo minimo, oppure, se questo limite viene raggiunto prima, fino a che la scorta stabilizzatrice ha raggiunto la capacità massima.

5. Il direttore della scorta stabilizzatrice acquista unicamente il cacao in grani di qualità commerciale corrente riconosciuta ed in quantitativi di almeno 100 tonnellate; questo cacao in grani appartiene alla Organizzazione e viene da essa controllato.

6. Quando acquista cacao in grani conformemente ai paragrafi 3 e 4 dell'articolo 34 e al paragrafo 2 del presente articolo, il direttore della scorta stabilizzatrice procede a quanto segue:

a) un versamento ai prezzi correnti di mercato conformemente alle norme stabilite dal Consiglio; oppure

b) su richiesta del membro esportatore interessato

i) versamento iniziale di 25 cents USA per libbra f.o.b. alla consegna del cacao in grani rimanendo inteso che in qualsiasi momento dopo la fine del primo anno contingentale il Consiglio può decidere con votazione speciale su raccomandazione del direttore della scorta stabilizzatrice tenendo conto della situazione finanziaria attuale e prevista della scorta, che il versamento iniziale venga aumentato.

ii) versamento complementare a valere sulla vendita del cacao in grani della scorta stabilizzatrice, che rappresenta il ricavato della vendita meno il versamento fissato al comma *a*) di cui sopra e le spese di trasporto e di assicurazione a partire dal luogo di consegna f.o.b. sino al luogo di deposito della scorta stabilizzatrice le spese di magazzinaggio e di manutenzione e le spese, se ve ne sono, attinenti al rinnovo dei lotti di cacao in grani necessarie per conservarli e mantenere inalterato il loro valore.

7. Quando un membro ha già venduto al direttore della scorta stabilizzatrice una quantità di cacao in grani equivalente alla sua aliquota individuale, nella forma definita al paragrafo 1, all'atto della consegna il direttore della scorta stabilizzatrice paga per gli acquisti successivi soltanto il prezzo che verrebbe ottenuto dalla vendita del cacao in grani per usi non tradizionali. Se il cacao in grani acquistato a norma del presente paragrafo viene successivamente rivenduto in conformità dell'articolo 41, il direttore della scorta stabilizzatrice effettua, a favore del membro esportatore interessato, un versamento complementare che rappresenta il ricavato della rivendita meno il versamento già fatto a norma del presente paragrafo e le spese di trasporto e di assicurazione a partire dal luogo di consegna f.o.b. sino al luogo di deposito della scorta stabilizzatrice, le spese di deposito e di movimentazione e le spese, se ve ne sono, effettuate per il rinnovo dei lotti del cacao in grani necessarie per conservarli e mantenere inalterato il loro valore.

8. Quando conformemente al paragrafo 2 del cacao in grani, viene venduto al direttore della scorta stabilizzatrice il contratto deve contenere una clausola la quale autorizza il membro esportatore ad annullare il contratto complementare o in parte prima della consegna del cacao in grani nei seguenti casi;

a) se in seguito, nel corso dello stesso anno contingentale, il contingente la cui riduzione ha dato luogo alla vendita viene ristabilito a norma dell'articolo 34, oppure,

b) qualora, dopo la conclusione della vendita, la produzione durante lo stesso anno contingentale sia insufficiente perché il membro possa utilizzare il suo contingente di esportazione in vigore.

9. I contratti di acquisto conclusi conformemente al presente articolo stabiliscono che la consegna venga effettuata entro il termine fissato nel contratto, ma al più tardi entro i due mesi successivi alla fine dell'anno contingentale.

10. *a*) Il direttore della scorta stabilizzatrice tiene al corrente il Consiglio della situazione finanziaria della scorta stabilizzatrice. Se dovesse ritenere che i fondi non sono sufficienti per pagare il cacao in grani che secondo le sue previsioni gli verrà offerto durante l'anno contingentale in questione, egli chiede al direttore esecutivo di convocare una sessione straordinaria del Consiglio.

b) Se non ha possibilità di trovare un'altra soluzione valida, il Consiglio può, con votazione speciale sospendere o diminuire gli acquisti effettuati a norma dei paragrafi 2, 3, 4 e 7 sino al momento in cui è in grado di sistemare la situazione finanziaria.

11. Il direttore della scorta stabilizzatrice tiene i registri che gli consentano di espletare le funzioni conferitegli dal presente Accordo.

ARTICOLO 41.

Vendite delle scorte stabilizzatrici intese a difendere il prezzo massimo.

1. Il direttore della scorta stabilizzatrice procede a vendite della scorta stabilizzatrice in applicazione dei paragrafi 5 e 6 dell'articolo 34 conformemente al presente articolo:

a) le vendite vengono effettuate ai prezzi correnti di mercato;

b) una volta che sono iniziate le vendite della scorta stabilizzatrice in applicazione del paragrafo 5 dell'articolo 34, il direttore della scorta continua a mettere in vendita il cacao in grani sino a che si concreti una delle seguenti condizioni:

i) il prezzo indicativo scende sino al prezzo minimo + 14 cents USA per libbra, oppure

ii) sia esaurita tutta la sua disponibilità di cacao in grani, oppure

iii) le vendite effettuate raggiungono il 7% dei contingenti di esportazioni iniziali

c) quando il prezzo indicativo è pari o superiore al prezzo massimo, il direttore della scorta stabilizzatrice continua a mettere in vendita il cacao in grani sino a quando il prezzo indicativo torna al livello del prezzo massimo oppure in caso contrario, sino a quando ha esaurito le sue disponibilità di cacao in grani.

2. Quando effettua vendite di cui al paragrafo 1, il direttore della scorta stabilizzatrice in conformità delle norme approvate dal Consiglio e seguendo i canali normali vende alle imprese ed alle organizzazioni dei paesi membri, che esercitano il commercio o effettuano la trasformazione del cacao, ai fini di una trasformazione successiva.

3. Quando effettua vendite di cui al paragrafo 1, il direttore della scorta stabilizzatrice, a condizione che il prezzo proposto sia accettabile, concede il diritto di prelazione agli acquirenti degli Stati membri prima di dare il proprio benestare alle offerte di acquirenti di paesi non membri.

4. La scorta stabilizzatrice viene immagazzinata in luoghi idonei per facilitare la consegna immediata del cacao in deposito agli acquirenti di cui al paragrafo 2.

ARTICOLO 42.

Ritiro del cacao in grani della scorta stabilizzatrice.

1. Nonostante le disposizioni dell'articolo 41, un membro esportatore che, a seguito di un raccolto insufficiente, non è in grado di utilizzare tutto il suo contingente durante l'anno contingentale, può chiedere al Consiglio di approvare il ritiro di tutto o parte del cacao in grani acquistatogli dal direttore della scorta stabilizatrice durante l'anno contingentale precedente, ancora in deposito ed invenduto, sino a concorrenza dell'importo del suo contingente di esportazione in vigore che superi la sua produzione durante l'anno contingentale. Il membro esportatore interessato rimborsa al direttore della scorta stabilizzatrice, all'atto dello sblocco del cacao in grani, le spese occasionate da questo stesso cacao, che comprendono il versamento iniziale, le spese di trasporto e di assicurazione a partire del luogo di consegna f.o.b. sino al luogo di deposito della scorta stabilizzatrice, le spese di deposito e di movimentazione.

2. Il Consiglio stabilisce le norme che disciplinano il ritiro del cacao in grani dalla scorta stabilizzatrice in conformità al paragrafo 1.

Articolo 43.

Modifiche dei tassi di cambio delle valute.

1. Il direttore esecutivo convoca una sessione straordinaria del Consiglio, sia di sua iniziativa che su richiesta dei membri, conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 9, se le condizioni sul mercato dei cambi sono tali da incidere considerevolmente sulle disposizioni del presente Accordo relative ai prezzi. Le sessioni straordinarie del Consiglio, convocate in applicazione del presente paragrafo, si svolgono al massimo entro un termine di quattro giorni lavorativi.

2. Dopo la convocazione di questa sessione straordinaria ed in attesa delle sue conclusioni, il direttore esecutivo ed il direttore della scorta stabilizzatrice attuano il minimo di provvedimenti provvisori che ritengono necessari per evitare che il buon funzionamento dell'Accordo venga gravemente pregiudicato a causa delle condizioni sui mercati dei cambi. Essi possono in particolare, dopo aver consultato il Presidente del Consiglio, limitare temporaneamente o sospendere le operazioni della scorta stabilizzatrice.

3. Dopo aver esaminato la situazione, ed in particolare i provvedimenti provvisori eventualmente approvati dal direttore esecutivo e dal direttore della scorta stabilizzatrice, nonché le conseguenze che possono derivare dall'effettiva applicazione del presente accordo dalle condizioni sopraindicate sui mercati dei cambi, il Consiglio può, con votazione speciale approvare tutti i provvedimenti correttivi necessari.

Articolo 44.

Liquidazione della scorta stabilizzatrice.

1. Se il presente Accordo deve essere sostituito da un nuovo accordo che contenga disposizioni relative alla scorta stabilizzatrice, il Consiglio prende le misure ritenute adatte affinché la scorta stabilizzatrice possa continuare a funzionare.

2. Se il presente Accordo viene a scadenza senza essere stato sostituito da un nuovo accordo contenente disposizioni sulla scorta stabilizzatrice, si applicano le seguenti disposizioni:

a) non vengono conclusi altri contratti per l'acquisto di cacao in grani destinato alla scorta stabilizzatrice. Il direttore della scorta in questione tenendo conto delle condizioni correnti di mercato, vende le disponibilità in conformità alle norme stabilite dal Consiglio, con votazione speciale, all'atto dell'entrata in vigore del presente Accordo, a meno che prima del termine del presente Accordo, il Consiglio sottoponga a revisione queste norme a sua volta con votazione speciale. Il direttore della scorta stabilizzatrice mantiene il diritto di vendere il cacao in grani in qualsiasi momento della liquidazione per pagare le spese che derivano.

b) Il ricavato della vendita e le somme che figurano nel conto della scorta stabilizzatrice servono a pagare quanto segue, in ordine di importanza:

i) le spese di liquidazione;

ii) qualsiasi residuo dovuto, maggiorato degli interessi, a titolo di qualsiasi prestito contratto dall'organizzazione o a suo nome per la scorta stabilizzatrice;

iii) qualsiasi versamento supplementare da effettuare in applicazione dell'articolo 40.

c) Quando sono stati effettuati i pagamenti contemplati al comma *b*), l'eventuale saldo viene versato ai membri esportatori interessati, al prorata delle loro esportazioni sulle quali è stato riscosso il contributo.

ARTICOLO 45.

Garanzia di approvvigionamento.

1. I membri esportatori si impegnano a seguire, in conformità delle disposizioni del presente Accordo, politiche di vendita e di esportazione che non abbiano per conseguenza di limitare artificialmente la offerta alla vendita del cacao di cui dispongono e che garantiscano il regolare approvvigionamento in cacao degli importatori nei paesi membri importatori.

2. Se mettono in vendita il cacao al momento in cui il prezzo indicativo è superiore al prezzo massimo, i membri esportatori danno agli importatori dei paesi membri la preferenza sugli importatori dei paesi non membri. Quando il prezzo indicativo e superiore al prezzo massimo, i membri esportatori cercano, se possibile, di fissare un limite alle loro esportazioni destinate ai paesi non membri.

ARTICOLO 46.

Destinazione ad usi non tradizionali.

1. Se il quantitativo di cacao in grani detenuto dal direttore della scorta stabilizzatrice in conformità dall'articolo 40 supera la capacità massima di detta scorta, il suo direttore vende alle condizioni e modalità fissate dal Consiglio, queste eccedenze di cacao in grani per destinarle ad usi non tradizionali. Queste condizioni e modalità devono essere stabilite in modo che il cacao non rifluisca sul mercato normale. Nella misura del possibile ogni membro coopera a tal fine con il Consiglio.

2. Invece di vendere cacao in grani al direttore della scorta stabilizzatrice quando la scorta ha raggiunto la sua capacità massima, un membro esportatore può sotto il controllo del Consiglio destinare al consumo interno la sua eccedenza di cacao per usi non tradizionali.

3. Ogni volta che un impiego non tradizionale incompatibile con le disposizioni del presente Accordo viene portato a conoscenza del Consiglio, anche se il cacao destinato ad impieghi non tradizionali rifluisce sul mercato il Consiglio decide al più presto in merito ai provvedimenti da mettere in atto per ovviare a tale situazione.

CAPITOLO VIII - AVVISI D'IMPORTAZIONI E DI ESPORTAZIONI, REGISTRAZIONE DELLE OPERAZIONI A TITOLO DEI CONTINGENTI E MISURE DI CONTROLLO

ARTICOLO 47.

Avvisi di esportazioni e registrazione delle operazioni a titolo dei contingenti.

1. Conformemente alle norme emanate dal Consiglio, il direttore esecutivo tiene un registro del contingente annuo di esportazione e degli adeguamenti di questo contingente per ciascun membro esportatore; egli imputa sul contingente le esportazioni effettuate da questo membro a titolo dei contingente stesso, in modo che la situazione contingentale di ciascun membro esportatore sia aggiornata.

2. A tal fine, ogni membro esportatore informa il Direttore esecutivo ad intervalli che il Consiglio puo fissare, sûl volume complessivo delle esportazioni registrate allegandovi qualsiasi altra informazione che il Consiglio puo richiedere. Queste informazioni vengono pubblicate alla fine di ogni mese.

3. Le esportazioni non imputabili sui contingenti vengono registrate separatamente.

ARTICOLO 48.

Avvisi di importazioni e di esportazioni.

1. Conformemente alle norme stabilite dal Consiglio, il Direttore esecutivo tiene un registro delle importazioni dei membri e delle esportazioni provenienti dai membri importatori.

2. A tal fine, ogni membro comunica al direttore esecutivo il volume complessivo delle sue importazioni ed ogni membro importatore informa il direttore esecutivo, ad intervalli che il Consiglio può fissare, sul volume complessivo delle sue esportazioni, allegando qualsiasi altra informazione che il Consiglio puo chiedere. Queste informazioni vengono pubblicate alla fine di ogni mese.

3. Le importazioni che, in conformità con il presente Accordo, non sono imputabili sui contingenti di esportazione vengono registrate separatamente.

ARTICOLO 49.

Misure di controllo.

1. Ogni membro che esporta il cacao esige la presentazione di un certificato di contribuzione valido o di qualsiasi altro documento di controllo riconosciuto dal Consiglio, prima di autorizzare la spedizione di cacao dal suo territorio doganale. Ogni membro che importa il cacao esige la presentazione di un certificato di contribuzione valido o di qualsiasi altro documento di controllo riconosciuto dal Consiglio, prima di autorizzare qualsiasi importazione di cacao sul suo territorio doganale, in provenienza da un membro o da un non membro.

2. Nessun certificato di contribuzione viene richiesto per il cacao esportato in conformità ai paragrafi 4 e 5 dell'articolo 32. Il Consiglio procede a quanto necessario per rilasciare i documenti di controllo richiesti per queste spedizioni.

3. Non viene rilasciato il certificato di contribuzione ne qualsiasi altro documento di controllo riconosciuto dal Consiglio per le spedizioni di cacao effettuate in un periodo qualsiasi, che superino le esportazioni autorizzate per questo stesso periodo.

4. Con votazione speciale, il Consiglio fissa le norme ritenute necessarie per quanto riguarda i certificati di contribuzione ed altri documenti di controllo riconosciuti.

5. Per il cacao fine (« *fine* » oppure « *flavour* ») il Consiglio fissa le norme ritenute necessarie per la semplificazione della procedura riguardante i documenti di controllo riconosciuti dal Consiglio tenendo conto di tutti i dati pertinenti.

CAPITOLO IX - PRODUZIONE E SCORTE

ARTICOLO 50.

Produzione e scorte.

1. I membri riconoscono la necessità di realizzare un equilibrio ragionevole fra la produzione ed il consumo e cooperano con il Consiglio per raggiungere questo obiettivo.

2. Ogni membro produttore puo stabilire un piano di adeguamento della sua produzione in modo che l'obiettivo enunciato al paragrafo 1 possa venir raggiunto. Ogni membro produttore interessato è responsabile della politica e dei metodi che applica per raggiungere questo obiettivo.

3. Il Consiglio esamina ogni anno il livello delle scorte nel mondo e formula le raccomandazioni che si impongono a seguito di questo esame.

4. Nella prima sessione, il Consiglio attua tutti i provvedimenti per elaborare un programma inteso a riunire le informazioni necessarie onde determinare, secondo criteri scientifici, la capacità mondiale di produzione attuale e potenziale, nonché il consumo mondiale attuale e potenziale. I membri facilitano l'esecuzione di questo programma.

CAPITOLO X - INCREMENTO DEL CONSUMO

Articolo 51.

Ostacoli all'aumento del consumo.

1. I membri riconoscono la necessità di sviluppare il più possibile l'economia del cacao e quindi di agevolare l'aumento del consumo di cacao rispetto alla produzione onde realizzare il miglior equilibrio a lungo termine fra offerta e domanda, e a questo proposito riconoscono anche la necessità di sopprimere tutti gli ostacoli che possono frapporsi a detto incremento.

2. Il Consiglio definisce i problemi speciali derivanti dagli ostacoli all'incremento del commercio e del consumo di cacao di cui al paragrafo 1 e circa i provvedimenti reciprocamente accettabili che potrebbero venir attuati in pratica per eliminare progressivamente detti ostacoli.

3. In considerazione dei succitati obiettivi e delle disposizioni del paragrafo 2, i membri cercano di attuare provvedimenti volti a rimuovere progressivamente gli ostacoli all'incremento del consumo e, per quanto possibile, di eliminarli oppure di diminuirne notevolmente gli effetti.

4. Ai fini del presente articolo, il Consiglio può trasmettere raccomandazioni ai membri ed esamina periodicamente, dopo la prima sessione ordinaria del secondo anno contingentale, i risultati ottenuti.

5. I membri informano il Consiglio in merito a tutti i provvedimenti attuati per rendere operanti il presente articolo.

Articolo 52.

Propaganda a favore del consumo.

1. Il Consiglio può istituire un comitato con l'obiettivo di stimolare il consumo di cacao contemporaneamente nei paesi esportatori e nei paesi importatori. Il Consiglio effettua periodicamente una rassegna dei lavori del Comitato.

2. Le spese derivanti dal programma di promozione sono coperte dalle quote pagate dei membri esportatori. Anche i membri importatori

possono contribuire finanziariamente al programma. La composizione del Comitato é limitata ai membri che contribuiscono al programma di promozione.

3. Prima di dare l'avvio ad una campagna di promozione nel territorio di un membro, il Comitato cerca di ottenere l'autorizzazione di questo membro.

ARTICOLO 53.

Prodotti di sostituzione del cacao.

1. I membri riconoscono che l'impiego di prodotti di sostituzione può nuocere all'aumento del consumo del cacao. A questo proposito, essi convengono di emanare una normativa relativa ai derivati del cacao ed al cioccolato o di adeguare, se necessario, la normativa esistente in modo che detta normativa impedisca che materie non provenienti dal cacao vengano utilizzate in luogo del cacao per indurre in errore il consumatore.

2. All'atto della definizione o della revisione di qualsiasi normativa basata sui principi di cui al paragrafo 1, i membri tengono pienamente conto delle raccomandazioni e delle decisioni dei competenti organismi internazionali, quali il Consiglio e il Comitato del Codex sui prodotti contenenti cacao e cioccolato.

3. Il Consiglio puo raccomandare ad un membro di attuare i provvedimenti ritenuti opportuni dal Consiglio stesso per garantire l'osservanza delle disposizioni del presente articolo.

4. Il direttore esecutivo presenta al Consiglio una relazione annua sul modo in cui vengono rispettate le disposizioni del presente articolo.

CAPITOLO XI - CACAO TRASFORMATO

ARTICOLO 54.

Cacao trasformato.

1. Si riconosce che i paesi in via di sviluppo devono ampliare le basi della loro economia, in particolare mediante l'industrializzazione e l'esportazione di articoli manufatti, ivi compresa la trasformazione del cacao e l'esportazione di derivati del cacao e del cioccolato. A questo proposito si riconosce anche la necessità di vigilare affinché non venga danneggiata gravemente la posizione del cacao nell'economia dei membri esportatori o di quelli importatori.

2. Qualora ravvisi il rischio di danno ai propri interessi in uno qualsiasi di questi settori, ogni membro può dare l'avvio a consultazioni con l'altro membro interessato al fine di raggiungere un'intesa soddisfacente per le parti in causa, in mancanza della quale il membro può riferire al Consiglio, che presta a tal fine i suoi buoni uffici.

CAPITOLO XII - RELAZIONI FRA MEMBRI E NON MEMBRI

Articolo 55.

Limitazione delle importazioni in provenienza dai non membri.

1. Ciascun membro limita le sue importazioni annue di cacao prodotto nei paesi non membri, ad eccezione delle importazioni di cacao fine (« *fine* » oppure « *flavour* ») provenienti da paesi esportatori che figurano all'allegato *C*, in conformità alle disposizioni del presente articolo.

2. Ciascun membro si impegna per ogni anno contingentale a quanto segue:

a) a non autorizzare l'importazione di un quantitativo totale di cacao prodotto in paesi non membri presi collettivamente, che superi la quantità media che ha importato da questi paesi non membri presi collettivamente nei tre anni civili 1970, 1971 e 1972;

b) a ridurre di metà il quantitativo fissato al comma *a*) quando il prezzo indicativo scende al di sotto del prezzo minimo, ed a mantenerne questa riduzione sino a quando il livello dei contingenti in vigore raggiunga quello di cui al comma *a*) del paragrafo 2 dell'articolo 34.

3. Il Consiglio può, con votazione speciale, sospendere completamente o in parte le limitazioni di cui al paragrafo 2. In ogni caso, le limitazioni di cui al comma *a*) del paragrafo 2 non si applicano quando il prezzo indicativo del cacao è superiore al prezzo massimo.

4. Le limitazioni di cui al comma *a*) del paragrafo 2 non riguardano il cacao acquistato in base ai contratti *bona fide* conclusi quando il prezzo indicativo era superiore al prezzo massimo; le limitazioni di cui al comma *b*), paragrafo 2 non riguardano il cacao acquistato a norma dei contratti *bona fide* conclusi prima che il prezzo indicativo scendesse al di sotto del prezzo minimo. In questi casi, fatte salve le disposizioni del comma *b*) del paragrafo 2, le riduzioni vengono effettuate durante l'anno contingentale successivo a meno che il Consiglio decida di rinunciare a queste riduzioni o di applicarle in un successivo anno contingentale.

5. I membri informano regolarmente il Consiglio sui quantitativi di cacao che essi hanno importato dai non membri oppure che hanno esportato in paesi non membri.

6. A meno che il Consiglio decida diversamente, qualsiasi importazione di un membro proveniente da non membri superiori al quantitativo che egli è autorizzato ad importare a norma del presente articolo viene dedotta dal quantitativo che egli sarebbe stato normalmente autorizzato ad importare durante l'anno contingentale successivo.

7. Se a varie riprese un membro non si conforma alle disposizioni del presente articolo, con votazione speciale, il Consiglio può sospendere i diritti di voto di questo membro al consiglio e il suo diritto a votare oppure a fare votare a suo nome in sede di Comitato esecutivo.

8. Gli obblighi enunciati nel presente articolo lasciano salvi gli obblighi contrari di carattere bilaterale o multiaterale contratti eventualmente dai membri nei confronti dei non membri prima dell'entrata in vigore del presente Accordo purché ogni membro che ha contratto questi obblighi contrari li adempia in modo da attenuare, nelle misura del possibile, il conflitto tra detti obblighi e quelli enunciati nel presente articolo, che egli attui il più rapidamente possbile tutti i provvedimenti per conciliare detti obblighi con le dsposizioni del presente articolo e che esponga dettagliatamente al Consiglio la natura di detti obblighi ed i provvedimenti da esso attuati per attenuare o sopprimere il conflitto.

ARTICOLO 56.

Operazioni commerciali con non membri.

1. I membri esportatori si impegnano a non vendere cacao a non membri a condizioni commerciali più favorevoli di quelle che essi sono disposti ad offrire nello stesso momento a membri importatori, date le pratiche commerciali normali.

2. I membri importatori si impegnano a non acquistare cacao a non membri a condizioni commerciali più favorevoli di quelle che essi sono disposti ad accettare nello stesso momento dai membri esportatori, sulla base della pratiche commerciali normali.

3. Il Consiglio sottopone a revisione periodica l'applicazione dei paragrafi 1 e 2 e può chiedere ai paesi membri di comunicare informazioni adatte in conformità all'articolo 57.

4. Fatta salva l'applicazione del paragrafo 8 dell'articolo 55, ogni membro il quale abbia ragione di ritenere che un altro membro ha mancato all'obbligo enunciato al paragrafo 1 oppure al paragrafo 2 può informare il direttore esecutivo e chiedere consultazioni in applicazione dell'articolo 61 o riferirne al Consiglio in conformità all'articolo 63.

CAPITOLO XIII - INFORMAZIONE E STUDI

ARTICOLO 57.

Informazione.

1. L'Organizzazione serve quale centro di raccolta, di scambio e di pubblicazione per quanto segue:

a) informazioni statistiche su produzione, vendite, prezzi, esportazioni ed importazioni, consumo e scorte di cacao nel mondo;

b) qualora lo ritenga necessario, informazioni tecniche sulla coltura, il trattamento e l'impiego del cacao.

2. Oltre ad informazioni che i membri sono tenuti a comunicare a norma di altri articoli del presente Accordo, il Consiglio può chiedere ai membri di fornirgli i dati che ritiene necessari per l'espletamento delle sue funzioni, in particolare relazioni periodiche sulle politiche di produzione e di consumo, le vendite, i prezzi, le esportazioni e le importazioni, le scorte ed i provvedimenti di natura fiscale.

3. Se un membro non fornisce o ha difficoltà a fornire entro un termine ragionevole le informazioni statistiche necessarie al Consiglio per il buon funzionamento dell'Organizzazione, il Consiglio stesso può chiedere al membro in questione di spiegarne i motivi. Qualora si dovesse rivelare necessaria un'assistenza tecnica a questo proposito, il Consiglio può attuare i provvedimenti che si impongono.

4. Alle date opportune, e comunque non meno di due volte l'anno, il Consiglio pubblica valutazioni della produzione del cacao in grani e delle frumentazioni per l'anno contingentale in corso.

ARTICOLO 58.

Studi.

Se lo ritiene necessario il Consiglio può incoraggiare gli studi sulle condizioni economiche della produzione e della distribuzione del cacao, ivi comprese le tendenze e le proiezioni, l'incidenza dei provvedimenti attuati dal Governo nei paesi esportatori e nei paesi importatori sulla produzione e sul consumo del cacao, la possibilità di aumentare il consumo del cacao negli impieghi tradizionali e eventualmente in nuovi, nonché le conseguenze dell'applicazione del presente Accordo sugli esportatori e sugli importatori di cacao, in particolare per quanto riguarda le ragioni di scambio, e può presentare ai membri raccomandazioni sui soggetti da studiare. Il Consiglio può decidere di incoraggiare anche la ricerca scientifica su taluni aspetti specifici della produzione, della fabbricazione e del consumo. Al fine di incoraggiare questi studi e queste ricerche, il Consiglio puo cooperare con organizzazioni internazionali ed istituti di ricerche nei paesi membri.

ARTICOLO 59.

Esame annuo.

Appena possibile dopo la fine di ciascun anno contingentale, il Consiglio esamina il funzionamento del presente Accordo ed il modo in cui i membri si conformano ai princìpi di detto accordo e cercano di realizzarne gli obiettivi. Il Consiglio può fare ai membri raccomandazioni riguardanti i mezzi per migliorare il funzionamento del presente accordo.

CAPITOLO XIV - DISPENSA DAGLI OBBLIGHI IN CIRCOSTANZE ECCEZIONALI

ARTICOLO 60.

Dispensa dagli obblighi in circostanze eccezionali.

1. Il Consiglio puo, con votazione speciale, dispensare un membro da un obbligo in seguito a circostanze eccezionali o critiche, in caso di forza maggiore o di obblighi internazionali stabiliti nella Carta della Nazioni Unite nei confronti dei territori amministrati sotto il regime di tutela.

2. Quando concede una dispensa ad un membro a norma del paragrafo 1, il Consiglio precisa esplicitamente con quali modalità, a quali condizioni e per quanto tempo il membro è dispensato da detto obbligo.

3. Nonostante le precedenti disposizioni del presente articolo, il Consiglio non concede la dispensa ad un membro per quanto segue:

a) l'obbligo, imposto a questo membro dall'articolo 24, di versare il suo contributo oppure di ovviare alle conseguenze derivanti dalla mancanza di versamento;

b) un contingente di esportazione o un'altra limitazione imposta alle esportazioni, se questo contingente o queste limitazioni sono gia state superate;

c) l'obbligo di richiedere il pagamento di qualsiasi contributo riscosso a titolo dell'articolo 39.

CAPITOLO XV - CONSULTAZIONI, VERTENZE E DENUNCE

ARTICOLO 61.

Consultazioni.

Ogni membro accoglie favorevolmente le osservazioni che un altro membro puo formulargli in merito all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo e gli fornisce adeguate possibilità di consultazione. Durante queste consultazioni, su richiesta di una delle parti e con il consenso dell'altra, il Direttore esecutivo stabilisce una adeguata procedura di conciliazione. Le spese di detta procedura non sono imputabili sul bilancio dell'Organizzazione. Se questa procedura porta ad una soluzione, ne viene reso conto al Direttore esecutivo. Qualora non si dovesse trovare una soluzione, la questione può, su richiesta di una delle parti essere deferita al Consiglio in conformità all'articolo 62.

ARTICOLO 62.

Vertenze.

1. Qualsiasi vertenza relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo non risolta dalle parti in causa viene deferita al Consiglio, per decisione, su richiesta di una delle parti.

2. Quando una vertenza viene deferita al Consiglio a norma del paragrafo 1 ed ha formato oggetto di un dibattito, la maggioranza dei membri oppure vari membri che detengono insieme almeno un terzo dei voti, possono chiedere al Consiglio di sentire, prima di rendere nota la sua decisione, l'opinione, sui punti controversi, di un gruppo consultativo speciale costituito nella forma indicata al paragrafo 3.

3. *a*) A meno che il Consiglio decida diversamente all'unanimità, il gruppo consultivo speciale è composto nel modo seguente:

i) due persone, designate dai membri esportatori, di cui una possiede grande esperienza dei problemi analoghi a quello in discussione, e l'altra è un giurista qualificato e sperimentato;

ii) due persone di qualifica analoga designate dai membri importatori;

iii) un presidente scelto all'unanimità dalle quattro persone designate a norma dei commi i) e ii) oppure, in caso di disaccordo tra di loro dal Presidente del Consiglio;

b) i cittadini delle Parti contraenti possono far parte del gruppo consultivo speciale;

c) i membri del gruppo consultivo speciale agiscono a titolo personale e non ricevono istruzioni da parte di alcun governo;

d) le spese del gruppo consultivo speciale sono a carico dell'Organizzazione.

4. L'opinione motivata del gruppo consultivo speciale è sottoposta al Consiglio il quale risolve la vertenza dopo aver preso in considerazione tutti i dati pertinenti.

ARTICOLO 63.

Azione del Consiglio in caso di denuncia.

1. Su richiesta del membro che la presenta, qualsiasi denuncia per mancato adempimento degli obblighi imposti dal presente Accordo da parte di un membro, viene deferita al Consiglio, che l'esamina e delibera in merito.

2. La decisione mediante la quale il Consiglio conclude che un membro si trova in infrazione degli obblighi impostigli dal presente Accordo viene presa a maggioranza ripartita semplicemente e deve specificare la natura dell'infrazione.

3. Ogni qualvota stabilisce, a seguito di denuncia o meno, che un membro si trova in infrazione degli obblighi imposti dal presente Accordo, il Consiglio può, con votazione speciale, fermo restando i provvedimenti definiti esplicitamente in altri articoli del presente Accordo, ivi compreso l'articolo 73, procedere a quanto segue:

a) sospendere i diritti di voto di questo membro in sede di Consiglio e di Comitato esecutivo. e

b) se lo ritiene necessario, sospendere altri diritti, di questo membro, in particolare la sua eleggibilità ad una funzione al Consiglio o presso uno qualsiasi dei suoi comitati oppure il suo diritto di esercitare una tale funzione fino a quando abbia adempiuto i suoi obblighi.

4. Un membro i cui diritti di voto sono stati sospesi in conformità del paragrafo 3 deve adempiere i suoi obblighi finanziari e gli altri obblighi di cui al presente Accordo.

CAPITOLO XVI - EQUE NORME DI LAVORO

ARTICOLO 64.

Eque norme di lavoro.

I membri dichiarano che per migliorare il tenore di vita delle popolazioni ed instaurare la piena occupazione, essi cercheranno di mantenere per la mano d'opera eque norme e condizioni di lavoro nei diversi settori della produzione di cacao dei paesi interessati, in conformità del loro livello di sviluppo, per quanto riguarda i lavoratori dell'industria e dell'agricoltura.

CAPITOLO XVII - DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 65.

Firma.

Dal 10 novembre 1975 fino al 31 agosto 1976 incluso, il presente Accordo sarà aperto presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite alla firma delle parti all'accordo internazionale del 1972 sul cacao e dei Governi invitati alla Conferenza delle Nazioni Unite sul cacao del 1975.

ARTICOLO 66.

Ratifica, accettazione, approvazione.

1. Il presente Accordo è soggetto a ratifica, accettazione o approvazione da parte dei governi firmatari in conformità alla loro procedura costituzionale.

2. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione verranno depositati presso il Segretario generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite entro il 30 settembre 1976: il Consiglio tuttavia potrà concedere proroghe ai governi firmatari che non avranno potuto depositare il loro strumento per questa data.

3. Ogni Governo che deposita uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione indica, all'atto del deposito, se è membro esportatore oppure importatore.

ARTICOLO 67.

Adesione.

1. I governi di tutti gli Stati (1) possono aderire al presente accordo alle condizioni stabilite dal Consiglio.

2. Il Consiglio istituito a norma dell'accordo internazionale sul cacao per il 1972, può, in attesa dell'entrata in vigore del presente Accordo, determinare le condizioni di cui al paragrafo 1, con riserva di conferma da parte del Consiglio istituito a norma del presente Accordo e dal governo interessato.

3. Qualora si tratti del governo di un paese esportatore che non figura nell'allegato *A* ne nell'allegato *C*, il Consiglio in conformità dell'articolo 30 assegna a questo paese, se del caso, un contingente di base che viene considerato come incluso nell'allegato *A*.

4. L'adesione avviene mediante deposito di apposito strumento presso il Segretario generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 68.

Notifica di applicazione a titolo provvisorio.

1. Un governo firmatario che intende ratificare, accettare o approvare il presente accordo o un governo per il quale il Consiglio ha stabilito condizioni di adesione, ma che non ha ancora potuto deposi-

---

(1) Nel corso della settima seduta plenaria, svoltasi il 20 ottobre 1975, la Conferenza delle Nazioni Unite sul cacao per il 1975, ha approvato su raccomandazione dei suoi Comitati amministrativo e giuridico, il testo seguente:
« In base alle sue disposizioni, il presente accordo sara aperto all'adesione dei governi di tutti gli Stati ed il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite avra funzione di depositario. La Conferenza intende che il Segretario generale, nell'espletamento delle sue funzioni di depositario di un accordo che contiene la clausola "tutti gli Stati", seguirà la procedura dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite nell'applicazione di questa clausola e che, ogni volta che sarà opportuno, solleciterà il parere dell'Assemblea generale prima di accettare uno strumento di adesione ».

tare il suo strumento, può, in qualsiasi momento, notificare al Segretario generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite che applicherà il presente Accordo a titolo provvisorio quando quest'ultimo entrerà in vigore in conformità dall'articolo 69, oppure, se è già in vigore, a una data specificata. Ogni governo che effettua questa notifica, dichiara, all'atto della stessa, se aderisce in qualità di membro esportatore o di membro importatore.

2. Un Governo che ha notificato, in conformità del paragrafo 1, che applicherà il presente Accordo, sia quando quest'ultimo entrerà in vigore che a una data specificata, è pertanto membro a titolo provvisorio e lo rimarrà sino a quando avrà depositato il suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

ARTICOLO 69.

Entrata in vigore.

1. Il presente Accordo entrerà in vigore a titolo definitivo il primo ottobre 1976 se a questa data, i Governi rappresentanti almeno cinque paesi esportatori che raggruppino almeno l'80 per cento dei contingenti di base, quali sono indicati all'allegato *F* e se i governi rappresentanti i paesi importatori che raggruppino almeno il 70 per cento delle importazioni totali, quali sono indicate all'allegato *D*, hanno depositato i loro strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione presso il Segretario generale delle Nazioni Unite. Se il presente Accordo non e entrato in vigore a titolo definitivo in conformità della frase precedente, entrerà in vigore a titolo definitivo quando verranno raggiunte le percentuali richieste a seguito del deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Se il presente accordo non è entrato in vigore a titolo definitivo entro il primo ottobre 1976 in conformità al paragrafo 1, esso entrerà in vigore a titolo provvisorio il primo ottobre 1976 se a questa data, i Governi rappresentanti cinque paesi esportatori che raggruppino almeno l'80 per cento dei contingenti di base, quali sono indicati nell'allegato *F* e i Governi rappresentanti paesi importatori che raggruppino almeno il 70 per cento delle importazioni totali, quali sono indicate nell'allegato *D*, abbiano depositato il loro strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione presso il Segretario generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite oppure abbiano notificato che essi applicheranno il presente accordo a titolo provvisorio quando entrerà in vigore.

3. Se le condizioni di entrata in vigore di cui ai paragrafi 1 oppure 2 non sono riuniti entro il 1° ottobre 1976, il Segretario generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite inviterà, alla data più ravvicinata che reputerà possibile dopo il 1° ottobre 1976, i governi che hanno depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione oppure che hanno reso noto, l'intento di applicare il presente accordo a titolo provvisorio, a riunirsi per decidere se met-

teranno in vigore il presente accordo fra di loro a titolo provvisorio o definitivo completamente o in parte. Se durante questa riunione non viene presa alcuna decisione, il Segretario generale potrà convocare successivamente, qualora lo ritenga opportuno, altre riunioni analoghe.

4. Durante il periodo in cui il presente accordo sarà in vigore a titolo provvisorio in conformità del paragrafo 2 o del paragrafo 3, i governi che hanno depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione oppure di adesione, nonché i governi che hanno notificato al Segretario generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite la intensione di applicare il presente Accordo a titolo provvisorio saranno membri a titolo provvisorio.

5. Durante il periodo in cui il presente Accordo sara in vigore a titolo provvisorio, i governi partecipanti attueranno le disposizioni necessarie per riconsiderare la situazione a decidere se detto Accordo entrerà in vigore fra di essi a titolo definitivo, se rimarrà in vigore a titolo provvisorio o cesserà di essere in vigore.

ARTICOLO 70.

Riserve.

Nessuna disposizione del presente accordo può formare oggetto di riserve.

ARTICOLO 71.

Applicazione territoriale.

1. Ogni governo può, all'atto della firma o del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, o in qualsiasi momento in seguito, dichiarare, mediante notifica trasmessa al Segretario generale dell'organizzazione delle Nezioni Unite, che il presente Accordo è reso applicabile a questo o quello dei territori di cui attualmente, ed ufficialmente, cura le relazioni internazionali, che il presente Accordo si applica ai territori indicati in detta notifica con decorenza dalla data di quest'ultimo o dalla data in cui il presente Accordo entra in vigore per il governo in questione se è posteriore alla notifica.

2. Ogni Parte contraente che desideri esercitare nei confronti di questo o quel territorio, di cui attualmente ed ufficialmente cura le relazioni internazionali, i diritti conferiti con l'articolo 3, può farlo trasmettendo al Segretario generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite una notifica in questo senso all'atto del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione oppure in qualsiasi momento in seguito. Se il territorio che diventa membro a titolo individuale è membro esportatore e non figura negli allegati *A* e *C*, il Consiglio gli attribuisce, se del caso un contingente di base che viene considerato come incluso nell'allegato *A*.

3. Ogni parte contraente che ha fatto una dichiarazione in applicazione del paragrafo 1 può, in qualsiasi momento in seguito, dichiarare con notifica trasmessa al Segretario generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite che il presente accordo non viene più applicato nel territorio indicato nella notifica ed il presente Accordo cessa di essere applicato a detto territorio a decorrere dalla data della notifica.

4. Quando un territorio al quale si applica il presente accordo a norma del paragrafo 1 diventa successivamente indipendente, il governo di detto territorio può entro 90 giorni successivi all'indipendenza dichiarare con notifica trasmessa al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che si assume i diritti e gli obblighi di parte contraente del presente accordo. Esso è parte contraente del presente Accordo con decorrenza dalla data di questa notifica. Se detta parte è membro esportatore e non figura negli allegati *A* e *C*, il Consiglio gli assegna, se del caso, un contingente di base che viene considerato come incluso nell'allegato *A*.

5. Il governo di un nuovo Stato che intende effettuare una notifica in conformità al paragrafo 4, ma che non ha ancora avuto la possibilità di espletare le procedure necessarie a tal fine può comunicare al Segretario generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite che applicherà il presente Accordo a titolo provvisorio. Questo governo rimane membro a titolo provvisorio fino a che non avrà effettuato la sua notifica a norma del paragrafo 4 o fino alla data di scadenza del termine di 90 giorni stabilite, se quest'ultima è precedente.

Articolo 72.

Ritiro volontario.

In ogni momento dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, qualsiasi membro può ritirarsi dal presente Accordo notificando per iscritto il suo ritiro al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Il ritiro prende effetto 90 giorni dopo che il Segretario generale della Organizzazione delle Nazioni Unite ha ricevuto la notifica.

Articolo 73.

Esclusione.

Se il Consiglio conclude, in base al paragrafo 3 dell'articolo 63, che un membro si trova in infrazione degli obblighi imposti dal presente Accordo e se decide, inoltre, che questa infrazione ostacola seriamente il funzionamento di detto Accordo, può escludere con votazione speciale il membro in questione dall'Organizzazione internazionale del cacao. Il Consiglio notifica immediatamente questa esclusione al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Novanta giorni dopo la data

della decisione del Consiglio, il membro cessa di appartenere all'Organizzazione internazionale del cacao e, se è parte contraente, di essere parte del presente Accordo.

ARTICOLO 74.

Liquidazione dei conti in caso di ritiro o di esclusione.

1. In caso di ritiro o di esclusione di un membro, il Consiglio procede alla liquidazione dei conti di questo membro. L'Organizzazione conserva le somme già versate da questo membro che dal'altra parte è tenuto a pagarle qualsiasi somma dovuta alla data effettiva del ritiro o dell'esclusione; nondimeno, se si tratta di una Parte contraente che non può accettare una modifica e che pertanto cessa di partecipare al presente Accordo a norma del paragrafo 2 dell'articolo 76, il Consiglio può liquidare il conto nel modo che gli sembra più equo.

2. Un membro che si e ritirato dal presente Accordo, che ne è stato escluso o che ha cessato in qualsiasi altro modo di parteciparvi, non ha diritto ad alcuna parte del ricavato della liquidazione né degli altri averi della Organizzazione; non gli può essere imputata neppure una parte dell'eventuale disavanzo dell'Organizzazione quando il presente Accordo prende fine.

ARTICOLO 75.

Durata e fine

1. Il presente Accordo rimarrà in vigore sino alla fine del terzo anno contingentale completo che segue la sua entrata in vigore, a meno di proroga in applicazione dei paragrafi 3, 4 o 5, o di termine anticipato in applicazione del paragrafo 6.

2. Prima della fine del terzo anno contingentale indicato al paragrafo 1. il Consiglio può decidere, con votazione speciale, che il presente Accordo formerà oggetto di nuovi negoziati, o verrà prorogato per 2 ulteriori anni contingentali.

3. Se, in conformità del paragrafo 2, il presente Accordo è stato prorogato per due anni contingentali, il Consiglio potrà, prima della fine del quinto anno contingentale, decidere con votazione speciale che il presente Accordo sarà oggetto di nuovi negoziati.

4. Se, entro la fine del terzo anno contingentale di cui al paragrafo 1, i negoziati per un nuovo Accordo destinato a sostituire quello attuale non sono ancora conclusi, il Consiglio può, con votazione speciale, prorogare nuovamente il presente Accordo per un periodo che non superi, due anni contingentali. Il Consiglio notifica questa proroga al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

5. Se, prima della fine del terzo anno contingentale di cui al paragrafo 1, un nuovo Accordo destinato a sostituire quello attuale è stato

negoziato e firmato da un numero di governi sufficienti affinché possa entrare in vigore dopo la ratifica, accettazione o approvazione, ma se questo nuovo Accordo non è entrato in vigore a titolo provvisorio o definitivo, la durata d'applicazione dell'Accordo attuale viene prorogata sino all'entrata in vigore, a titolo provvisorio o definitivo, del nuovo Accordo, rimanendo inteso che la proroga non supererà due anni contingentali. Il Consiglio notifica questa proroga al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

6. In qualsiasi momento il Consiglio può decidere, con votazione speciale, di porre fine al presente Accordo. L'Accordo prende fine allora alla data fissata dal Consiglio, rimanendo inteso che gli obblighi assunti dai membri a norma dell'articolo 39 sussistono sino a quando sono stati adempiuti gli impegni finanziari relativi alla scorta stabilizzatrice, oppure se essa è anteriore, sino alla fine del terzo anno contingentale successivo all'entrata in vigore del presente Accordo. Il Consiglio notifica questa decisione al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

7. Nonostante la fine del presente Accordo, il Consiglio resterà in funzione per il tempo necessario a liquidare l'Organizzazione, verificare i conti e suddividere gli averi; durante questo periodo, esso ha i poteri e le funzioni necessarie a tale scopo.

ARTICOLO 76.

Modifiche.

1. Il Consiglio può, con votazione speciale, raccomandare alle Parti contraenti di apportare una modifica al presente Accordo. Il Consiglio può fissare una data dalla quale ogni parte contraente notifica al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di accettare la modifica. La modifica entra in vigore 100 giorni dopo che il Segretario generale ha ricevuto le notifiche di accettazione delle parti contraenti che rappresentino almeno il 75 per cento dei membri esportatori i quali detengano almeno l'85 per cento dei voti dei membri esportatori, e dalle parti contraenti che rappresentino almeno il 75 per cento dei membri importatori i quali detengano almeno l'85 per cento dei voti dei membri importatori, oppure ad una data successiva che il Consiglio può aver fissato con votazione speciale. Il Consiglio può fissare un termine prima della scadenza del quale ogni parte contraente notifica al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di accettare la modifica e quest'ultima si considera come revocata se non è entrato in vigore alla scadenza del termine. Il Consiglio fornisce al Segretario generale delle informazioni necessarie per stabilire se il numero delle notifiche di accettazione ricevute è sufficiente affinché prende effetto la modifica.

2. Ogni membro a nome del quale non è stata fatta alcuna notifica di accettazione di una modifica alla data in cui quest'ultima entra in vigore, cessa a questa data di partecipare al presente Accordo, a meno che detto membro non provi al Consiglio, nel corso della prima riunione indetta dopo la data d'entrata in vigore della modifica, che non ha po-

tuto dare atto dell'accettazione della modifica a tempo debito a seguito delle difficoltà incontrate per condurre a termine il suo *iter* costituzionale, e che il Consiglio decida di prorogare per detto membro il termine di accettazione fino a che siano superate queste difficoltà. Il membro in questione non è vincolato dalla modifica sino a quando non notifichi di avere accettato la stessa.

ARTICOLO 77.

Disposizioni supplementari e transitorie.

1. Il presente Accordo viene considerato come una continuazione dell'Accordo internazionale sul cacao per il 1972.

2. Per facilitare l'applicazione ininterrotta dell'Accordo internazionale sul cacao per il 1972, viene deciso quanto segue:

a) Tutte le disposizioni approvate in virtù dell'Accordo internazionale sul cacao per il 1972, sia dall'Organizzazione che da uno dei suoi organi, sia a loro nome, che saranno in vigore al 30 settembre 1976 e di cui non venga specificato che scadono a questa data, rimarranno in vigore, a meno che non vengano modificate dal presente Accordo.

b) Tutte le decisioni che il Consiglio istituito a norma dell'Accordo internazionale sul cacao per il 1972 dovrà prendere nell'anno contingentale 1975-76, per la loro applicazione nell'anno 1976-77, verranno approvate nel corso dell'ultima sessione ordinaria del Consiglio che si svolgerà durante l'anno contingentale 1975-76 e verranno applicate a titolo provvisorio come se il presente Accordo fosse già entrato in vigore, fermo restando che, qualora uno qualsiasi dei membri chiedesse che una qualunque decisione venga ripresa in considerazione, essa dovrà essere riconfermata dal Consiglio, con votazione speciale o a maggioranza suddivisa semplicemente in conformità del presente Accordo, nei 90 giorni successivi all'entrata in vigore del presente accordo.

ARTICOLO 78.

Testi del presente Accordo facenti fede.

I testi del presente Accordo in inglese, in spagnolo, in francese ed in russo fanno tutti ugualmente fede. I testi originali sono depositati negli archivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

In fede di quanto sopra, i firmatari debitamente autorizzati a tal scopo dai loro governi, hanno firmato il presente Accordo alla data che figura a fronte della loro firma.

ALLEGATI

ALLEGATO *A*

Paesi per i quali i contingenti di base vengono fissati in conformità del paragrafo 1 dell'articolo 30

Brasile

Costa d'Avorio

Guinea equatoriale

Ghana

Messico

Nigeria

Repubblica Dominicana

Repubblica Unita del Camerun

Togo

ALLEGATO *B*

Paesi che producono meno di 10.000 tonnellate di cacao ordinario all'anno

PAESI	MIGLIAIA DI TONNELLATE	
	1972/73	1973/74
Malaysia .	7,0	10,0
Sierra Leone .	6,6	7,7
Zaïre	5,0	5,0
Gabon	5,0	5,0
Filippine . .	3,5	4,0
Haiti . .	3,5	3,5
Liberia	3,0	3,1
Congo . .	2,1	2,1
Cuba	2,0	2,0
Perù . .	2,0	2,0
Bolivia	1,4	1,4
Nuove Ebridi . .	0,8	0,7
Angola . . .	0,6	0,7
Guatemala . .	0,6	0,7
Nicaragua . .	0,6	0.6
Repubblica Unita di Tanzania .	0,6	0,6
Uganda	0,5	0,5
Honduras	0,3	0,3
	45,1	49,9

Fonte: *Bollettino trimestrale delle Statistiche del Cacao* (Vol. 1, n. 4).

ALLEGATO *C*

Produttori di cacao fine (« fine » *oppure* « flavour »)

1. Paesi esportatori che producono esclusivamente cacao fine (« *fine* » o « *flavour* »):

Dominica

Ecuador

Grenada

Indonesia

Giamaica

Madagascar

Panama

Santa Lucia

Saint-Vincent

Samoa Occidentale

Sri Lanka

Surinam

Trinità e Tobago

Venezuela

2. Paesi esportatori che producono, ma non esclusivamente, cacao fine (« *fine* » o « *flavour* »):

	PRODUZIONE MIGLIAIA DI TONNELLATE	
	1972/73	1973/74
Costa Rica (25 per cento)	5,0	6,0
Sao Tomé e Principe (50 per cento)	11,3	10,4
Papuasia Nuova Guinea (75 per cento)	23,1	30,4
	39,4	46,4

Fonte: Bollettino trimestrale delle Statistiche del Cacao (Vol. 1, n. 4).

ALLEGATO *D*

Importazioni di cacao calcolate ai fini dell'articolo 10 (a)

PAESE	1972	1973	1974	Media	Percentuale
		(migliaia di tonnellate)			
Stati Uniti d'America	399,8	357,3	315,7	357,6	22,89
Repubblica federale di Germania	179,5	188,4	186,6	184,8	11,83
Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord	161,5	145,4	158,0	155,0	9,92
Regno dei Paesi Bassi	151,9	144,9	144,7	147,2	9,42
Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche	143,7	130,1	162,8	145,5	9,31
Francia	77,6	78,4	81,9	79,3	5,08
Giappone	55,4	59,7	38,3	51.1	3,27
Italia	44,3	47.0	45,0	45,4	2,91
Belgio/Lussemburgo	36,8	36,4	37,3	36,8	2,36
Spagna	38,7	35,8	34,9	36,5	2,34
Canada	39,1	34,9	30,0	34,7	2,22
Polonia	32,1	30,6	31,9	31,5	2,02
Svizzera	28,8	31,7	27,7	29,4	1,88
Australia	24,7	19,8	28,0	24,2	1,55
Repubblica democratica tedesca	24,4	21,1	22,2	22,6	1,45
Cecoslovacchia	20,8	19,3	21,2	20,4	1,31
Austria	17,1	16,7	15,0	16,3	1,04

PAESE	1972	1973	1974	Media	Percentuale
Irlanda	14,3	16,3	16,0	15,5	0,99
Jugoslavia	14,5	12,1	19,1	15,2	0,97
Ungheria	14,2	12,1	14,6	13,6	0,87
Svezia	13,8	11,5	11,9	12,4	0,79
Argentina	11,2	11,1	13,3	11,9	0,76
Bulgaria	11,8	8,4	8,5	9,6	0,61
Africa del Sud . .	9,7	8,2	8,5	8,8	0,56
Romania	7,8	7,5	8,4	7,9	0,51
Norvegia	9,4	7,6	6,8	7,9	0,51
Danimarca	8,7	7,3	6,1	7,4	0,47
Colombia	7,7	6,0	6,2	6,6	0,42
Nuova Zelanda . .	6.2	4,8	7,4	6,1	0,39
Finlandia	6,0	5,8	6,5	6,1	0,39
Portogallo	3,7	3,7	2,9	3,4	0,22
Filippine	4,9	2,8	2,6	3,4	0,22
Cile	2,9	2,7	2,3	2,6	0,17
Perù	3,6	2,4	1,3	2,4	0,15
Algeria	1,1	1,1	1,1	1,1	0,07
India	0,7	0,7	0,8	0,7	0,05
Tunisia	0,8	0,4	0,7	0,6	0,04
Uruguay	0,6	0,5	0,5	0,5	0,03
Honduras	0,1	0,1	0,1	0,1	0,01
TOTALE . . .	1.629,9	1.530,6	1.526,8	1.562,1	100,00

Fonte: *Bollettino trimestrale delle Statistiche del Cacao* (Vol. 1, n. 4).

(*a*) Media per i tre anni 1972-1974, delle importazioni *nette* di cacao in grani, più le importazioni *lorde* dei derivati del cacao, convertiti in equivalente di grani mediante i coefficienti di conversione enumerati al paragrafo 2 dell'articolo 32.

ALLEGATO *E*

Paesi esportatori ai quali si applica il paragrafo 2 dell'articolo 36

Brasile

Messico

Repubblica Dominicana

ALLEGATO *F*

Contingenti di base calcolati in conformità ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 69 (a)

PAESE ESPORTATORE	Produzione (migliaia di tonnellate)	Contingenti di base (percentuale)
Ghana	409,8	32,5
Nigeria .	247,7	19,6
Costa d'Avorio .	196,3	15,5
Brasile .	189,7	15,0
Repubblica Unita del Camerun	112,0	8,9
Repubblica Dominicana	37,1	2,9
Messico	27,3	2,2
Togo	23,1	1,8
Guinea equatoriale	19,6	1,6
	1.262,6	100,0

Fonte: Bollettino Trimestrale delle Statistiche sul Cacao (Vol. 1, n. 4) (ad eccezione della cifra concernente la produzione della Repubblica Dominicana nel 1973/74, che è stata comunicata dalla delegazione di questo paese alla Conferenza delle Nazioni Unite sul cacao per il 1975).

(*a*) Contingenti calcolati sulla base della produzione media degli anni 1969/70-1973/74.

Seguono le firme.

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(8651004/4) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.